

Lucien Misermont... Le
Serment à la constitution
civile du clergé. Le serment
civique et quelques
documents inédits des [...]

Lucien Misermont... Le Serment à la constitution civile du clergé. Le serment civique et quelques documents inédits des archives vaticanes. 1917.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisationcommerciale@bnf.fr.

152258

Lucien MISERMONT

PRÊTRE DE LA MISSION

LE SERMENT

à la

CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ

Le Serment Civique

et

Quelques documents inédits

des Archives Vaticanes

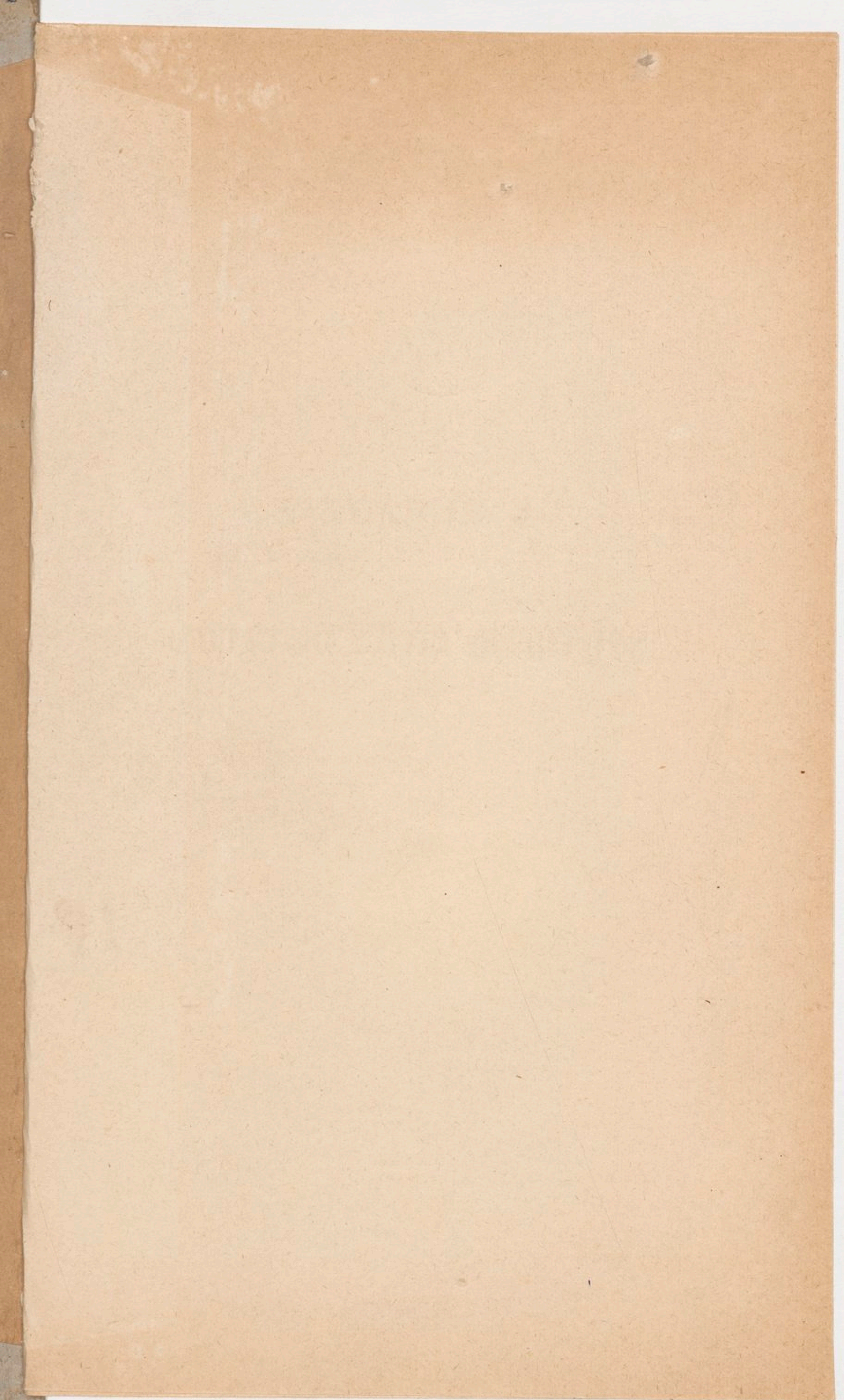
PARIS

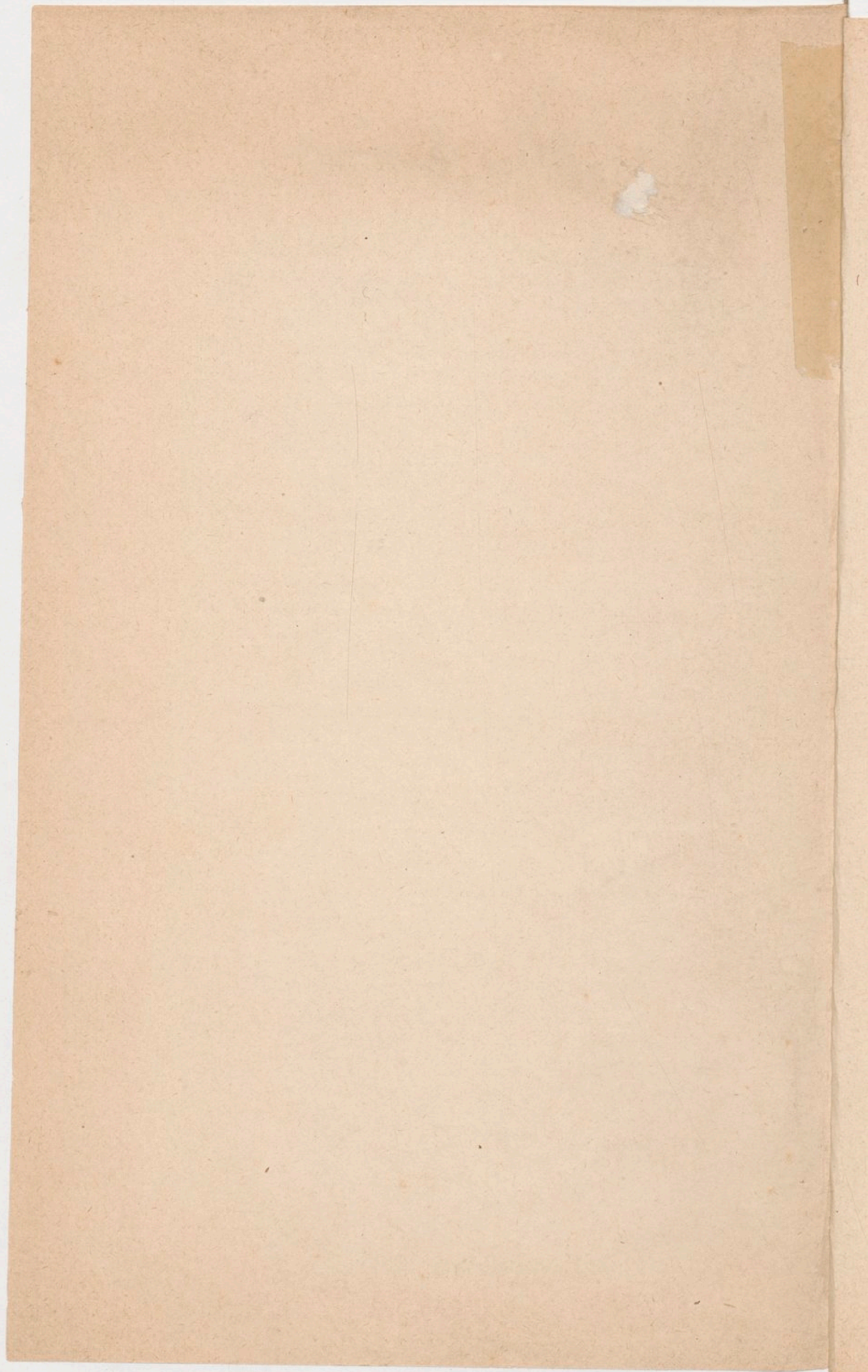
LIBRAIRIE VICTOR LECOFFRE

J. GABALDA, Éditeur

RUE BONAPARTE, 90







152258

LE SERMENT

à la

CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ

DU MÊME AUTEUR

Le premier Hôpital des Filles de la Charité et ses glorieuses Martyres, les sœurs Marie-Anne et Odile, fusillées à Angers le 1^{er} février 1794. In-8° de 436 pages. — Émile Paul frères, Éditeurs.

Les Filles de la Charité d'Arras, dernières victimes de Joseph Le Bon à Cambrai, guilloténées le 8 messidor an II (26 juin 1794). Deuxième édition. In-8° de 374 pages. — Économat des Filles de la Charité, rue du Bac, 140, Paris.

Même ouvrage abrégé. Collection Les Saints. — Gabalda, Éditeur.

Le Conventionnel Joseph Le Bon avant son entrée dans la vie publique. — Alphonse Picard et Fils, Éditeurs.

Joseph Le Bon, curé constitutionnel de Neuville-Vitasse. — Alphonse Picard et Fils, Éditeurs.

Joseph Le Bon, maire d'Arras et administrateur du département du Pas-de-Calais. — Alphonse Picard et Fils, Éditeurs.

Joseph Le Bon, membre de la Convention. — Alphonse Picard et Fils, Éditeurs.

Le double bombardement d'Alger par Duquesne, et la mort du consul Le Vacher à la bouche du canon. — Alphonse Picard et Fils, Éditeurs.

Publication de la « Relation de l'esclavage des sieurs de Fercourt et Régnard pris sur mer par les corsaires d'Alger, par M. de Fercourt, mort le 3 avril 1734, âgé de 81 ans. » — Alphonse Picard et Fils, Éditeurs.

Études sur Jean Le Vacher, consul de France et vicaire apostolique à Tunis et à Alger. III. Le Martyre. — Gabalda, Éditeur.

Le texte peu connu d'un document pontifical important sur le serment de Liberté-Égalité. — Alphonse Picard et Fils, Éditeurs.

Le Serment de Liberté-Égalité et quelques documents inédits des Archives Vaticanes. In-8° de viii-102 pages. — Gabalda, Éditeur.

Articles des Procès de Béatification pour les Filles de la Charité d'Arras, pour les sœurs Marie-Anne et Odile d'Angers, pour M. Le Vacher.

Lucien MISERMONT

PRÊTRE DE LA MISSION

LE SERMENT

à la

CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ

Le Serment Civique

et

Quelques documents inédits

des Archives Vaticanes

PARIS

LIBRAIRIE VICTOR LECOFFRE

J. GABALDA, Éditeur

RUE BONAPARTE, 90

1917

NIHIL OBSTAT

SACKEBANT, C. M.
Censor.

J. FRASS, C. M.
Censor.

IMPRIMATUR

E. VILLETTE,
Sup. gén.
22 septembre 1916.



IMPRIMATUR

Parisiis, die 9^a Octob. 1916.
E. ADAM,
v. g.

DÉCLARATION DE L'AUTEUR

Conformément aux décrets du Pape Urbain VIII et de la Sainte Inquisition, des années 1625, 1631, 1834, je déclare que les termes de saints, martyrs, etc., insérés dans cet ouvrage, n'ont qu'une autorité purement humaine, excepté en ce qui a été confirmé par la Sainte Église Catholique, Apostolique, Romaine et par le Saint-Siège au jugement duquel j'entends me soumettre complètement.

L. MISERMONT.

DECLARATION OF INDEPENDENCE

When in the course of human events, it becomes necessary for one people to dissolve the political bands which have connected them with another, and to assume among the powers of the earth, the separate and equal station to which the laws of Nature and of Nature's God entitle them, a decent respect to the opinions of mankind requires that they should declare the causes which impel them to the separation.

AVANT-PROPOS

Nous avons publié en 1914 : *Le Serment de Liberté-Égalité et quelques documents inédits des Archives Vaticanes*. Cette étude a été fort bien accueillie, et *Les Questions Ecclésiastiques*, la *Revue des Études historiques*, la *Revue du Clergé Français*, la *Revue des Facultés catholiques de l'Ouest*, la *Revue critique d'histoire et de littérature* lui ont consacré des comptes rendus élogieux.

Nous présentons aujourd'hui un travail semblable sur *le Serment à la Constitution civile du clergé*, voté le 27 novembre 1790, ainsi que sur *le Serment civique* des 3-14 septembre 1791, également imposé aux prêtres pendant la Révolution. Sur ces deux serments, comme sur celui de Liberté-Égalité, nous avons trouvé aux Archives Vaticanes des documents inédits qui ne sont pas sans intérêt.

Nous commençons notre étude par un résumé des divers serments qui précédèrent celui du 27 novembre 1790. Notre but est de mettre bien en évidence la triste

manie de l'époque, d'exiger des serments de tout le monde et à tout propos, manie souverainement malheureuse qui, à elle seule, explique bien des tracasseries, bien des persécutions dirigées contre les catholiques de France et contre les populations chrétiennes des pays conquis par les armées républicaines.

Nous donnons ensuite les différents textes relatifs au serment à la Constitution civile du clergé, nous reproduisons *in extenso* cette même constitution, objet exclusif, on peut dire, du fameux serment ; puis nous faisons ressortir les interventions multiples et pressantes de Pie VI qui aboutissent enfin à une condamnation formelle et de cette Constitution civile et du serment prescrit avec la dernière rigueur pour l'imposer à tous. Nous consacrons enfin un article spécial à la résistance héroïque que l'Église de France, avec une vaillance qu'on ne louera jamais assez, sut opposer au schisme et à l'hérésie tout-puissants, en notre pays, pendant quelques années ; et ceci nous amène à publier, émanées de prêtres jureurs ou ayant communiqué *in divinis* avec les intrus et conservées aux Archives Vaticanes, quatre suppliques curieuses, dont la teneur jette un grand jour sur la mentalité singulière de certains ecclésiastiques, trop abandonnés à eux-mêmes pendant cette époque troublée.

En ce qui concerne le serment civique, après avoir donné également les divers textes de loi, nous rappo-

lons l'application odieuse qui en fut faite aux ecclésiastiques, uniquement parce qu'ils étaient ecclésiastiques, et nous exposons, toujours d'après les Archives du Vatican, plusieurs cas, bien instructifs eux aussi, pour l'intelligence de la mentalité de l'époque. Le plus extraordinaire de ces cas est celui du comte de Ségur, nommé ambassadeur à Rome par Louis XVI et refusé par le pape, pour le seul motif qu'il avait prêté le serment civique.

Dans un dernier chapitre, nous disons comment le serment du 27 novembre 1790 et le serment civique du 3-14 septembre 1791 furent remplacés, à partir du 10 août 1792, par le serment de Liberté-Égalité. Ce dernier devint en effet, pour les citoyens en général, le seul serment exigé dans les différentes assemblées, autrement dit le serment civique, et il eut pour le clergé constitutionnel, la chose est évidente dans le cas de Chambéry, la portée du serment schismatique et hérétique du 27 novembre 1790.

L. MISERMONT.

Rome, le 25 juillet 1916.

Lucien MISERMONT

PRÊTRE DE LA MISSION

LE SERMENT DE LIBERTÉ-ÉGALITÉ

ET

QUELQUES DOCUMENTS INÉDITS DES ARCHIVES VATICANES

APPRÉCIATION DES REVUES

Les Questions Ecclésiastiques, la Revue des Études historiques, la Revue du Clergé Français, la Revue des Facultés catholiques de l'Ouest, la Revue critique d'Histoire et de Littérature.

LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES, dans le fascicule de juillet 1914, sous la signature de Ch. Aimond :

« La décision bénigne de M. Émery au sujet de la licéité du serment de *Liberté-Égalité* devient plus discutable encore par le fait de la publication de certains documents par M. L. Misermont, dans sa captivante brochure sur *Le Serment de Liberté-Égalité*. La bonne foi et les louables intentions du vénérable Sulpicien ne sont pas en cause ; mais les textes pontificaux que M. Misermont publie et qui sont extraits soit des archives du diocèse de Chambéry, soit de la *Collection générale des Brefs de Pie VI*, montrent quelle fut la pensée du Pape sur cet important sujet. « Rome fait deux hypothèses. « Ou le serment de Liberté-Égalité se trouve, de par

« les circonstances, faire corps avec les autres décrets
« hérétiques et schismatiques qui ont pour fin d'a-
« néantir l'Église de France, et *il est tenu comme mau-*
« *vais*; ceux qui le prêtent sont soumis aux peines
« canoniques prévues par le droit. Ou le serment de
« Liberté-Égalité ne se trouve pas rattaché à ces mêmes
« décrets et *sa légitimité est douteuse*; ceux qui l'ont
« prêté doivent se mettre en règle avec leur conscience,
« mais aucune peine canonique ne peut leur être appli-
« quée » (p. 56-57). Dans cette seconde hypothèse (qui
était celle où se plaçait M. Émery), Pie VI ne condamne
personne et n'impose pas de rétractation, mais il n'ap-
prouve pas, et cette réserve, non moins que certains
termes de la correspondance du Cardinal Secrétaire
d'État à l'évêque de Vintimille, font nettement voir que
le Pape était contraire au serment lui-même. Les « mar-
« tyrs de septembre, bien inspirés (mieux inspirés que
« M. Émery), étaient restés, par leur opposition très
« franche au serment de Liberté-Égalité, dans les
« grandes traditions du S.-Siège » (p. VIII).

« Ch. AIMOND. »

La REVUE DES ÉTUDES HISTORIQUES, dans le dernier fascicule de 1914 :

« Le petit livre de M. Lucien Misermont : *Le Serment de Liberté-Égalité et quelques documents inédits des Archives Vaticanes*, in-8° de VIII-102 pages, Paris, Gabalda, est l'étude la plus complète qui existe sur le serment de Liberté-Égalité. L'auteur nous montre le

fameux serment examiné et repoussé dans les prisons de la capitale, la veille et les jours des grands massacres de septembre 1792, il nous dit l'attitude du clergé de France en grande majorité opposé au serment, il consacre quelques pages élogieuses à M. Émery dont il fait ressortir le noble caractère. M. Émery prêta le serment avec des restrictions qui le rendaient parfaitement orthodoxe, puis, apprenant que le Pape en avait de la peine, il n'hésita pas à écrire : « *Puisque la plupart des évêques et Notre Saint-Père répugnent au serment, si aujourd'hui il fallait le faire, je ne le ferais point* ».

« Après avoir donné les quatre réponses de Pie VI sur le serment et analysé quelques lettres du Cardinal Secrétaire d'État, l'auteur établit le sens de la formule employée par le Pape : « *Consulant conscientiae suae cum in dubio jurare non liceat* », et prouve le sens objectif du mot doute.

« M. Misermont a traité cette délicate question avec un tact parfait, sa documentation est rare puisque c'est aux Archives du Vatican qu'il a pu puiser librement, et dont il a pu extraire des textes inédits qu'il a pris soin de publier en appendice.

« J. J. »

LA REVUE DU CLERGÉ FRANÇAIS, dans le fascicule du 1^{er} août 1915, sous la signature de M. Vacandard :

« ... La cause de tout le mal était le fameux serment de Liberté-Égalité. C'est pourquoi l'historien des Sœurs Marie-Anne et Odile a cru devoir y insister.

« Ce serment était ainsi conçu : « Je jure d'être fidèle
« à la nation et de maintenir la liberté et l'égalité ou
« de mourir en les défendant. » Il fut imposé, après
la chute de Louis XVI, à tout Français recevant traitement ou pension, puis à tous les fonctionnaires publics. Le refus de serment entraînait la perte du traitement ou pension, et bientôt, à partir d'avril 1793, la déportation à la Guyane. Les congrégations de femmes n'y furent assujetties que le 3 octobre 1793.

« Si la grande majorité des évêques et des prêtres de France refusèrent de le prêter, un certain nombre jugèrent à propos de s'y soumettre, et de ce nombre étaient M. Émery et ses sulpiciens qui espéraient pouvoir, par ce moyen, continuer auprès des fidèles le ministère sacerdotal. Ils firent d'ailleurs le serment avec des restrictions et des réserves qui donnaient à la formule un sens parfaitement orthodoxe.

« Cette concession déplut néanmoins à Rome. Le Pape Pie VI fit savoir à M. Émery que sa conduite ne pouvait être approuvée. M. Émery expliqua les motifs qui l'avaient déterminé à agir comme il avait fait; mais en fils docile et respectueux il ajouta : « Puisque la
« plupart des évêques et Notre Saint-Père répugnent
« au serment, si aujourd'hui j'avais à le faire, je ne le
« ferais point » (21 avril 1793). Le 5 octobre suivant, le Pape parla d'une manière plus explicite; il condamna formellement le petit serment, lorsqu'il impliquait l'observation des décrets de la Convention Nationale, et déclara frappés de censures ceux qui l'avaient prêté

dans ces conditions. D'une façon générale, il le regarda même toujours comme douteux, remarque le P. Misermont, et le 1^{er} avril 1794, le 26 juillet de la même année et le 22 avril 1795, il ordonna à ceux qui l'avaient prêté de se mettre en règle avec leur conscience parce que, disait-il, « dans le doute il n'est pas permis de jurer », « *consultant conscientiae suae, cum in dubio jurare non liceat* ». Les religieuses d'Angers que le tribunal révolutionnaire avait condamnées à mort étaient donc entrées pleinement dans l'esprit de l'Église, en refusant de prêter le serment. Et cette conviction inébranlable, qui a fait leur force, fait aussi la grandeur de leur martyre.

« Le caractère du serment de Liberté-Égalité préoccupe tant le P. Misermont qu'il a cru devoir lui consacrer, tout récemment encore, une étude particulière. La découverte de quelques documents inédits qu'il a faite aux Archives Vaticanes lui en a fourni l'occasion. « Il « résulte de ces documents que, dès le mois de mai « 1792, le pape avait fait dire aux évêques de France, « réunis en nombre à Paris, de ne prêter aucun serment sans avoir au préalable consulté le Saint-Siège. » Cette intervention du Souverain Pontife « explique une « démarche, à première vue assez extraordinaire, faite, « le 1^{er} septembre 1792, par les trois évêques prisonniers aux Carmes, auprès de M. l'abbé de Salamon, « internonce à Paris : les évêques lui demandaient « une ligne de conduite au sujet du nouveau serment ».

« Ce serment était-il licite ? Le Pape, nous l'avons dit, ne se prononçait pas formellement. Mais lorsque certains prêtres l'eurent prêté, il demanda « *ut consulant conscientiae suae, cum indubio jurare non liceat* ». S'agissait-il du doute subjectif des jureurs ou du caractère équivoque de la formule du serment ? Pour le P. Misermont, la question ne devrait pas se poser. « Personne « n'a jamais nié, dit-il, qu'il fût défendu de jurer « avec une conscience douteuse. Tous les théologiens « sont d'accord là-dessus ; le Souverain Pontife n'avait « pas besoin d'en faire la remarque. Ce que le pape « estimait douteux, en attendant qu'il eût tous les « éléments nécessaires pour se prononcer d'une façon « définitive, c'était le caractère du serment lui-même, « son orthodoxie. » C'est pourquoi, dit le Cardinal prodataire dans une lettre adressée au Secrétaire d'État, le cardinal de Zelada, Pie VI « fit insinuer que dans « le doute on ne pouvait pas jurer ».

« Cette lettre justifie, ce semble, l'opinion du P. Misermont et confirme l'interprétation qu'il donne des documents pontificaux.

« E. VACANDARD. »

La REVUE DES FACULTÉS CATHOLIQUES DE L'OUEST, dans le fascicule d'octobre 1915, sous la signature de M. F. Uzureau :

« *Le Serment de Liberté-Égalité et quelques documents inédits des Archives Vaticanes*, par M. Misermont, prêtre de la Mission. — Paris, Gabalda, 1914.

« C'est l'étude moderne la plus complète qui existe sur le serment de Liberté-Égalité. Aussi *les Questions Ecclésiastiques*, la *Revue des Études historiques* et la *Revue du Clergé Français* en ont-elles publié des comptes rendus élogieux.

« L'auteur donne tout d'abord les lois relatives au serment, votées du 10 août 1792 jusqu'au 29 décembre 1793 ; il permet ainsi au lecteur de se rendre compte des variations de termes qui, sans changer la substance du serment, font ressortir l'équivoque de sa formule. Les deux derniers décrets des 3 octobre et 29 décembre 1793 prouvent que, pendant plus d'un an, les religieuses ne furent pas astreintes au serment.

« Le deuxième paragraphe met en lumière l'attitude héroïque des martyrs de septembre vis-à-vis du serment. Qu'il s'agisse pour eux, dans la prison, du serment de Liberté-Égalité, la chose n'est pas douteuse après les nombreuses citations faites par l'auteur. M. Frontault, docteur en théologie, curé de Saint-Aubin des Ponts-de-Cé, enfermé aux Carmes, dit de ce second serment :
« Nous étions tous résolus de ne pas même toucher des
« lèvres cette coupe qui, pour être mieux préparée que
« celle qu'on nous avait offerte une première fois, n'en
« renfermait pas moins un poison réel et mortel. » Mais le plus curieux est la démarche faite par les trois évêques prisonniers aux Carmes, auprès de M. de Salamon, internonce du Pape, pour connaître la pensée pontificale sur le serment. M. de Salamon, enfermé dans une autre prison, répondit : « Je ne puis encore savoir les

« intentions du Pape, ce serment étant tout à fait nou-
« veau, mais j'ose vous assurer qu'il ne lui sera pas
« favorable, et, puisque vous persistez à me demander
« ce que j'en pense, je vous dirai que je ne me permettrai
« pas de blâmer ceux qui le prêteront, mais que, pour
« ma part, je suis bien déterminé à le refuser. »

« L'auteur expose ensuite l'attitude du clergé de France relativement au serment. Il parle assez longuement de M. Émery, dont il se plaît à relever le noble caractère. M. Émery prête le serment, non pas d'une manière absolue et avec la formule équivoque, source de tant de polémiques, mais après l'insertion officielle de quatre restrictions qui en précisaient, pour ne pas dire en modifiaient, le sens.

« Tout un paragraphe est consacré à l'intervention de Pie VI. M. Misermont procède toujours de la même manière et cite de nombreux documents dont plusieurs inédits ont été trouvés par lui aux Archives du Vatican.

« Au mois de mai 1792, Pie VI fait avertir les évêques de France de s'abstenir d'accepter n'importe quelle formule de serment sans avoir au préalable consulté le S.-Siège. Dès qu'il apprend le vote du serment de Liberté-Égalité, le Pape demande à son internonce le sens précis de la formule qui lui paraît équivoque, surtout du mot *liberté*, et, en attendant, « il fait insinuer que dans le doute », c'est-à-dire tant que le sens de la formule reste équivoque, « on ne peut jurer », ce qui est conforme aux principes du droit sur les serments. Pie VI connaît bientôt l'attitude de M. Émery; il lui fait écrire par

Maury et par M. Giraud, sulpicien réfugié à Rome. Dans sa réponse pleine de grandeur et d'obéissance chrétienne, M. Émery promet de ne plus parler en faveur du serment. Bientôt le Pape s'adresse à tous les diocèses de France et leur donne la ligne de conduite suivante :
 « *Monendos esse laïcos et ecclesiasticos qui idem jura-*
 « *mentum praestiterunt ut consulant conscientiae suae*
 « *cum in dubio jurare non liceat* ».

« L'auteur établit le sens précis de la réponse pontificale. La première partie : « *Consulant conscientiae suae* », veut dire *se confesser*. La seconde partie : « *Cum in dubio jurare non liceat* », regarde-t-elle la formule équivoque du serment ou l'état de conscience du jureur ? M. Misermont soutient qu'elle ne peut regarder que la formule équivoque du serment. M. Émery lui-même est préoccupé, non de la manière de se former la conscience, mais de la manière de préciser et de rendre orthodoxe la formule équivoque du serment ; aussi, après avoir formé sa conscience et avoir juré sous le couvert de quatre restrictions, se demande-t-il encore quel est le « sens propre et véritable » de ce malheureux serment.

« Arrivé à la fin de son étude, l'auteur cite encore M. Émery : « Puisque la plupart des évêques et Notre « Saint-Père répugnent au serment, si aujourd'hui il « fallait le faire, je ne le ferais point », et il propose cette conclusion : « Ne peut-on pas dire, que tout en respec-
 « tant les personnes de ceux qui ont juré, le Pape est
 « nettement contraire au serment lui-même ? C'est
 « notre manière de voir. »

« Cette conclusion nous semble l'expression des textes cités.

« F. UZUREAU. »

La REVUE CRITIQUE D'HISTOIRE ET DE LITTÉRATURE, dans le fascicule du 8 juillet 1916, encore sous la signature de M. F. Uzureau :

« *Le Serment de Liberté-Égalité et quelques documents inédits des Archives Vaticanes*, par M. Misermont, Paris, Gabalda, 1914. In-8°, 101 pages.

« Le serment du 26 novembre 1790 fut condamné par le pape le 13 avril suivant. Il n'en est pas de même du second serment, dit de Liberté-Égalité, demandé le 14 août 1792, qui fait le sujet du travail de M. Misermont, sur lequel Pie VI ne prononça jamais de *jugement solennel*.

« C'est ce dernier serment qui fut demandé aux prêtres massacrés au mois de septembre 1792 dans les prisons de Paris. Les trois évêques détenus aux Carmes firent une démarche auprès de M. de Salamon, inter-nonce du pape, pour connaître la pensée pontificale. Enfermé dans une autre prison, M. de Salamon répondit : « *Je ne puis encore savoir les intentions du*
« *pape, ce serment étant tout à fait nouveau; mais,*
« *j'ose vous assurer qu'il ne lui sera pas favorable, et,*
« *puisque vous persistez à me demander ce que j'en*
« *pense, je vous dirai que je ne me permettrai pas de*
« *blâmer ceux qui le prêteront, mais que, pour ma*
« *part, je suis bien déterminé à le refuser* ».

« Tout un chapitre de l'étude de M. Misermont est consacré à l'intervention de Pie VI. Au mois de mai 1792, le pape fait avertir les évêques de France de s'abstenir d'accepter n'importe quelle formule de serment, sans avoir au préalable consulté le Saint-Siège. Dès qu'il apprend le vote du serment de Liberté-Égalité, le pape demande à son internonce le sens précis de la *formule qui lui paraît équivoque*, surtout du mot *liberté*, et, en attendant, « *il fait insinuer que dans le doute* », c'est-à-dire tant que le sens de la formule reste *équivoque*, « *on ne peut jurer* », ce qui est conforme aux principes du droit sur les serments. En 1793, Pie VI s'adresse à tous les diocèses de France et leur donne la ligne de conduite suivante : « *Monendos esse laicos* » « *et ecclesiasticos qui idem juramentum praestiterunt* » « *ut consulant conscientiae suae, cum in dubio jurare* » « *non liceat* ». L'auteur établit le sens précis de la réponse pontificale. La première partie : « *Consulant conscientiae suae* », veut dire : *se confesser*. La seconde partie : « *Cum in dubio jurare non liceat* », regarde la *formule équivoque* du serment.

« Arrivé à la fin de son étude, M. Misermont propose cette conclusion : « Ne peut-on pas dire que tout en respectant les personnes de ceux qui ont juré, le pape est nettement contraire au serment lui-même ? C'est notre manière de voir ». Cette conclusion nous semble l'expression des textes cités.

« M. Misermont parle assez longuement de M. Émery, supérieur de Saint-Sulpice, dont il relève le noble

caractère. Ce dernier prêta le serment, non pas d'une manière absolue et avec la *formule équivoque*, source de tant de polémiques, mais après l'insertion officielle de quatre restrictions qui en précisaient, pour ne pas dire en modifiaient, le sens.

« F. UZUREAU ».

Nous nous permettons de signaler ici le décret remarquable d'introduction de la Cause des martyres d'Orange approuvé par le pape le 14 juin dernier, et inséré dans le n° du 7 juillet 1916 des *Acta Apostolicae Sedis*, page 228. Tout le monde sait que les martyres d'Orange, dont la mort est si glorieuse, furent condamnées pour refus du serment de Liberté-Égalité.

Dans le décret en question, la Congrégation des Rites parle du serment de Liberté-Égalité comme en parla Pie VI, il y a plus d'un siècle, d'après les documents des Archives Vaticanes. Ce décret constitue une belle page d'histoire sur les serments imposés, en France, aux prêtres et aux religieuses pendant la grande révolution, et en particulier sur le serment de Liberté-Égalité¹.

L. MISERMONT.

1. Il est piquant d'avoir à signaler en même temps que dans une Revue connue et estimée le texte de Pie VI sur le serment de Liberté-Égalité a été donné, le 5 avril dernier, *mais complètement faussé*. C'est la seconde fois que nous voyons ce texte important altéré de la sorte, et la pensée pontificale malheureusement travestie. Nous ne doutons pas que l'auteur n'ait eu de très bonnes intentions, et surtout qu'il n'ait surpris la bonne foi des directeurs de sa revue attentifs à faire de la vraie critique avec des textes authentiques.

LE SERMENT

A LA

CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ

(27 NOVEMBRE 1790)

CHAPITRE PREMIER

LES PREMIERS SERMENTS

(10 AOÛT 1789-27 NOVEMBRE 1790).

Pendant la Révolution, la vogue était aux serments. Depuis le Roi ou le chef de l'État, jusqu'aux moindres fonctionnaires, pensionnés et même simples citoyens, tout le monde devait prêter serment. On ne compta pas moins de 10 formules successives et différentes appliquées au clergé. Jamais on ne vit pareille fureur à exiger ou prêter des serments, ni pareille facilité à les fouler aux pieds, quand on les avait prononcés. Du 27 novembre 1790 au 10 août 1792, une formule particulière, dont le refus créa pour longtemps une catégorie spéciale de suspects et devint le prétexte

de toute espèce de persécutions, fut exigée des prêtres fonctionnaires publics ; nous voudrions l'étudier dans ces pages ; mais auparavant, il nous paraît nécessaire d'énumérer au moins les serments qui précédèrent cette époque funeste, témoin de la désorganisation complète de l'Église de France. Nous trouvons une première loi sur un serment à prêter, le 10 août 1789. Ce jour-là, un arrêté, sanctionné par lettres patentes du Roi le 14 du même mois, impose aux troupes, savoir : aux officiers de tout grade et aux simples soldats, le serment de « *rester fidèle à la nation, au Roi et à la loi*¹ », formule que nous retrouverons dans tous les serments postérieurs, jusqu'à la chute du roi arrivée le 10 août 1792. Il n'est pas question des ecclésiastiques dans cet arrêté, mais dans une déclaration publiée par le Roi pour le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité dans son royaume, donnée à Versailles, aussi le 14 août 1789, Louis XVI ordonne « *que les curés des villes et des campagnes feroient lecture du présent arrêté à leurs paroissiens réunis dans l'église*²... ». Toutefois il n'y a rien d'extraordinaire dans cette mesure, la lecture à l'église n'était-elle pas le grand moyen de publication des lois au commencement de la Révolution ?

« Les curés, les vicaires et desservans qui se refuseraient à faire au prône à haute et intelligible voix, lisons-nous dans la loi du

1. « 10-14 août 1789. Décret pour le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité dans le royaume (L., t. I, p. 114). » Duvergier, t. I, p. 42.

2. Actes royaux 1789, janvier-septembre. F. 23631 (504-609).

12 août 1790, la publication des décrets de l'Assemblée nationale acceptés ou sanctionnés par le Roi, sont incapables de remplir aucune fonction de citoyen actif; mais il faut que la réquisition et le refus soient constatés par un procès-verbal dressé à la diligence du procureur de la Commune ».

Une seconde loi de serment est votée dans les premiers jours d'octobre de la même année; elle supprime le serment jusque-là exigé des accusés mais formule avec beaucoup de soins celui des adjoints à l'instruction criminelle. Ce dernier serment est assez curieux, quand on songe à ce qui allait bientôt se passer dans les tribunaux de la Révolution :

« Ils prêteront serment à la commune, entre les mains des officiers municipaux ou syndics, ou de celui qui la préside, de remplir fidèlement leurs fonctions, et surtout de garder un secret inviolable sur le contenu en la plainte et autres actes de la procédure¹... »

Le décret du 22 décembre 1789, relatif à la constitution des assemblées primaires et des assemblées administratives, à l'article 8 de la section 1^{re}, impose aux citoyens actifs :

« Le serment de maintenir de tout leur pouvoir la constitution du royaume, d'être fidèles à la nation, à la loi et au Roi et de remplir avec zèle et courage les fonctions civiles et politiques qui leur seront confiées² ».

1. « 8-9 octobre-3 novembre 1789 (Lett. Pat.). Décrets sur la réformation de quelques points de la jurisprudence criminelle. Voy. Mon. 29 septembre au 9 octobre 1789 (B., t. I, p. 123). Art. 2 : « Ces notables (adjoints) seront choisis parmi les citoyens de bonnes mœurs et de probité reconnue; ils devront être âgés de vingt-cinq ans au moins et savoir signer. Leur nomination sera renouvelée tous les ans. Ils... » Duvergier, t. I, p. 57.

2. « 22 décembre-janvier 1790 (Lett. Pat.). Décret relatif à la constitution des assemblées primaires et des assemblées administratives (L., t. I,

C'est la première formule de serment civique¹, c'est-à-dire exigé pour l'exercice des droits des citoyens.

Le serment fut imposé aux ambassadeurs, consuls, envoyés, ministres et résidents, le 26 octobre 1790².

Le décret des 29 et 30 décembre 1789-janvier 1790, relatif aux fonctions municipales et à la tenue des assemblées primaires, à l'article 2, prescrivait l'élection d'un président et d'un secrétaire, et voulait qu'aussitôt après, président, secrétaire et membres de l'assemblée prêtassent le serment :

*« De maintenir de tout leur pouvoir la constitution du royaume ;
« d'être fidèles à la nation, à la loi et au Roi ; de choisir en leur
« âme et conscience les plus dignes de la confiance publique, et de
« remplir avec zèle et courage les fonctions civiles et politiques
« qui pourront leur être confiées. » « Ceux qui refusent de prêter
« ce serment, ajoute le décret, seront incapables d'élire et d'être
« élus³ ».*

Le 7 janvier 1790, un décret imposait aux gardes nationales :

*« Le serment d'être fidèles à la nation, à la loi et au Roi ; de
« maintenir de tout leur pouvoir, sur la réquisition des corps ad-
« ministratifs et municipaux, la constitution du royaume et de
« prêter, pareillement sur les mêmes réquisitions, main-forte à*

p. 405 ; B., t. I, p. 232. Moniteur des 28 et 29 septembre 1789, Rapport, M. Thouret...). » Duvergier, t. I, p. 86.

1. Le serment civique ou constitutionnel était celui qu'on exigeait pour l'exercice des droits de citoyen ou d'une fonction publique.

2. « 26 octobre et 19 novembre-1^{er} décembre 1790 ».

3. « 29 décembre 1789-6 janvier 1790 (Lett. Pat.). Décret portant convocation des assemblées primaires pour la composition des municipalités (L., t. I, p. 470). » Duvergier, t. I, p. 106.

« l'exécution des ordonnances de justice et à celles des décrets de
« l'Assemblée nationale, acceptés et sanctionnés par le Roi¹. »

Le décret du 28-28 mai 1790 relatif aux assemblées électorales établissait à l'article 4 :

« Après le serment civique prêté par les membres de l'Assemblée, dans les mêmes termes ordonnés par le décret du 4 février dernier, le président de l'Assemblée ou de chacun des bureaux prononcera avant de commencer les scrutins, cette formule de serment : « *Vous jurez et promettez de ne nommer que ceux que vous aurez choisis en votre âme et conscience, comme les plus dignes de la confiance publique, sans avoir été déterminé par les dons, promesses, sollicitations ou menaces.* » Cette formule sera écrite en caractères très visibles et exposée à côté du vase du scrutin. Chaque citoyen, apportant son bulletin, lèvera la main et, en la mettant dans le vase, prononcera à haute voix : *Je le jure.*

« Le même serment sera prêté dans toutes les élections des juges et officiers municipaux et députés à l'Assemblée nationale². »

Le 4-7 juillet 1790, un décret prescrivit le serment que devaient prêter les députés à la fédération :

« *Nous jurons de rester à jamais fidèles à la nation, à la loi et au Roi ; de maintenir de tout notre pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le Roi, de protéger, conformément aux lois, la sûreté des personnes et des propriétés, la libre circulation des grains et subsistances dans l'intérieur du royaume, et la perception des contributions publiques, sous*

1. « 7 janvier-16 mars 1790 (Procl.). Décret concernant le serment à prêter par les gardes nationales (L., t. I, p. 584; B., t. II, p. 8). » Duvergier, t. I, p. 108.

2. « 28-28 mai 1790 (Lett. Pat.). Décret relatif aux élections électorales (L., t. I, p. 852; B., t. II, p. 466). Voyez loi du 22 décembre 1789-8 janvier 1790. » Duvergier, t. I, p. 225.

quelques formes qu'elles existent; de demeurer unis à tous les Français par les liens indissolubles de la fraternité¹. »

A la fédération nationale, le 14 juillet 1790, le roi prêta le serment suivant :

« Moi, roi des Français, je jure d'employer tout le pouvoir qui m'est délégué par la loi constitutionnelle de l'État, à maintenir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par moi, et à faire exécuter la loi ».

Le président de l'Assemblée s'exprima en ces termes :

« Je jure d'être fidèle à la nation, à la loi et au Roi, et de maintenir de tout mon pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le Roi ».

M. de la Fayette jura au nom des fédérés de toute la France :

« Nous jurons d'être à jamais fidèles à la nation, à la loi et au Roi;

« De maintenir de tout notre pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le Roi;

« De protéger conformément aux lois, la sûreté des personnes et des propriétés;

« La circulation des grains et subsistances dans l'intérieur du royaume;

« La perception des contributions publiques, sous quelques formes qu'elles existent;

« De demeurer unis à tous les Français par les liens indissolubles de la fraternité². »

1. « 4-7 juillet 1790. Décret concernant le serment à prêter par les députés à la fédération (B., t. IV, p. 23; Mon. du 5 juillet 1790). » Duvergier, t. I, p. 272.

2. « 14 juillet 1790. Formules de serments prêtés à la fédération par le

Pour imposer la prestation du serment civique, l'Instruction de l'Assemblée nationale concernant les fonctions des Assemblées administratives porta, le 12 août 1790, la sanction suivante :

« La qualité de citoyen subsiste, mais l'exercice en est suspendu, tant que le citoyen n'a pas prêté le serment civique, soit dans une assemblée de commune ou primaire, soit au directoire du district. Il en sera de même à l'avenir pour ceux qui ne se seront pas fait inscrire sur le registre du service de la garde nationale¹. »

En septembre 1790 et en janvier 1791 l'Assemblée s'occupa du serment des avocats et des avoués². Dans aucun document de ce genre il n'est question des prêtres comme tels.

Ces citations, mieux que tous les raisonnements, nous semblent montrer clairement la mentalité spéciale de l'époque, au sujet des serments, et expliquer, en partie du moins, l'acharnement avec lequel furent exigés des ecclésiastiques, des religieux, des religieuses, les serments contre lesquels leur conscience protestait. Nous allons étudier maintenant le premier et le plus mauvais de ces tristes serments religieux, celui que Pie VI condamna comme schismatique et hérétique, et dont le refus par la majeure partie du clergé de France fut l'origine et la cause de toutes les persécutions. Il ne

Roi, le président de l'Assemblée et par M. de la Fayette, au nom des fédérés (B., t. IV, p. 96 et 97) ». Duvergier, t. I, p. 292.

1. « 12-20 août 1790. Instruction de l'Assemblée nationale concernant les fonctions des assemblées administratives (L., t. II, p. 1197; B., t. VI, p. 77). Voyez loi du 22 décembre 1789. » Duvergier, t. I, p. 328.

2. Pour les avocats : 2-11 septembre 1790; pour les avoués : 27 janvier-25 mars et 29 janvier-11 février 1791.

fut exigé en lui-même que jusqu'au 10 août 1792, mais son esprit et l'esprit de la Constitution civile du clergé, dont il était la garantie et l'expression, dominèrent les rapports de l'Église et de l'État pendant toute la Révolution et jusqu'au Concordat conclu par Bonaparte.



CHAPITRE II

LE SERMENT A LA CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ.

I. — LES TEXTES DE LOI.

La discussion de la Constitution civile du clergé commença le 29 mai 1790 et dura près de deux mois; les dernières dispositions additionnelles furent votées le 24 juillet suivant. Dans l'esprit de l'époque, un serment était nécessaire pour son application; il fut inséré le 12-14 juillet 1790 dans le titre II intitulé : « Nomination aux bénéfices ». Il était conçu en ces termes :

« ART. 21. — Avant que la cérémonie de la consécration commence, l'élu prêtera, en présence des officiers municipaux, du peuple et du clergé, le serment solennel de veiller avec soin sur les fidèles du diocèse qui lui est confié, d'être fidèle à la nation, à la loi et au Roi, et de maintenir, de tout son pouvoir, la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le Roi ».

« ART. 38. — Les curés élus et institués prêteront le même serment que les évêques, dans leur église, un jour de dimanche, avant la messe paroissiale, en présence des officiers municipaux du lieu, du peuple et du clergé. Jusque-là, ils ne pourront faire aucune fonction curiale ».

Ces deux articles ne s'appliquaient pas aux évêques et aux curés conservés dans leurs fonctions, on ne

pouvait cependant pas les négliger. Le 24 juillet-24 août 1790, une disposition additionnelle, insérée spécialement pour les atteindre, régla qu'ils ne pourraient toucher leur traitement sans avoir au préalable prêté le serment ; on ne pensait à ce moment-là à aucune autre sanction :

« ART. 39. — Les évêques et les curés conservés dans leurs fonctions ne pourront recevoir leur traitement qu'au préalable ils n'aient prêté le serment prescrit par les articles 21 et 38 du Titre II du décret sur la Constitution du clergé ».

Tel fut le premier vote de ce malheureux serment qui allait bientôt diviser le clergé, déchaîner les passions, bouleverser la France, allumer la guerre civile ; ne pourrait-on pas ajouter : amener la Terreur et faire échouer la Révolution ?

L'Assemblée rencontra, chez les catholiques de France, une vive opposition, qu'elle aurait dû prévoir, contre la Constitution nouvelle du clergé ; pour couper court aux difficultés grandissantes, elle ne trouva rien de mieux que d'imposer son œuvre néfaste, en aggravant singulièrement la loi du 24 juillet-24 août 1790, et en imposant le serment aux ecclésiastiques, non plus seulement pour toucher leur traitement, mais pour conserver leur office et leur charge. Sans voir l'abîme insondable qu'elle creusait, elle vota fébrilement le fameux décret du 27 novembre 1790 qui fut approuvé par le Roi et promulgué, le 26 décembre suivant. En voici le texte dans son intégrité :

« ART. 1^{er}. — Les évêques et ci-devant archevêques, et les curés

conservés en fonctions, seront tenus s'ils ne l'ont pas fait, de prêter le serment auquel ils sont assujettis par l'article 39 du décret du 24 juillet dernier, et réglé par les articles 21 et 38 de celui du 12 du même mois, concernant la Constitution civile du clergé. En conséquence, ils jureront, en vertu de ce dernier décret, de veiller avec soin sur les fidèles du diocèse ou de la paroisse qui leur est confiée, d'être fidèles à la nation, à la loi et au Roi, et de maintenir de tout leur pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le Roi; savoir : ceux qui sont actuellement dans leur diocèse ou leur cure, dans la huitaine; ceux qui en sont absents, mais qui sont en France, dans un mois; et ceux qui sont en pays étrangers, dans deux mois; le tout à compter de la publication du présent décret ».

Il est assez remarquable que l'expression même de Constitution civile du clergé ne se trouve pas dans la formule du serment; il y a seulement : « *la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le Roi* ».

« ART. 2. — Les vicaires des évêques, les supérieurs et directeurs de séminaires, les vicaires des curés, les professeurs des séminaires et des collèges, et tous autres ecclésiastiques fonctionnaires publics, feront, dans les mêmes délais, le serment de remplir leurs fonctions avec exactitude, d'être fidèles à la nation, à la loi et au Roi, et de maintenir de tout leur pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le Roi. »

Il est évident par ce second article que le législateur veut atteindre le plus grand nombre possible d'ecclésiastiques.

« ART. 3. — Le serment sera prêté un jour de dimanche, à l'issue de la messe; savoir : par les évêques, les ci-devant archevêques, leurs vicaires, les supérieurs et directeurs de séminaires, dans l'église épiscopale; et par les curés, leurs vicaires et tous autres

12 SERMENT A LA CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ.

ecclésiastiques fonctionnaires publics, dans l'église de leur paroisse, et tous en présence du conseil général de la commune et des fidèles. A cet effet, ils feront par écrit, au moins deux jours à l'avance, leur déclaration au greffe de la municipalité, de leur intention de prêter le serment, et se concerteront avec le maire pour arrêter le jour ».

Le but visible du législateur est de donner à la prestation du serment la plus grande publicité possible.

« ART. 4. — Ceux desdits évêques, ci-devant archevêques, curés et autres ecclésiastiques fonctionnaires publics qui sont membres de l'Assemblée nationale, et qui y exercent actuellement leurs fonctions de députés, prêteront le serment qui les concerne respectivement, à l'Assemblée nationale, dans la huitaine du jour auquel la sanction du présent décret y aura été annoncée; et dans la huitaine suivante, ils enverront un extrait de la prestation de leur serment à leur municipalité.

« ART. 5. — Ceux desdits évêques, ci-devant archevêques, curés et autres ecclésiastiques fonctionnaires publics, qui n'auront pas prêté, dans les délais déterminés, le serment qui leur est respectivement prescrit, seront réputés avoir renoncé à leur office, et il sera pourvu à leur remplacement comme en cas de vacance par démission, à la forme du titre II du décret du 12 juillet dernier, concernant la Constitution civile du clergé; à l'effet de quoi, le maire sera tenu, huitaine après expiration desdits délais, de dénoncer le défaut de prestation de serment, savoir : de la part de l'évêque ou ci-devant archevêque, de ses vicaires, des supérieurs et directeurs de séminaires, au procureur général syndic du département, et de celle du curé, de ses vicaires et des autres ecclésiastiques fonctionnaires publics, au procureur-syndic du district, l'Assemblée les rendant garans et responsables, les uns et les autres, de leur négligence à procurer l'exécution du présent décret. »

La sanction exorbitante prononcée dans cet article et reproduite avec aggravation dans les articles sui-

vants va bouleverser l'Église de France et, humainement parlant, la détruire en la privant de ses véritables chefs.

« ART. 6. — Dans le cas où lesdits évêques, ci-devant archevêques, curés et autres ecclésiastiques fonctionnaires publics, après avoir prêté leur serment respectif, viendraient à y manquer, soit en refusant d'obéir aux décrets de l'Assemblée nationale, acceptés ou sanctionnés par le Roi, soit en formant ou excitant des oppositions à leur exécution, ils seront poursuivis dans les tribunaux de ce district, comme rebelles à la loi, et punis par la privation de leur traitement, et en outre déclarés déchus des droits de citoyens actifs, incapables d'aucune fonction publique. En conséquence, il sera pourvu à leur remplacement, à la forme dudit décret du 12 juillet dernier, sauf plus grande peine, s'il y échet, suivant l'exigence et la gravité des cas.

« ART. 7. — Ceux desdits évêques, ci-devant archevêques, curés et autres ecclésiastiques fonctionnaires publics conservés en fonctions et refusant de prêter leur serment respectif, ainsi que ceux qui ont été supprimés, ensemble les membres des corps ecclésiastiques séculiers également supprimés, qui s'immisceraient dans aucune de leurs fonctions publiques ou dans celles qu'ils exerçaient en corps, seront poursuivis comme perturbateurs de l'ordre public, et punis des mêmes peines que ci-dessus.

« ART. 8. — Seront de même poursuivis, comme perturbateurs de l'ordre public, et punis suivant la rigueur des lois, toutes personnes ecclésiastiques ou laïques qui se coaliseraient pour combiner un refus d'obéir aux décrets de l'Assemblée nationale, acceptés ou sanctionnés par le Roi, ou pour former ou pour exciter des oppositions à leur exécution¹ ».

Il faut noter avec soin dans le § 5 les délais déter-

1. « Décret relatif au serment des évêques, des ci-devant archevêques et autres ecclésiastiques fonctionnaires publics. Du 27 novembre-26 décembre 1790 (N. 236) (L., t. II, p. 1953; B., t. VIII, p. 238; Mon: du 28 novembre 1790) ». Duvergier, t. II, p. 68.

minés pour la prestation du serment. Ces délais passés, les ecclésiastiques fonctionnaires publics, non jureurs, sont privés de tout bénéfice ou charge, et entrent dans la catégorie des ecclésiastiques non fonctionnaires publics qui ne sont pas astreints au serment; s'ils tentent de s'immiscer dans leurs anciennes fonctions, ils sont poursuivis et punis comme perturbateurs de l'ordre public.

Quand la loi de déportation sera votée le 26 août 1792, les ecclésiastiques qui n'auront pas prêté le serment dans le délai voulu, ne seront plus admis à le reprendre pour éviter d'être jetés en prison et chassés de leur pays¹.

Pour n'avoir pas noté avec le soin voulu ce paragraphe important et la grave question des délais impartis, quelques auteurs ont cru qu'on avait exigé des mêmes ecclésiastiques le serment du 27 novembre 1790, pendant toute la durée de la Révolution². C'est là une grave erreur sur laquelle nous reviendrons plus loin.

Le 4 janvier 1791, l'Assemblée nationale, après avoir soigneusement défendu et interdit les préambules, explications ou restrictions³, déféra le serment aux

1. Lettre du ministre Rolland à Messieurs du Directoire et Procureur général syndic du département de l'Ardèche. A Paris, le 9 novembre 1792, l'an 4 de la Liberté.

2. On a attribué à tort cette opinion à Victor Pierre qui, dans son beau livre *La Terreur sous le Directoire* maladroitement cité, ne dit rien de semblable, et qui ne le dit pas davantage dans sa déposition sur les martyrs de septembre.

3. « L'Assemblée nationale décrète que le serment prescrit par le décret du 27 novembre dernier, sera prêté purement et simplement dans les termes du

députés ecclésiastiques présents dans son sein, et prit le décret suivant :

« L'Assemblée nationale charge son président de se retirer devers le Roi, pour lui remettre l'extrait des procès-verbaux des séances de l'Assemblée nationale depuis le 26 décembre dernier, et le prier de donner des ordres, pour la prompte et entière exécution du décret du 27 novembre dernier, envers les ecclésiastiques fonctionnaires publics, membres de l'Assemblée, qui n'ont pas prêté le serment prescrit par ledit décret, sauf à ceux qui seraient retenus hors de l'Assemblée nationale, par maladie, ou absence légitime, à faire valoir leur excuse, dans le délai de quinze jours, en faisant ou en envoyant leur serment¹ ».

La séance du 4 janvier 1791, une des plus importantes dont l'histoire parlementaire ait gardé le souvenir, entendit les évêques et les prêtres membres de l'Assemblée refuser le serment avec une dignité et une éloquence qui exaspérèrent les ennemis de la foi; à Paris et en province, nous le dirons en son temps, l'opposition devenait plus forte, un échec complet était à craindre pour la loi du serment, comme pour celle de la Constitution civile du clergé. L'Assemblée chercha à prévenir le péril, en donnant, le 21 janvier, une instruction sur cette constitution, et en ordonnant de la lire au plus tôt, le dimanche, dans toutes les églises. A défaut du curé ou d'un vicaire, le maire ou

décret, sans qu'aucun des ecclésiastiques puisse se permettre de préambules, d'explications ou de restrictions ». — « 4-9 janvier 1791. Décret relatif au serment des ecclésiastiques (L., t. III, p. 152; B., t. X, p. 8; Mon. du 5 janvier 1791). » Duvergier, t. II, p. 164.

1. « 4 janvier 1791. Décret pour l'exécution de celui du 27 novembre dernier, concernant le serment à prêter par les ecclésiastiques fonctionnaires publics (B., t. X, p. 8). » Duvergier, *Collection des Lois*, t. II, p. 164.

le premier officier de la municipalité devait faire cette lecture à l'issue de la messe paroissiale.

« L'Assemblée nationale décrète que l'instruction sur la Constitution civile du clergé, lue dans la séance de ce jour, sera envoyée sans délai aux corps administratifs, pour l'adresser aux municipalités, et qu'elle sera sans retardement lue un jour de dimanche, à l'issue de la messe paroissiale, par le curé ou un vicaire, et, à leur défaut, par le maire ou le premier officier municipal.

« Elle charge son président de se retirer, dans le jour, devers le Roi, pour le prier d'accorder sa sanction au présent décret, et de donner les ordres les plus positifs pour sa plus prompte expédition et exécution. »

« INSTRUCTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LA
CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ.

« Lorsque l'Assemblée nationale a décrété une instruction sur la Constitution civile du clergé, elle a voulu dissiper des calomnies. Ceux qui les répandent sont les ennemis du bien public; et ils ne s'y livrent avec hardiesse que parce que les peuples, parmi lesquels ils les sèment, sont à une grande distance du centre des délibérations de l'Assemblée.

« Ces détracteurs téméraires, beaucoup moins amis de la Religion qu'intéressés à perpétuer les troubles, prétendent que l'Assemblée nationale, confondant tous pouvoirs, les droits du sacerdoce et ceux de l'empire, veut établir sur des bases jadis inconnues une religion nouvelle; et que, tyrannisant les consciences, elle veut obliger des hommes paisibles à renoncer par un serment criminel à des vérités antiques qu'ils révéraient, pour embrasser des nouveautés qu'ils ont en horreur. »

Beaucoup de ceux que l'Assemblée appelle ici : « ennemis du bien public », « intéressés à perpétuer les troubles », versèrent généreusement leur sang pour

la foi, ou subirent de longs et durs emprisonnements par attachement à la religion catholique romaine. Leur jugement sur la Constitution civile du clergé et sur le serment a été sanctionné par la postérité et par l'histoire. De quel côté étaient donc les calomniateurs? Revenons à la fameuse instruction qui devait être lue, même par un officier municipal, dans les églises, à l'issue de la messe paroissiale.

« L'Assemblée doit aux peuples, particulièrement aux personnes séduites et trompées, l'exposition franche et loyale de ses intentions, de ses principes et des motifs de ses décrets. S'il n'est pas en son pouvoir de prévenir la calomnie, il lui sera facile au moins de réduire les calomniateurs à l'impuissance d'égarer plus longtemps les peuples, en abusant de leur simplicité et de leur bonne foi.

« Les représentans des Français, fortement attachés à la religion de leurs pères, à l'Église catholique dont le Pape est le chef visible sur la terre, ont placé au premier rang des dépenses de l'État, celles de ses ministres et de son culte; ils ont respecté ses dogmes, ils ont assuré la perpétuité de son enseignement. Convaincus que la doctrine et la foi catholique avaient leur fondement dans une autorité supérieure à celle des hommes, ils savaient qu'il n'était pas en leur pouvoir d'y porter la main, ni d'attenter à cette autorité toute spirituelle; ils savaient que Dieu même l'avait établie, et qu'il l'avait confiée aux pasteurs pour conduire les âmes, leur procurer les secours que la Religion assure aux hommes, perpétuer la chaîne de ses ministres, éclairer et diriger les consciences.

« Mais, en même temps que l'Assemblée nationale était pénétrée de ces grandes vérités, auxquelles elle a rendu un hommage solennel, toutes les fois qu'elles ont été énoncées dans son sein, la constitution, que les peuples avaient demandée, exigeait la promulgation de lois nouvelles sur l'organisation civile du clergé; il fallait fixer ses rapports extérieurs avec l'ordre politique de l'État.

« Or il était impossible dans une constitution qui avait pour base l'égalité, la justice et le bien général : l'égalité, qui appelle aux emplois publics tout homme qu'un mérite reconnu rend digne du choix libre de ses concitoyens ; la justice, qui, pour exclure tout arbitraire, n'autorise que des délibérations prises en commun ; le bien général, qui repousse tout établissement parasite ; il était impossible, dans une telle constitution, de ne pas supprimer une multitude d'établissements devenus inutiles, de ne pas rétablir les élections libres des pasteurs, et de ne pas exiger, dans tous les actes de la police ecclésiastique, des délibérations communes, seules garantes, aux yeux du peuple, de la sagesse des résolutions auxquelles ils doivent être soumis.

« La nouvelle distribution civile du royaume rendait nécessaire une nouvelle distribution des diocèses. Comment aurait-on laissé subsister des diocèses de quatorze cents paroisses, et des diocèses de vingt paroisses ! L'impossibilité de surveiller un troupeau si nombreux contrastait d'une manière trop frappante avec l'inutilité de titres qui n'offraient presque point de devoir à remplir.

« Ces changements étaient utiles, on le reconnaît ; mais l'autorité spirituelle devait, dit-on, y concourir. Qu'y a-t-il donc de spirituel dans une distribution de territoire ? Jésus-Christ a dit à ses apôtres : *Allez et prêchez par toute la terre* ; il ne leur a pas dit : *Vous serez les maîtres de circonscrire les lieux où vous enseignerez.*

« La démarcation des diocèses est l'ouvrage des hommes ; le droit ne peut en appartenir qu'aux peuples, parce que c'est à ceux qui ont des besoins à juger du nombre de ceux qui doivent y pourvoir.

« D'ailleurs, si l'autorité spirituelle devait ici concourir avec la puissance temporelle, pourquoi les évêques ne s'empressent-ils pas de contribuer eux-mêmes à l'achèvement de cet ouvrage ? Pourquoi ne remettent-ils pas volontairement entre les mains de leurs collègues les droits exclusifs qu'ils prétendaient avoir ? Pourquoi enfin chacun d'eux ne se fait-il pas à lui-même la loi dont tous reconnaissent et dont aucun ne peut désavouer la sagesse et les avantages ?

« Tels ont été les motifs du décret de l'Assemblée nationale sur l'organisation civile du clergé ; ils ont été dictés par la raison si

prépondérante du bien public : telles ont été ses vues, leur pureté est évidente, elle se montre avec éclat aux yeux de tous les amis de l'ordre et de la loi. Imputer à l'Assemblée d'avoir méconnu les droits de l'Église, et de s'être emparée d'une autorité qu'elle déclare ne pas lui appartenir, c'est la calomnier sans pudeur.

« Reprocher à un individu d'avoir fait ce qu'il déclare n'avoir ni fait, ni voulu, ni pu faire, ce serait supposer en lui un excès de corruption dont l'hypocrisie serait le comble. C'est là cependant ce qu'on n'a pas honte d'imputer aux représentans des Français; on ne craint pas de les charger du reproche d'avoir envahi l'autorité spirituelle tandis qu'ils l'ont toujours respectée, qu'ils ont toujours dit et déclaré que, loin d'y avoir porté atteinte, ils tenteraient en vain de s'en saisir, parce que les objets sur lesquels cette autorité agit, et la manière dont elle s'exerce, sont absolument hors de la sphère de la puissance civile. »

Il est difficile, dans un exposé de sophismes, d'être plus cynique que l'auteur de cette instruction. L'Assemblée, dans sa folie de réforme religieuse, malgré les protestations des ecclésiastiques députés, met de côté le pape, rejette la proposition d'un concile national, chasse évêques et curés de leurs diocèses et de leurs paroisses, bouleverse de fond en comble l'Église de France, sans que ni celle-ci, ni le pape aient le droit de dire un mot, et elle a l'audace d'affirmer qu'elle n'empiète pas sur le pouvoir spirituel et que, si d'ailleurs les évêques doivent vraiment contribuer à la réforme religieuse, ils n'ont qu'à abandonner leurs droits et à se retirer au plus tôt de bonne grâce. Les tristes empereurs du Bas-Empire qui, dans leur manie de gouverner l'Église, exilaient les évêques, et mettaient de force leurs créatures sur les sièges épiscopaux, en

faisaient-ils davantage? Nous ne le croyons pas.

L'instruction continue : « L'Assemblée nationale, après avoir porté un décret sur l'organisation civile du clergé, après que ce décret a été accepté par le Roi comme constitutionnel, a prononcé un second décret par lequel elle a assujetti les ecclésiastiques fonctionnaires publics à jurer qu'ils maintiendraient la Constitution de l'État. Les motifs de ce second décret n'ont été ni moins purs, ni moins conformes à la raison que ceux qui avaient déterminé le premier.

« Il était arrivé d'un grand nombre de départemens une multitude de dénonciations d'actes tendant, par divers moyens, tous coupables, à empêcher l'exécution de la Constitution civile du clergé. L'Assemblée pouvait faire rechercher les auteurs des troubles et les faire punir ; mais elle pouvait aussi jeter un voile sur de premières fautes, avertir ceux qui s'étaient écartés de leur devoir, et ne punir que ceux qui se montreraient obstinément réfractaires à la loi ; elle a pris ce dernier parti.

« Elle n'a donné aucune suite aux dénonciations qui lui avaient été adressées ; mais elle a ordonné pour l'avenir une déclaration solennelle, par tous les ecclésiastiques fonctionnaires publics, semblable à celle qu'elle avait exigée des laïcs, chargés de fonctions publiques, qu'ils exécuteraient et maintiendraient la loi de l'État.

« Toujours éloignée du dessein de dominer les opinions, plus éloignée encore du projet de tyranniser les consciences, non seulement l'Assemblée a laissé à chacun sa manière de penser, elle a déclaré que les personnes dont elle était en droit d'interroger l'opinion, comme fonctionnaires publics, pourraient se dispenser de répondre : elle a seulement prononcé qu'alors ils seraient remplacés, et qu'une fois remplacés, ils ne pourraient plus exercer de fonctions publiques, parce qu'en effet ce sont deux choses évidemment inconciliables, d'être fonctionnaire public dans un État, et de refuser de maintenir la loi de l'État.

« Tel a été l'unique but du serment ordonné par la loi du 26 décembre dernier, de prévenir ou de rendre inutiles les odieuses recherches qui portent sur les opinions individuelles. Une déclaration authentique du fonctionnaire public rassure la nation sur les doutes

qu'on élevait contre lui; le refus de la déclaration n'a d'autre effet que d'avertir que celui qui a refusé, ne peut plus parler au nom de la loi, parce qu'il n'a pas juré de maintenir la loi.

« Que les ennemis de la Constitution française cherchent à faire naître des difficultés sur la légitimité de ce serment, en lui donnant une étendue qu'il n'a pas, qu'ils s'étudient à disséquer minutieusement chaque expression employée dans la Constitution civile du clergé, pour faire naître des doutes dans les esprits faibles et indéterminés, leur conduite manifeste des intentions et des artifices coupables; mais les vues de l'Assemblée sont droites, et ce n'est pas par des subtilités qu'il faut attaquer ses décrets. »

Ainsi la loi du 27 novembre-26 décembre 1790 sur le serment qui va jeter en exil des milliers de prêtres, ruiner l'Église de France, amener la funeste guerre de Vendée, est présentée ici presque comme une loi d'amnistie. Elle jette, dit l'instruction, un voile sur des premières fautes, elle demande une simple déclaration à des fonctionnaires publics, elle n'oblige ceux qui refusent cette déclaration, qu'à se retirer et à laisser leurs places à d'autres. Étendre davantage la portée de ce serment et de la loi qui l'impose, ajoute l'Assemblée, c'est pure calomnie ! Le mot est bien trouvé, mais quand, le 4 janvier, les ecclésiastiques membres de l'Assemblée ont voulu préciser leur serment pour en exclure toute ingérence dans les choses spirituelles, la même Assemblée a refusé de les entendre, et à l'avenir nul ne sera admis à expliquer son serment.

S'il ne s'agissait pas de choses si graves, on admirerait la subtilité de l'auteur de l'instruction, mais quand on songe aux maux incalculables qu'amena cette funeste

loi, on ne peut qu'être saisi d'un grand sentiment d'indignation contre ces hypocrites et tyranniques législateurs, et de compassion et de pitié pour leurs victimes !

Suit un paragraphe contre les évêques et les prêtres qui, jugeant toute résistance inutile contre l'Assemblée, avaient préféré l'exil à la lutte, et étaient partis avant même qu'on leur déférât le serment :

« Si des pasteurs ont quitté leurs églises au moment où on leur demandait de prêter leur serment, si d'autres les avaient déjà abandonnées avant qu'on le leur demandât, c'est peut-être l'effet de l'erreur qui s'était glissée dans l'intitulé de la loi, erreur réparée aussitôt que reconnue. Ils craignaient, disent-ils, d'être poursuivis comme perturbateurs du repos public, s'ils ne prêtaient leur serment : ce n'était pas là la disposition de la loi.

« L'Assemblée, prévoyant à regret le refus que pourraient faire quelques ecclésiastiques, avait dû annoncer les mesures qu'elle prendrait pour les faire remplacer. Le remplacement étant consommé, elle avait dû nécessairement regarder comme perturbateurs du repos public ceux qui, élevant autel contre autel, ne céderaient pas leurs fonctions à leurs successeurs. C'est cette dernière résistance que la loi a qualifiée de criminelle. Jusqu'au remplacement, l'exercice des fonctions est censé avoir dû être continué. »

L'instruction se termine par une petite exhortation qui sent le prêche : il était si facile de trouver un ex-prêtre, selon l'expression du jour, pour écrire une page quelconque dans ce genre de littérature :

« Serait-ce le sacrifice de quelques idées particulières, de quelques opinions personnelles qui les arrêteraient ? L'avantage général du royaume, la paix publique, la tranquillité des citoyens, le zèle même pour la religion seront-ils donc trop faibles dans les ministres

d'une religion qui ne prêche que l'amour du prochain, pour déterminer de tels sacrifices? Dès que la foi n'est pas en danger, tout est permis pour le bien des hommes, tout est sacrifié pour la charité. La résistance à la loi peut entraîner, dans les circonstances présentes, une suite de maux incalculables; l'obéissance à la loi maintiendra le calme dans tout l'empire : le dogme n'est point en danger, aucun article de la foi catholique n'est attaqué, comment serait-il possible, dans une telle position, d'hésiter entre obéir ou résister?

« Français, vous connaissez maintenant les sentiments et les principes de vos représentans; ne vous laissez donc plus égarer par des assertions mensongères.

« Et vous, pasteurs, réfléchissez que vous pouvez dans cet instant contribuer à la tranquillité des peuples. Aucun des articles de la foi n'est attaqué : cessez donc une résistance sans objet; qu'on ne puisse jamais vous reprocher la perte de la Religion, et ne causez point aux représentans de la nation la douleur de vous voir écartés de vos fonctions par une loi que les ennemis de la révolution ont rendue nécessaire. Le bien public en réclame l'exécution la plus prompte, et l'Assemblée nationale sera inébranlable dans ses résolutions pour la procurer¹ ».

Ce petit prêche, où alternent tour à tour des accusations vagues, des motifs surnaturels, des menaces nettes et précises, où la phrase trop significative : *Aucun des articles de la foi n'est attaqué*, est proférée une fois encore par des hommes qui foulent aux pieds la divine Constitution de l'Église, où, dans un mouvement qui veut être pathétique, sont interpellés tous les Français et puis les Pasteurs des Églises, n'est pas un des documents les moins curieux de la législation révolutionnaire. Il a pour auteur l'Assemblée nationale qui a fait

1. « 21-26 janvier 1791. Décret et instruction sur la Constitution civile du clergé (L., t. III, p. 321; B., t. X, p. 210; Mon. du 23 janvier 1791). » Duvergier, t. II, p. 205.

le plus de mal à l'Église de France, et il est adressé à des évêques et à des prêtres français qui, proscrits par la même Assemblée, seront bientôt des confesseurs de la foi et des martyrs¹.

Quatre jours après ce décret-instruction, l'Assemblée, saisie d'un conflit qui s'était élevé entre le directoire du département de la Somme et le tribunal du district d'Amiens, décida à quelle autorité il appartenait de remplacer les ecclésiastiques non jureurs, et quelle était la part réservée aux tribunaux :

« L'Assemblée nationale, instruite d'un jugement rendu le 20 de ce mois, par le tribunal du district d'Amiens, sur l'exécution d'une délibération du directoire du département de la Somme, en date du 17 du même mois, au sujet du remplacement des ecclésiastiques fonctionnaires publics, refusant de prêter le serment prescrit par le décret du 27 novembre précédent; après avoir entendu le rapport qui lui a été fait au nom de ses comités de constitution et ecclésiastique :

« Décrète que l'exécution du décret du 27 novembre dernier appartient aux corps administratifs et aux municipalités, sauf aux tribunaux à prendre connaissance seulement des cas portés aux articles 6, 7 et 8 dudit décret.

« Déclare le jugement du tribunal du district d'Amiens comme non avenu;

« Approuve la conduite du directoire du département de la

1. A. Mathiez dit de cette instruction, *Rome et le clergé français sous la Constitution*, p. 471 : « L'Assemblée eut peur. Par son instruction du 21 janvier 1791, véritable encyclique qui devait être lue par les curés, ou, à leur défaut, par les municipalités dans toutes les églises, elle s'efforça de calmer les agitations et de rassurer les fidèles. Battant en retraite, elle demande aux réfractaires, en quelque sorte comme un service, de continuer l'exercice de leur ministère jusqu'à leur remplacement. Il y'en eut qui ne furent pas remplacés avant un an et plus. Les curés destitués obtinrent une pension de 500 livres ».

Somme; le charge néanmoins de procéder aux remplacements des ecclésiastiques fonctionnaires publics, refusant de prêter le serment prescrit par le décret du 27 novembre dernier, conformément à l'instruction de l'Assemblée du 21 de ce mois;

« Au surplus, renvoie au Comité des recherches, tant la dénonciation que le directoire du département a arrêté de faire à l'accusateur public dudit tribunal, par sa délibération du 17 de ce mois, que celle faite le 20 du même mois au même directoire, pour du tout être rendu compte à l'Assemblée¹ ».

Nous avons remarqué, en son lieu, l'article 5 du décret du 27 novembre 1790 qui fixe un délai pour prêter le serment et qui, le délai passé, regarde les non jureurs comme ayant renoncé à leurs fonctions et tient leurs charges, emplois, offices, pour vacants. Comme si cet article n'avait pas été assez précis, et dans la crainte, sans doute, que les non jureurs ne revinssent sur leur décision, l'Assemblée vota le 27 janvier le texte suivant :

« Art. 1^{er}. Aussitôt après l'expiration du délai prescrit par le décret du 27 novembre dernier, il sera procédé au remplacement des ecclésiastiques fonctionnaires publics qui n'auront pas prêté le serment² ».

Ainsi, nous l'avons relevé également, passé le délai fixé par la loi, les non jureurs non seulement n'étaient plus admis à prêter le serment pour les charges, offices, emplois remplis précédemment, mais aux yeux de la

1. « 25 janvier-4 février 1791. Décret concernant les attributions des directoires de département et des tribunaux pour le remplacement des ecclésiastiques refusant de prêter serment. (L., t. III, p. 445; B., t. X, p. 236. Mon. du 27 juin 1791). » Duvergier, t. II, p. 210.

2. « Décret relatif au remplacement des ecclésiastiques qui n'auront pas prêté le serment. Du 27-30 janvier 1791 (N. 434). » Rondonneau, p. 893.

loi ils n'existaient plus. Ce n'est que dans le cas où ils auraient voulu remplir de nouvelles charges qu'ils auraient dû jurer, et auraient été admis à se soumettre, de nouveau, au décret du 27 novembre 1790.

Une catégorie de prêtres non atteints par la loi du serment, avaient une grande influence sur les populations chrétiennes demeurées fidèles, c'étaient les prédicateurs qui ne demandaient rien au gouvernement, qui n'exerçaient aucune juridiction, et que rien ne pouvait faire qualifier de fonctionnaires publics. L'Assemblée ne leur laissa pas longtemps la liberté, et le 5 février 1791, elle vota pour eux un décret spécial que le roi cependant, déjà alarmé de la persécution religieuse qui sévissait partout, n'approuva que le 27 mars suivant :

« L'Assemblée nationale déclare que les prédicateurs sont compris dans les fonctionnaires publics tenus de prêter serment, aux termes du décret du 27 novembre dernier.

« En conséquence, décrète que nul ne pourra prêcher dans quelque église que ce soit, sans avoir au préalable justifié de sa prestation de serment, conformément au-dit décret¹. »

Au mois de mars suivant, beaucoup de postes étaient sans prêtres : les dignitaires, les curés, les vicaires, non jureurs, cédant à la violence, étaient partis, d'autres, bravant au contraire la persécution, restaient à leurs postes pour attacher davantage leurs peuples à la véritable Église. Il était inutile de procéder à des élections

1. « Décret relatif au serment des prédicateurs. Du 5 février-27 mars 1791; (N. 639). (L., t. III, p. 1105; B., t. II, p. 130; Moniteur du 7 février 1791). » Duvergier, t. II, p. 229. Voy. lois du 27 novembre et 26 décembre 1790.

pour les remplacer, il n'y avait pas de candidat. L'Assemblée, dérogeant à la rigueur de l'article 5 du décret du 27 novembre 1790 et au décret du 27 janvier 1791, rendit momentanément à quelques-uns le droit de prêter serment, pour les tenter et pour essayer d'empêcher des vides nouveaux dans son église constitutionnelle.

Peut-être la condamnation de la Constitution civile du clergé proférée par le pape les 10 et 13 mars, dans sa lettre aux évêques signataires de l'Exposition des principes, et dans le bref *Charitas*, ne fut-elle pas étrangère à ce nouvel appel de l'Assemblée.

« L'Assemblée nationale, considérant que ceux des fonctionnaires publics ecclésiastiques qui n'ont pas prêté le serment civique dans le délai prescrit par le décret du 27 novembre dernier, sanctionné par le Roi le 26 décembre, ne s'y refusaient que par la suite d'une erreur où les ont entraînés des suggestions étrangères ;

« Que mieux instruits de leur devoir, la plupart ont, depuis, satisfait ou sont déterminés à satisfaire à ce qu'exigent d'eux le patriotisme et la loi de l'État ;

« Que l'instruction du 21 janvier dernier, en exhortant à l'obéissance, lorsque le délai légitime était déjà écoulé dans plusieurs endroits du royaume, paraissait leur annoncer de l'indulgence, en cas de retour à l'ordre ;

« Décrète que les fonctionnaires publics ecclésiastiques qui ont prêté ou prêteront le serment, et simplement le serment prescrit par la dite loi, après l'expiration du délai qu'elle a fixé, mais avant le commencement du scrutin d'élection pour les remplacer, pourront conserver leurs places et offices, et ne seront pas réputés démissionnaires. Le présent décret ne portera aucune atteinte aux élections faites et acceptées avant sa publication¹ ».

1. « 18-18 mars 1791. Décret relatif au serment des ecclésiastiques fonction-

L'Université de Paris, passablement désorganisée, comptait des non jureurs parmi ses professeurs ou chargés de cours, l'Assemblée lui consacra, le 22 mars, un décret spécial qui fut, le jour même, sanctionné par le roi :

« Art. 1^{er}. La nomination du recteur de l'Université de Paris est provisoirement suspendue jusqu'après l'organisation de l'instruction publique.

« Art. 2. Les chaires qui sont vacantes ou qui viendront à vaquer jusqu'à cette époque seront remplies provisoirement par l'un des agrégés de l'Université, au choix du directoire du département, et les agrégés qui seront ainsi appelés à exercer les fonctions de professeurs, en toucheront les émoluments pour le temps où ils seront en place.

« Art. 3. Nul agrégé et, en général, nul individu ne sera appelé à exercer, et nul professeur ne pourra continuer aucune fonction ou remplir aucune place dans les établissements appartenant à l'instruction publique dans tout le royaume, qu'auparavant il n'ait prêté le serment civique¹, et, s'il est ecclésiastique, le serment des fonctionnaires publics ecclésiastiques² ».

Les articles 6, 7 et 8 du décret du 27 novembre 1790 établissaient des sanctions sévères contre ceux qui, non contents de refuser le serment, faisaient encore de l'opposition à ce même serment ou à la Constitution

naires publics (L., t. III, p. 937; B., t. XII p. 200; Mon. du 19 avril 1791. » Voyez loi du 27 novembre-26 décembre 1790). » Duvergier, t. II, p. 319.

1. Le serment civique pour les laïcs était conçu en ces termes : « Je jure d'être fidèle à la nation, à la loi et au Roi, et de maintenir de tout mon pouvoir la constitution du royaume décrétée par l'Assemblée nationale constituante aux années 1789, 1790 et 1791 ».

2. « 22-22 mars 1791. Décret concernant les nominations aux places de recteur, professeur et agrégé de l'Université de Paris (L., t. III, p. 1015; B., t. XII, p. 221). » Duvergier, t. II, p. 324.

civile du clergé, et aussi contre ceux qui, après avoir prêté ce serment, n'en tenaient aucun compte dans la pratique, et continuaient leur opposition en faveur de la véritable Église. Au commencement d'avril, l'Assemblée sentit le besoin de presser l'application de ces articles; elle avait ainsi recours, tantôt aux promesses fallacieuses, tantôt aux menaces, pour implanter sa nouvelle Église et son nouveau clergé :

« Art. 2. L'Assemblée nationale charge les municipalités et les corps administratifs de dénoncer, et les tribunaux du district de poursuivre diligemment, toutes personnes ecclésiastiques ou laïques qui se trouveront dans les cas prévus par les articles 6, 7 et 8 du décret rendu le 27 novembre dernier, relativement à la prestation du serment des fonctionnaires publics et ecclésiastiques; et les peines portées aux dits articles, et notamment la privation du traitement, leur seront appliquées¹ ».

Le décret du 22 mars avait multiplié dans l'Université les chaires sans professeurs, et, par ailleurs, des postes de chapelains, aumôniers, desservants étaient sans titulaires, ou se trouvaient occupés par des prêtres qui ne se regardaient pas comme tenus au serment. Au mois d'avril, l'Assemblée résolut d'étendre aux chapelains, aumôniers, desservants l'obligation du serment, et elle trouva un moyen très simple de remplir les vides existants dans l'Université : ce fut de supprimer les postes jugés inutiles, ou de nommer des titulaires pro-

1. « Décret relatif à l'élection des curés et vicaires et aux ecclésiastiques fonctionnaires publics qui manqueraient au serment prêté (du 4-6 avril 1791). (N. 736). »

visoires qui pouvaient ne pas avoir les qualités professionnelles exigées précédemment par la loi :

« ART. 1^{er}. — Toutes personnes chargées d'une fonction publique dans le département de l'instruction, qui n'ont pas prêté le serment prescrit par les décrets du 26 décembre et 22 mars derniers, sont déchus de leurs fonctions, et il doit être provisoirement pourvu, s'il est nécessaire, à leur remplacement par le directoire de département.

« ART. 2. — Pour remplir les chaires de professeurs et toutes autres places vacantes, ou qui viendront à vaquer, dans le département de l'instruction publique, jusqu'au moment où l'Assemblée nationale en aura décrété la nouvelle organisation, les directoires de département ne sont pas astreints à ne choisir que parmi les agrégés des universités.

« ART. 3. — Les places purement ecclésiastiques, autres que celles dont l'existence et le traitement sont assurés par la Constitution civile du clergé, et qui néanmoins n'ont pas été supprimées, telles que les places de chapelains ou desservans d'hôpitaux, des prisons et autres, seront, en cas de vacance par la non prestation de serment ou autrement, supprimées, si elles sont superflues, ou remplies provisoirement, si le service public l'exige, par les directoires de département, en attendant que l'Assemblée nationale ait réglé par ses décrets ce genre de service public.

« ART. 4. — La faculté de nommer les ecclésiastiques desservant les hôpitaux et les collèges, en nombre jugé convenable par les directoires de département, en vertu de l'article précédent, sera provisoirement maintenue aux municipalités ou administrateurs d'hôpitaux qui les nommaient en vertu des titres constatés; aux conditions que ces ecclésiastiques auront prêté le serment, et qu'ils ne pourront pas être mis en fonctions sans l'approbation du directoire de département donnée sur l'avis des directoires de district¹. »

1. « 15-17 avril 1791. Décret relatif à la nomination et au serment des personnes chargées de l'instruction publique, et à celui de chapelain desservant

Après les troubles honteux qui éclatèrent à Paris au faubourg Saint-Antoine, et dans plusieurs monastères de religieuses, les 7 avril et jours suivants; devant l'église des Théatins le 17 avril, où plusieurs femmes et religieuses furent publiquement fustigées, à cause de leur attachement à la véritable Église, le directoire du département de Paris, indigné, prit, le 11 avril, un arrêté affirmant le principe de liberté religieuse. L'Assemblée n'osa pas le désavouer, et, un instant, le 7 mai, elle se montra, en théorie du moins, un peu plus large pour les insermentés et pour les catholiques. Son décret très instructif doit être donné ici, et pour lui-même, et à cause d'un article second, ajouté, comme furtivement, en vue de renouveler les menaces déjà éditées contre ceux qui, dans leurs discours, se permettraient d'attaquer la Constitution civile du clergé :

« ART. 1^{er}. — L'Assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de constitution sur l'arrêté du 11 avril du directoire du département de Paris, déclare que les principes de liberté religieuse qui l'ont dicté sont les mêmes que ceux qu'elle a reconnus et proclamés dans sa déclaration des droits, et, en conséquence, décrète que le défaut de prestation de serment prescrit par le décret du 27 novembre, ne pourra être opposé à aucun prêtre se présentant dans une église paroissiale, succursale et oratoire national, seulement pour y dire la messe.

« ART. 2. — Les édifices consacrés à un culte religieux par des sociétés particulières, et portant l'inscription qui leur sera donnée, seront fermés aussitôt qu'il y aura été fait quelque discours contenant des provocations directes contre la constitution et en parti-

les hôpitaux et les prisons (L., t. IV, p. 283; B., t. XIII, p. 143). » Duvergier, t. II, p. 370.

culier contre la Constitution civile du clergé. L'auteur du discours sera, à la requête de l'accusateur public, poursuivi criminellement devant le tribunal, comme perturbateur du repos public¹. »

En juin 1791, il semble bien que, pour l'Assemblée, tout est désormais fini avec l'ancien clergé de France insermenté, déclaré par la loi démissionnaire et suspect : ou il est parti pour l'exil, ou il se cache pour continuer à exercer en secret le ministère sacré. L'Assemblée ne voit plus en lui qu'un ennemi, et elle revient avec acharnement sur les poursuites à exercer contre ceux de ses membres qui se mettraient en opposition avec la loi.

« L'Assemblée nationale décrète : 1^o que les accusateurs publics seront tenus, sous peine de forfaiture et de destitution, de poursuivre tous ceux des anciens fonctionnaires publics ecclésiastiques qui, depuis leur remplacement entièrement consommé par l'installation de leurs successeurs, auraient continué ou continueraient les mêmes fonctions publiques, et de requérir contre eux l'exécution des décrets des 27 novembre et 4 avril derniers ;

« 2^o Que les fonctionnaires publics ecclésiastiques qui auraient prêté le serment et se seraient rétractés, ou se rétracteraient à l'avenir, seront privés de tout traitement et pension accordés par les précédents décrets². »

Dans quelques mois la Législative ordonnera l'arrestation en masse de tous les assermentés, coupables du

1. « 7-13 mai 1791. Décret relatif au serment des prêtres, et aux édifices consacrés à un culte religieux par des sociétés particulières (L., t. IV, p. 525 ; B., t. XIV, p. 79. Voyez lois du 12 juillet-24 août 1790 ; du 26 août 1792). » Duvergier, t. II, p. 430.

2. « Décret relatif à la poursuite des fonctionnaires publics ecclésiastiques qui refusent d'obéir à la loi. Des 20 (19 et) 28 juin 1791 (n^o 1187). (L., t. IV, p. 1332 ; B., t. XV, p. 274). » Voy. loi du 26 août 1792.

seul crime d'avoir refusé le serment de 1790, serment qu'il ne leur sera plus permis de prêter, même s'ils le voulaient pour éviter la persécution. Le ministre Rolland l'écrira le 9 novembre 1792 à « Messieurs du Directoire et Procureur-général-syndic du département de l'Ardèche :

« La loi du 26 août n'accorde point de nouveau délai aux ecclésiastiques fonctionnaires publics pour prêter le serment auquel ils étaient assujettis par les lois précédentes. Ainsi dès qu'ils n'ont pas fait ce serment dans les délais prescrits, ils ne peuvent plus être admis à le faire ¹ ».

II. — L'OBJET DU SERMENT.

LA CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ².

« TITRE I.

« DES OFFICES ECCLÉSIASTIQUES.

« ART. 1^{er}. — Chaque département formera un seul diocèse, et chaque diocèse aura la même étendue et les mêmes limites que le département.

1. Cité par A. Mathiez, *Les conséquences religieuses de la journée du 10 août*. Pièces justificatives.

2. « 12-14 juillet 1790 (Lett. Pat.). Décret sur la Constitution civile du clergé et la fixation de son traitement (L., t. I, p. 1314; B., t. IV, p. 68). Voyez la loi en forme d'instruction du 21-26 janvier 1791; loi du 3 ventôse an 3; du 7 vendémiaire an 4; du 18 germinal an 10. » Duvergier, t. I, p. 243.

« *L'Assemblée nationale*, après avoir entendu le rapport de son comité ecclésiastique, a décrété et décrète ce qui suit, comme articles constitutionnels :

« ART. 2. Les sièges des évêchés des quatre-vingt-trois départemens du royaume seront fixés; savoir :

« Celui du département de la Seine-Inférieure, à Rouen; du Calvados, à Bayeux; de la Manche, à Coutances; de l'Orne, à Sées; de l'Eure, à Évreux; de l'Oise, à Beauvais; de la Somme, à Amiens; du Pas-de-Calais, à Saint-Omer; de la Marne, à Reims; de la Meuse, à Verdun; de la Meurthe, à Nancy; de la Moselle, à Metz; des Ardennes, à Sedan; de l'Aisne, à Soissons; du Nord, à Cambrai; du Doubs, à Besançon; du Haut-Rhin, à Colmar; du Bas-Rhin, à Strasbourg; des Vosges, à Saint-Diez; de la Haute-Saône, à Vesoul; de la Haute-Marne, à Langres; de la Côte-d'Or, à Dijon; du Jura, à Saint-Claude; d'Ille-et-Vilaine, à Rennes; des Côtes-du-Nord, à Saint-Brieux; du Finistère, à Quimper; du Morbihan, à Vannes; de la Loire-Inférieure, à Nantes; de Maine-et-Loire, à Angers; de la Sarthe, au Mans; de la Mayenne, à Laval; de Paris, à Paris; de Seine-et-Oise, à Versailles; d'Eure-et-Loir, à Chartres; du Loiret, à Orléans; de l'Yonne, à Sens; de l'Aube, à Troyes; de Seine-et-Marne, à Meaux; du Cher, à Bourges; de Loir-et-Cher, à Blois; d'Indre-et-Loire, à Tours; de la Vienne, à Poitiers; de l'Indre, à Châteauroux; de la Creuse, à Guéret; de l'Allier, à Moulins; de la Nièvre, à Nevers; de la Gironde, à Bordeaux; de la Vendée, à Luçon; de la Charente-Inférieure, à Saintes; des Landes, à Dax; de Lot-et-Garonne, à Agen; de la Dordogne, à Périgueux; de la Corrèze, à Tulle; de la Haute-Vienne, à Limoges; de

la Charente, à Angoulême; des Deux-Sèvres, à Saint-Maixent; de la Haute-Garonne, à Toulouse; du Gers, à Auch; des Basses-Pyrénées, à Oléron; des Hautes-Pyrénées, à Tarbes; de l'Ariège, à Pamiers; des Pyrénées-Orientales, à Perpignan; de l'Aude, à Narbonne; de l'Aveyron, à Rodez; du Lot, à Cahors; du Tarn, à Alby; des Bouches-du-Rhône, à Aix; de Corse, à Bastia; du Var, à Fréjus; des Basses-Alpes, à Digne; des Hautes-Alpes, à Embrun; de la Drôme, à Valence; de la Lozère, à Mende; du Gard, à Nîmes; de l'Hérault, à Béziers; de Rhône-et-Loire, à Lyon; du Puy-de-Dôme, à Clermont; du Cantal, à Saint-Flour; de la Haute-Loire, au Puy; de l'Ardèche, à Viviers; de l'Isère, à Grenoble; de l'Ain, à Bellay; de Saône-et-Loire, à Autun.

« Tous les autres évêchés existant dans les quatre-vingt-trois départemens du royaume, et qui ne sont pas nommément compris au présent article, sont et demeurent supprimés¹.

« Le royaume sera divisé en dix arrondissemens métropolitains, dont les sièges seront Rouen, Reims, Besançon, Rennes, Paris, Bourges, Bordeaux, Toulouse, Aix et Lyon. Les métropoles auront la dénomination suivante :

« Celle de Rouen appelée métropole des côtes de la Manche; celle de Reims, métropole du nord-est; celle de Besançon, métropole de l'est; celle de Rennes, mé-

1. La collection de Baudouin indique ici l'article 3; en sorte qu'il s'y trouve 26 articles au lieu de 25 comme dans la collection du Louvre.

tropole du nord-ouest; celle de Paris, métropole de Paris; celle de Bourges, métropole du centre; celle de Bordeaux, métropole du sud-ouest; celle de Toulouse, métropole du sud; celle d'Aix, métropole des côtes de la Méditerranée; celle de Lyon, métropole du sud-est.

« ART. 3. L'arrondissement de la métropole des côtes de la Manche comprendra les évêchés des départemens de la Seine-Inférieure, du Calvados, de la Manche, de l'Orne, de l'Eure, de l'Oise, de la Somme, du Pas-de-Calais.

« L'arrondissement de la métropole du nord-est comprendra les évêchés des départemens de la Marne, de la Meuse, de la Meurthe, de la Moselle, des Ardennes, de l'Aisne, du Nord.

« L'arrondissement de la métropole de l'est comprendra les évêchés des départemens du Doubs, du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, des Vosges, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Côte-d'Or, du Jura.

« L'arrondissement de la métropole du nord-ouest comprendra les évêchés des départemens d'Ille-et-Vilaine, des Côtes-du-Nord, du Finistère, du Morbihan, de la Loire-Inférieure, de Maine-et-Loire, de la Sarthe, de la Mayenne.

« L'arrondissement de la métropole de Paris comprendra les évêchés des départemens de Paris, de Seine-et-Oise, d'Eure-et-Loir, du Loiret, de l'Yonne, de l'Aube, de Seine-et-Marne.

« L'arrondissement de la métropole du centre comprendra les évêchés des départemens du Cher, de

Loir-et-Cher, d'Indre-et-Loire, de la Vienne, de l'Indre, de la Creuse, de l'Allier, de la Nièvre.

« L'arrondissement de la métropole du sud-ouest comprendra les évêchés des départemens de la Gironde, de la Vendée, de la Charente-Inférieure, des Landes, de Lot-et-Garonne, de la Dordogne, de la Corrèze, de la Haute-Vienne, de la Charente, des Deux-Sèvres.

« L'arrondissement de la métropole du sud comprendra les évêchés des départemens de la Haute-Garonne, du Gers, des Basses-Pyrénées, des Hautes-Pyrénées, de l'Ariège, des Pyrénées-Orientales, de l'Aude, de l'Aveyron, du Lot, du Tarn.

« L'arrondissement de la métropole des côtes de la Méditerranée comprendra les évêchés des départemens des Bouches-du-Rhône, de la Corse, du Var, des Basses-Alpes, des Hautes-Alpes, de la Drôme, de la Lozère, du Gard et de l'Hérault.

« L'arrondissement de la métropole du sud-est comprendra les évêchés des départemens de Rhône-et-Loire, du Puy-de-Dôme, du Cantal, de la Haute-Loire, de l'Ardèche, de l'Isère, de l'Ain, de Saône-et-Loire.

« ART. 4. Il est défendu à toute église ou paroisse de France, et à tout citoyen français, de reconnaître, en aucun cas et sous quelque prétexte que ce soit, l'autorité d'un évêque ordinaire ou métropolitain, dont le siège serait établi sous la domination d'une puissance étrangère, ni celle de ses délégués résidant en France ou ailleurs ; le tout sans préjudice de l'unité de foi et de

la communion qui sera entretenue avec le chef visible de l'Église universelle, ainsi qu'il sera dit ci-après¹.

« ART. 5. Lorsque l'évêque diocésain aura prononcé dans son synode sur des matières de sa compétence, il y aura lieu au recours au métropolitain, lequel prononcera dans le synode métropolitain.

« ART. 6. Il sera procédé incessamment, et sur l'avis de l'évêque diocésain et de l'administration des districts, à une nouvelle formation et circonscription de toutes les paroisses du royaume; le nombre et l'étendue en seront déterminés d'après les règles qui vont être établies.

« ART. 7. L'église cathédrale de chaque diocèse sera ramenée à son état primitif, d'être en même temps église paroissiale et église épiscopale, par la suppression des paroisses, et par le démembrement des habitations qu'il sera jugé convenable d'y réunir.

« ART. 8. La paroisse épiscopale n'aura pas d'autre pasteur immédiat que l'évêque. Tous les prêtres qui y seront établis seront ses vicaires et en feront les fonctions.

« ART. 9. Il y aura seize vicaires de l'église cathédrale dans les villes qui comprendront plus de dix mille âmes, et douze seulement où la population sera au-dessous de dix mille âmes.

« ART. 10. Il sera conservé ou établi dans chaque diocèse un seul séminaire pour la préparation aux ordres, sans entendre rien préjuger, quant à présent, sur les autres maisons d'instruction et d'éducation.

1 Cet article nie l'autorité du pape; Rome ne pouvait l'accepter.

« ART. 11. Le séminaire sera établi, autant que faire se pourra, près de l'église cathédrale, et même dans l'enceinte des bâtiments destinés à l'habitation de l'évêque.

« ART. 12. Pour la conduite et l'instruction des jeunes élèves reçus dans le séminaire, il y aura un vicaire supérieur et trois vicaires directeurs subordonnés à l'évêque.

« ART. 13. Les vicaires supérieurs et vicaires directeurs sont tenus d'assister, avec les jeunes ecclésiastiques du séminaire, à tous les offices de la paroisse cathédrale, et d'y faire toutes les fonctions dont l'évêque ou son premier vicaire jugera à propos de les charger.

« ART. 14. Les vicaires des églises cathédrales, les vicaires supérieurs et vicaires directeurs du séminaire, formeront ensemble le conseil habituel et permanent de l'évêque, qui ne pourra faire aucun acte de juridiction, en ce qui concerne le gouvernement du diocèse et du séminaire, qu'après en avoir délibéré avec eux ; pourra néanmoins l'évêque, dans le cours de ses visites, rendre seul telles ordonnances provisoires qu'il appartiendra.

« ART. 15. Dans toutes les villes et bourgs qui ne comprendront pas plus de six mille âmes, il n'y aura qu'une seule paroisse ; les autres paroisses seront supprimées et réunies à l'église principale.

« ART. 16. Dans les villes où il y a plus de six mille âmes, chaque paroisse pourra comprendre un plus grand nombre de paroissiens, et il en sera conservé ou établi autant que les besoins des peuples et les localités le demanderont.

« ART. 17. Les assemblées administratives, de concert avec l'évêque diocésain, désigneront à la prochaine législature les paroisses, annexes ou succursales des villes ou de campagne qu'il conviendra de réserver ou d'étendre, d'établir ou de supprimer; et ils en indiqueront les arrondissemens d'après ce que demanderont les besoins des peuples, la dignité du culte et les différentes localités.

« ART. 18. Les assemblées administratives et l'évêque diocésain pourront même, après avoir arrêté entre eux la suppression et réunion d'une paroisse, convenir que, dans les lieux écartés ou qui, pendant une partie de l'année, ne communiqueraient que difficilement avec l'église paroissiale, il sera établi ou conservé une chapelle où le curé enverra, les jours de fêtes ou de dimanches, un vicaire pour y dire la messe et faire au peuple les instructions nécessaires.

« ART. 19. La réunion qui pourra se faire d'une paroisse à une autre, emportera toujours la réunion des biens de la fabrique de l'église supprimée à la fabrique de l'église où se fera la réunion.

« ART. 20. Tous titres et offices, autres que ceux mentionnés en la présente constitution, les dignités, canonicats, prébendes, demi-prébendes, chapelles, chapelannies, tant des églises cathédrales que des églises collégiales, et tous chapitres réguliers et séculiers de l'un et de l'autre sexe, les abbayes et prieurés en règle ou en commande, aussi de l'un et de l'autre sexe, et tous autres bénéfices et prestimonies généralement

quelconques, de quelque nature et sous quelque dénomination que ce soit, sont, à compter du jour de la publication du présent décret, éteints et supprimés, sans qu'il puisse jamais en être établi de semblables.

« ART. 21. Tous bénéfices en patronage laïque sont soumis à toutes les dispositions des décrets concernant les bénéfices de pleine collation ou de patronage ecclésiastique.

« ART. 22. Sont pareillement compris auxdites dispositions tous titres et fondations de pleine collation laïque, excepté les chapelles actuellement desservies, dans l'enceinte des maisons particulières, par un chapelain ou desservant à la seule disposition du propriétaire.

« ART. 23. Le contenu dans les articles précédens aura lieu, nonobstant toutes clauses, même de réversion, apposées dans les actes de fondation.

« ART. 24. Les fondations de messes et autres services, acquittées présentement, dans les églises paroissiales, par les curés et par les prêtres qui y sont attachés sans être pourvus de leurs places en titre perpétuel de bénéfice, continueront provisoirement à être acquittées et payées comme par le passé; sans néanmoins que, dans les églises où il est établi des sociétés de prêtres non pourvus en titre perpétuel de bénéfice, et connus sous les divers noms de filleuls agrégés, familiers, communalistes, mépartistes, chapelains ou autres, ceux d'entre eux qui viendront à mourir ou à se retirer puissent être remplacés.

« ART. 25. Les fondations faites pour subvenir à l'édu-

cation des parens des fondateurs, continueront d'être exécutées conformément aux dispositions écrites dans les titres de fondations; et à l'égard de toutes autres fondations pieuses, les parties intéressées présenteront leurs mémoires aux assemblées de département, pour, sur leur avis et celui de l'évêque diocésain, être statué par le corps législatif sur leur conservation ou leur remplacement. »

« TITRE II.

« NOMINATION AUX BÉNÉFICES.

« ART. 1^{er}. — A compter du jour de la publication du présent décret, on ne connaîtra qu'une seule manière de pourvoir aux évêchés et aux cures, c'est à savoir la forme des élections.

« ART. 2. — Toutes les élections se feront par la voie du scrutin et à la pluralité absolue des suffrages.

« ART. 3. — L'élection des évêques se fera dans la forme prescrite, et par le corps électoral indiqué, dans le décret du 22 décembre 1789, pour nomination des membres de l'assemblée de département¹.

« ART. 4. — Sur la première nouvelle que le procureur-général-syndic du département recevra de la vacance du siège épiscopal, par mort, démission ou autrement, il en donnera avis aux procureurs-syndics

1. Voyez loi du 13-19 janvier 1791. Pie VI protesta vivement contre cet article qui pouvait donner aux juifs eux-mêmes, aux hérétiques, aux impies une grande part dans l'élection des évêques.

des districts, à l'effet par eux de convoquer les électeurs qui auront procédé à la dernière nomination des membres de l'assemblée administrative; et, en même temps, il indiquera le jour où devra se faire l'élection de l'évêque, lequel sera au plus tard le troisième dimanche après la lettre d'avis qu'il écrira.

« ART. 5. — Si la vacance du siège épiscopal arrivait dans les quatre derniers mois de l'année, où doit se faire l'élection des membres de l'administration du département, l'élection de l'évêque serait différée et renvoyée à la prochaine assemblée des électeurs.

« ART. 6. — L'élection de l'évêque ne pourra se faire ou être commencée qu'un jour de dimanche, dans l'église principale du chef-lieu du département, à l'issue de la messe paroissiale, à laquelle seront tenus d'assister tous les électeurs.

« ART. 7. — Pour être éligible à un évêché, il sera nécessaire d'avoir rempli, au moins pendant quinze ans, les fonctions du ministère ecclésiastique dans le diocèse, en qualité de curé, de desservant ou de vicaire, ou comme vicaire supérieur, ou comme vicaire directeur du séminaire.

« ART. 8. — Les évêques dont les sièges sont supprimés par le présent décret, pourront être élus aux évêchés actuellement vacants, ainsi qu'à ceux qui vaqueront par la suite, ou qui sont érigés en quelques départemens, encore qu'ils n'eussent pas quinze années d'exercice.

« ART. 9. — Les curés et autres ecclésiastiques qui,

par l'effet de la nouvelle circonscription des diocèses, se trouveront dans un diocèse différent de celui où ils exerçaient leurs fonctions, seront réputés les avoir exercées dans leur nouveau diocèse, et ils y seront en conséquence éligibles, pourvu qu'ils aient d'ailleurs le temps d'exercice ci-devant exigé.

« ART. 10. — Pourront aussi être élus les curés actuels qui auraient dix années d'exercice dans une cure du diocèse, encore qu'ils n'eussent pas auparavant rempli les fonctions de vicaire.

« ART. 11. — Il en sera de même des curés dont les paroisses auraient été supprimées en vertu du présent décret, et il leur sera compté comme temps d'exercice celui qui se sera écoulé depuis la suppression de leur cure.

« ART. 12. — Les missionnaires, les vicaires généraux des évêques, les ecclésiastiques desservant les hôpitaux, ou chargés de l'éducation publique, seront pareillement éligibles, lorsqu'ils auront rempli leurs fonctions pendant quinze ans, à compter de leur promotion au sacerdoce.

« ART. 13. — Seront pareillement éligibles tous dignitaires, chanoines, ou en général tous bénéficiers et titulaires qui étaient obligés à résidence, ou exerçaient des fonctions ecclésiastiques, et dont les bénéfices, titres, offices ou emplois se trouvent supprimés par le présent décret, lorsqu'ils auront quinze années d'exercice, comptées comme il est dit, des cures, dans l'article précédent.

« ART. 14. — La proclamation de l'élu se fera par le président de l'assemblée électorale, dans l'église où l'élection aura été faite, en présence du peuple et du clergé, et avant de commencer la messe solennelle qui sera célébrée à cet effet.

« ART. 15. — Le procès-verbal de l'élection et de la proclamation sera envoyé au Roi par le président de l'assemblée des électeurs, pour donner à Sa Majesté connaissance du choix qui aura été fait¹.

« ART. 16. — Au plus tard dans le mois qui suivra son élection, celui qui aura été élu à un évêché se présentera en personne à son évêque métropolitain; et, s'il est élu pour le siège de la métropole, au plus ancien évêque de l'arrondissement, avec le procès-verbal d'élection et de proclamation, et il le suppliera de lui accorder la confirmation canonique².

« ART. 17. — Le métropolitain ou l'ancien évêque aura la faculté d'examiner l'élu, en présence de son conseil, sur sa doctrine et ses mœurs : s'il le juge capable, il lui donnera l'institution canonique; s'il croit devoir la lui refuser, les causes du refus seront données par écrit, signées du métropolitain et de son conseil, sauf aux parties intéressées à se pourvoir par voie d'appel comme d'abus, ainsi qu'il sera dit ci-après.

« ART. 18. — L'évêque à qui la confirmation sera demandée, ne pourra exiger de l'élu d'autre serment,

1. Voyez loi du 13-19 janvier 1791.

2. Cet article supprime la confirmation de l'évêque par le pape; Rome ne pouvait l'accepter. Pie VI ne manqua pas de protester.

sinon qu'il fait profession de la religion catholique, apostolique et romaine.

« ART. 19. — Le nouvel évêque ne pourra s'adresser au pape pour en obtenir aucune confirmation ; mais il lui écrira comme au chef visible de l'église universelle, en témoignage de l'unité de foi et de la communion qu'il doit entretenir avec lui¹.

« ART. 20. — La consécration de l'évêque ne pourra se faire que dans son église cathédrale par son métropolitain, ou, à son défaut, par le plus ancien évêque de l'arrondissement de la métropole, assisté des évêques des deux diocèses les plus voisins, un jour de dimanche, pendant la messe paroissiale, en présence du peuple et du clergé.

« ART. 21. — Avant que la cérémonie de la consécration commence, l'élu prêtera, en présence des officiers municipaux, du peuple et du clergé, le serment solennel de veiller avec soin sur les fidèles du diocèse qui lui est confié, d'être fidèle à la nation, à la loi et au Roi, et de maintenir de tout son pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le Roi².

« ART. 22. — L'évêque aura la liberté de choisir les vicaires de son église cathédrale dans tout le clergé de son diocèse, à la charge par lui de ne pouvoir nommer que des prêtres qui auront exercé des fonctions ecclésiastiques au moins pendant dix ans. Il ne pourra les

1. Cet article complément de l'article 16 ne pouvait être accepté par Rome.

2. Voyez la note sur l'article 38.

destituer que de l'avis de son conseil, et par une délibération qui y aura été prise à la pluralité des voix, en connaissance de cause¹.

« ART. 23. — Les curés actuellement établis en aucunes églises cathédrales, ainsi que ceux des paroisses qui seront supprimées pour être réunies à l'église cathédrale et en former le territoire, seront de plein droit, s'ils le demandent, les premiers vicaires de l'évêque, chacun suivant l'ordre de leur ancienneté dans les fonctions pastorales.

« ART. 24. — Les vicaires supérieurs et vicaires directeurs du séminaire seront nommés par l'évêque et son conseil, et ne pourront être destitués que de la même manière que les vicaires de l'église cathédrale.

« ART. 25. — L'élection des curés se fera dans la forme prescrite, et par les électeurs indiqués dans le décret du 22 décembre 1789, pour la nomination des membres de l'assemblée administrative du district.

« ART. 26. — L'assemblée des électeurs, pour la nomination aux cures, se formera tous les ans à l'époque de la formation des assemblées de district, quand même il n'y aurait qu'une seule cure vacante dans le district; à l'effet de quoi, les municipalités seront tenues de donner avis, au procureur-syndic du district, de toutes les vacances de cures qui arriveront dans leur arrondissement, par mort, démission ou autrement.

1. Voyez loi du 10-20 mars 1791. Pie VI protesta contre cet article qui mettait l'évêque au-dessous des prêtres.

« ART. 27. — En convoquant l'assemblée des électeurs, le procureur-syndic enverra à chaque municipalité la liste de toutes les cures auxquelles il faudra nommer.

« ART. 28. — L'élection des curés se fera par scrutins séparés pour chaque cure vacante.

« ART. 29. — Chaque électeur, avant de mettre son bulletin dans le vase du scrutin, fera serment de ne nommer que celui qu'il aura choisi en son âme et conscience, comme le plus digne, sans y avoir été déterminé par dons, promesses, sollicitations ou menaces. Ce serment sera prêté pour l'élection des évêques comme pour celle des curés.

« ART. 30. — L'élection des curés ne pourra se faire ou être commencée qu'un jour de dimanche, dans la principale église du chef-lieu de district, à l'issue de la messe paroissiale, à laquelle tous les électeurs seront tenus d'assister.

« ART. 31. — La proclamation des élus sera faite par le président du corps électoral, dans l'église principale, avant la messe solennelle qui sera célébrée à cet effet, et en présence du peuple et du clergé.

« ART. 32. — Pour être éligible à une cure, il sera nécessaire d'avoir rempli les fonctions de vicaire dans une paroisse ou dans un hôpital et autre maison de charité du diocèse, au moins pendant cinq ans.

« ART. 33. — Les curés dont les paroisses ont été supprimées, en exécution du présent décret, pourront être élus, encore qu'ils n'eussent pas cinq ans d'exercice dans le diocèse.

« ART. 34. — Seront pareillement éligibles aux cures tous ceux qui ont été ci-dessus déclarés éligibles aux évêchés, pourvu qu'ils aient aussi cinq années d'exercice.

« ART. 35. — Celui qui aura été proclamé élu à une cure, se présentera en personne à l'évêque, avec le procès-verbal de son élection et proclamation, à l'effet d'obtenir de lui l'institution canonique.

« ART. 36. — L'évêque aura la faculté d'examiner l'élu, en présence de son conseil, sur sa doctrine et ses mœurs; s'il le juge capable, il lui donnera l'institution canonique; s'il croit devoir la lui refuser, les causes du refus seront données par écrit, signées de l'évêque et de son conseil, sauf aux parties le recours à la puissance civile, ainsi qu'il sera dit ci-après.

« ART. 37. — En examinant l'élu qui lui demandera l'institution canonique, l'évêque ne pourra exiger de lui d'autre serment, sinon qu'il fait profession de la religion catholique, apostolique et romaine.

« ART. 38. — Les curés élus et institués prêteront le même serment que les évêques dans leur église, un jour de dimanche, avant la messe paroissiale, en présence des officiers municipaux du lieu, du peuple et du clergé. Jusque-là, ils ne pourront faire aucune fonction curiale¹.

1. Voyez lois du 18-23 octobre 1790; des 14 et 15-24 novembre 1790; du 27 novembre-26 décembre 1790; du 4-9 janvier 1791; du 27-30 janvier 1791; du 25 janvier-4 février 1791; du 5 février-27 mars 1791; du 18 mars 1791; du 7-13 mai 1791; du 26 août 1792. Cette dernière loi prononçait les peines du bannissement et de la déportation.

« ART. 39. — Il y aura, tant dans l'église cathédrale que dans chaque église paroissiale, un registre particulier sur lequel le secrétaire greffier de la municipalité du lieu écrira, sans frais, le procès-verbal de la prestation de serment de l'évêque ou du curé, et il n'y aura pas d'autre acte de prise de possession que ce procès-verbal.

« ART. 40. — Les évêchés et les cures seront réputés vacans jusqu'à ce que les élus aient prêté le serment ci-dessus mentionné.

« ART. 41. — Pendant la vacance du siège épiscopal, le premier, et, à son défaut, le second vicaire de l'église cathédrale, remplacera l'évêque, tant pour ses fonctions curiales que pour les actes de juridiction qui n'exigent pas le caractère épiscopal; mais en tout, il sera tenu de se conduire par les avis du conseil.

« ART. 42. — Pendant la vacance d'une cure, l'administration de la paroisse sera confiée au premier vicaire, sauf à y établir un vicaire de plus, si la municipalité le requiert; et, dans le cas où il n'y aurait pas de vicaire dans la paroisse, il y sera établi un desservant par l'évêque.

« ART. 43. — Chaque curé aura le droit de choisir ses vicaires; mais il ne pourra fixer son choix que sur des prêtres ordonnés ou admis pour le diocèse par l'évêque.

« ART. 44. — Aucun curé ne pourra révoquer ses vicaires que pour des causes légitimes, jugées telles par l'évêque et son conseil.

« TITRE III.

« DU TRAITEMENT DES MINISTRES DE LA RELIGION¹.

« ART. 1^{er}. — Les ministres de la religion exerçant les premières et les plus importantes fonctions de la société, et obligés de résider continuellement dans le lieu du service auquel la confiance des peuples les a appelés, seront défrayés par la nation.

« ART. 2. — Il sera fourni à chaque évêque, à chaque curé et aux desservans des annexes et succursales, un logement convenable, à la charge par eux d'y faire toutes les réparations locatives, sans entendre rien innover, quant à présent, à l'égard des paroisses où le logement des curés est fourni en argent, et sauf aux départemens à prendre connaissance des demandes qui seront formées par les paroisses et par les curés; il leur sera, en outre, assigné à tous le traitement qui va être réglé.

« ART. 3. — Le traitement des évêques sera; savoir :
Pour l'évêque de Paris, de cinquante mille livres;
Pour les évêques des villes dont la population est de cinquante mille âmes et au-dessus, de vingt mille livres;
Pour les autres évêques, de douze mille livres.

« ART. 4. — Le traitement des vicaires des églises cathédrales sera; savoir :

1. Voyez lois du 24 juillet-24 août 1790; du 3-24 août 1790; des 6 et 11-24 août 1790; du 10-15 décembre 1790; du 12 avril-15 mai 1791; du 19 juillet 1793.

A Paris, pour le premier vicaire, de six mille livres;

Pour le second, de quatre mille livres;

Pour tous les autres vicaires, de trois mille livres.

Dans les villes dont la population est de cinquante mille âmes et au-dessus :

Pour le premier vicaire, de quatre mille livres;

Pour le second, de trois mille livres;

Pour tous les autres, de deux mille quatre cents livres.

Dans les villes dont la population est de moins de cinquante mille âmes :

Pour le premier vicaire, de trois mille livres;

Pour le second, de deux mille quatre cents livres;

Pour tous les autres, de deux mille livres.

« ART. 5. — Le traitement des curés sera, savoir :
à Paris, de six mille livres;

Dans les villes dont la population est de cinquante mille âmes et au-dessus, de quatre mille livres;

Dans celles dont la population est de moins de cinquante mille âmes, et de plus de dix mille âmes, de trois mille livres;

Dans les villes et bourgs dont la population est au-dessous de dix mille âmes, et au-dessus de trois mille âmes, de deux mille quatre cents livres.

Dans toutes les autres villes et bourgs et dans les villages, lorsque la paroisse offrira une population de trois mille âmes et au-dessous, jusqu'à deux mille cinq cents, de deux mille livres; lorsqu'elle en offrira une de deux mille cinq cents âmes jusqu'à deux mille, de

dix-huit cents livres; lorsqu'elle en offrira une de moins de deux mille et de plus de mille, de quinze cents livres; et lorsqu'elle en offrira une de mille âmes et au-dessous, de douze cents livres.

« ART. 6. — Le traitement des vicaires sera, savoir : à Paris, pour le premier vicaire, de deux mille quatre cents livres; pour le second, de quinze cents livres; pour tous les autres, de mille livres;

Dans les villes dont la population est de cinquante mille âmes et au-dessus, pour le premier vicaire, de douze cents livres; pour le second, de mille livres, et pour tous les autres, de huit cents livres;

Dans toutes les autres villes et bourgs où la population sera de plus de trois mille âmes, de huit cents livres pour les deux premiers vicaires, et de sept cents livres pour tous les autres;

Dans toutes les autres paroisses de ville et de campagne, de sept cents livres pour chaque vicaire.

« ART. 7. — Le traitement *en argent* des ministres de la religion leur sera payé d'avance, de trois mois en trois mois, par le trésorier du district, à peine par lui d'y être contraint par corps sur une simple sommation; et, dans le cas où l'évêque, curé ou vicaire viendrait à mourir ou à donner sa démission avant la fin du dernier quartier, il ne pourra être exercé contre lui, ni contre ses héritiers, aucune répétition.

« ART. 8. — Pendant la vacance des évêchés, des cures et de tous offices ecclésiastiques payés par la nation, les fruits du traitement qui y est attaché seront

versés dans la caisse du district, pour subvenir aux dépenses dont il va être parlé.

« ART. 9. — Les curés qui, à cause de leur grand âge ou de leurs infirmités ne pourraient plus vaquer à leurs fonctions, en donneront avis au directoire du département, qui, sur les instructions de la municipalité et de l'administration du district, laissera à leur choix, s'il y a lieu, ou de prendre un vicaire de plus, lequel sera payé par la nation sur le même pied que les autres vicaires, ou de se retirer avec une pension égale au traitement qui aurait été fourni au vicaire.

« ART. 10. — Pourront aussi les vicaires, aumôniers des hôpitaux, supérieurs des séminaires, et autres exerçant des fonctions publiques, en faisant constater leur état, de la manière qui vient d'être prescrite, se retirer avec une pension de la valeur du traitement dont ils jouissent, pourvu qu'il n'excede pas la somme de trois cents livres.

« ART. 11. — La fixation qui vient d'être faite du traitement des ministres de la religion, aura lieu à compter du jour de la publication du présent décret, mais seulement pour ceux qui seront pourvus par la suite d'offices ecclésiastiques. A l'égard des titulaires actuels, soit ceux dont les offices ou emplois sont supprimés, soit ceux dont les titres sont conservés, leur traitement sera fixé par un décret particulier.

« ART. 12. — Au moyen du traitement qui leur est assuré par la présente constitution, les évêques, les curés et leurs vicaires exerceront gratuitement les fonctions épiscopales et curiales.

« TITRE IV.

« DE LA LOI DE LA RÉSIDENCE.

« ART. 1^{er}. — La loi de la résidence sera religieusement observée, et tous ceux qui seront revêtus d'un office ou emploi ecclésiastique y seront soumis sans aucune exception ni distinction.

« ART. 2. — Aucun évêque ne pourra s'absenter chaque année pendant plus de quinze jours consécutifs hors de son diocèse, que dans le cas d'une véritable nécessité, et avec l'agrément du directoire du département dans lequel son siège sera établi.

« ART. 3. — Ne pourront pareillement les curés et les vicaires s'absenter du lieu de leurs fonctions, au delà du terme qui vient d'être fixé, que pour des raisons graves; et même en ce cas, seront tenus les curés d'obtenir l'agrément, tant de leur évêque, que du directoire de leur district; les vicaires, la permission de leurs curés.

« ART. 4. — Si un évêque ou un curé s'écarterait de la loi de la résidence, la municipalité du lieu en donnerait avis au procureur-général-syndic du département, qui l'avertirait par écrit de rentrer dans son devoir, et, après la seconde monition, le poursuivrait pour le faire déclarer déchu de son traitement pour tout le temps de son absence.

« ART. 5. — Les évêques, les curés et les vicaires ne pourront accepter de charges, d'emplois ou de commis-

sions qui les obligeraient de s'éloigner de leurs diocèses ou de leurs paroisses, ou qui les enlèveraient aux fonctions de leur ministère; et ceux qui en sont actuellement pourvus, seront tenus de faire leur option dans le délai de trois mois, à compter de la notification qui leur sera faite du présent décret par le procureur-général-syndic de leur département; sinon, et après l'expiration de ce délai, leur office sera réputé vacant, et il leur sera donné un successeur en la forme ci-dessus prescrite.

« ART. 6. — Les évêques, les curés et vicaires pourront, comme citoyens actifs, assister aux assemblées primaires et électorales, y être nommés électeurs, députés aux législatures, élus membres du conseil général de la commune et du conseil des administrations des districts et des départemens; mais leurs fonctions sont déclarées incompatibles avec celles de maire et autres officiers municipaux, et de membres des directoires de district et de département; et s'ils étaient nommés, ils seraient tenus de faire leur option.

« ART. 7. — L'incompatibilité mentionnée dans l'article 6 n'aura effet que pour l'avenir; et si aucuns évêques, curés ou vicaires ont été appelés par les vœux de leurs concitoyens aux offices de maires et autres municipaux, ou nommés membres des directoires de district et de département, ils pourront continuer d'en exercer les fonctions. »

III. — INTERVENTION DE PIE VI¹.

Le pape, qui suivait avec une grande anxiété les événements de France et surtout les travaux de l'Assemblée nationale, intervint de bonne heure pour dénoncer et conjurer le mal. Se rendant bien compte de l'impossibilité qu'il y avait d'empêcher le vote de la loi, il s'efforça du moins d'en prévenir la sanction royale et la promulgation. Le 10 juillet 1790, il écrivit au roi Louis XVI une lettre émue et pressante :

« Nous ne doutons pas, ô notre très cher Fils dans le Christ, que par votre volonté intime et par votre esprit, vous ne soyez attaché à la religion catholique, apostolique, romaine, au centre de l'unité, au Saint-Siège, à Nous-même, à la foi de vos glorieux ancêtres. Cependant nous devons craindre, devant des discours trompeurs et captieux, que votre amour pour vos peuples ne s'illusionne, et qu'on n'abuse du désir dont vous brûlez d'organiser votre royaume et de lui rendre la paix et la tranquillité. Pour nous, nous tenons la place de Jésus-Christ sur la terre, et Il nous a confié le dépôt de la foi, il appartient donc à notre charge, non pas précisément de vous avertir de vos devoirs envers Dieu et envers vos peuples (car nous ne sachions pas que vous ayez jamais trahi votre conscience pour suivre les propos d'une vaine politique), mais, à cause de l'amour paternel que nous portons à votre âme, de faire connaître à Votre Majesté, et de lui dénoncer, comme une chose très certaine, que si vous approuvez les décrets relatifs au clergé, par le fait même, vous induisez en erreur votre nation toute entière, vous poussez votre royaume au schisme, peut-être même allumerez-vous une cruelle guerre religieuse. Pour nous, jusqu'à présent, nous

1. Cf. Pii VI Pont. Max. Acta quibus Ecclesiae catholicae calamitatibus in Gallia consultum est. MDCCCLXXI.

avons veillé avec grand soin à ce qu'aucun mouvement de ce genre ne fût excité à cause de nous, et nous n'avons employé d'autres armes que des prières inoffensives adressées à Dieu. Mais si la religion doit continuer à périliter parmi vous, il faudra bien que le chef de l'Église fasse éclater enfin une voix que tous entendent. Cependant, nous ne nous éloignerons jamais des lois de la véritable charité. Nous devons beaucoup au monde, nous le savons, mais à Dieu nous devons davantage.

« Gardez-vous, ô notre très cher fils dans le Christ, de croire qu'une assemblée politique et purement civile peut : changer la doctrine et la discipline universelle de l'Église, mépriser et tenir pour non avenues les décisions des saints Pères et des conciles, renverser la hiérarchie, légiférer sur l'élection des évêques, en un mot, troubler et déformer, par son caprice, tout l'édifice de l'Église catholique.

« Votre Majesté a dans son conseil deux archevêques, dont l'un pendant un long épiscopat a défendu la religion contre les incursions de l'incrédulité, l'autre est très instruit et versé dans tout ce qui regarde la religion et ses principes. Consultez-les, et avec eux les autres évêques et docteurs, nombreux dans le royaume, qui brillent par leur piété et par leur science, afin que votre salut éternel et celui de votre peuple ne soient pas mis en péril par une malheureuse approbation qui scandaliserait et offenserait tous les catholiques.

« Vous avez renoncé à bien des prérogatives personnelles, pour le bien de la nation, mais s'il était en votre pouvoir de céder les droits inhérens à la couronne royale, vous ne pouvez en rien aliéner et abandonner ce qui appartient à Dieu et à l'Église, vous qui êtes son Fils aîné.

« Comme chef de l'Église, nous sommes accablé d'une profonde tristesse, et nous avons aussi un motif bien grave de nous plaindre comme prince temporel. Votre Majesté sait très bien qu'Avignon en révolte s'est séparée de nous pour s'offrir à la puissance de la nation française. Nous sommes convaincu que la France n'acceptera jamais ce qui lui est ainsi offert, et que l'esprit de Votre Majesté rejettera complètement un semblable présent. Dans le cas con-

traire (en dehors de l'injure manifeste), un pareil précédent empêcherait la nation française de jamais réclamer, si quelques-unes de ses provinces faisaient défection, et se donnaient à la puissance limitrophe; chose qui peut très bien arriver dans une si grande effervescence de votre royaume.

« Plein de confiance en la divine Providence, et très attaché à la foi de nos pères, nous voulons attendre d'elle une utile protection. Pour ce qui nous regarde personnellement, nous ne pourrons jamais avoir l'esprit délivré de soucis et d'angoisses, tant que nous ne verrons pas assurés la tranquillité et le bonheur de Votre Majesté. C'est avec ce sentiment intime et paternel que très affectueusement nous accordons à Votre Majesté et à toute son auguste famille la bénédiction apostolique.

« Donné à Rome, à Sainte-Marie Majeure, sous l'anneau du Pêcheur, le 10 juillet 1790, de notre pontificat l'année seizième. »

La lettre écrite, le même jour, à l'archevêque de Bordeaux est peut-être plus forte encore et plus pressante :

« La confiance entretenue en nous par la communication que vous avez bien voulu nous faire, excite notre âme apostolique à enflammer votre zèle pour la religion, devant les nécessités de ces temps qui mettent en grand péril la monarchie française. Vous avez été témoin vous-même des troubles très graves qui ont enveloppé et presque détruit, dans l'espace de quelques mois, la ville de Paris et même le royaume tout entier. A ces graves nouvelles, craignant d'exciter davantage la fureur des meneurs, nous avons pensé préférable, pour ce qui nous regarde, de nous taire, et, en attendant, par des prières publiques et privées, de recourir à Dieu et de lui demander, pour la France, la tranquillité et le rétablissement de l'ordre. Cependant ces troubles augmentant, au point que des juges tout à fait incompetents ne craignent pas d'étendre la main sur le propitiatoire, nous ne pouvons pas persister dans ce silence, et ne pas éclater librement en paroles qui s'imposent à Nous.

« Les derniers décrets émanés de l'Assemblée nationale sont tels qu'ils répugnent à l'unité de l'Eglise catholique, et rompent les communications de ce royaume avec le Siège Apostolique. Si le roi est amené à leur donner sa sanction, c'est le schisme qui est introduit : le Roi très-chrétien, le Fils aîné de l'Eglise devient schismatique, schismatiques aussi les évêques qui seraient créés selon la forme prescrite dans ces décrets ! Nous-même alors serions obligé de les déclarer pasteurs intrus et privés de toute juridiction ecclésiastique.

« Vous-même, Vénérable Frère, vous voyez clairement que les projets des novateurs d'aujourd'hui ne visent et ne poursuivent rien autre chose : que d'abolir le nom catholique, de confirmer les impies dans leur incrédulité, d'amener les croyants à perdre la foi ; pour cela ils mettent en avant le nom trop beau de liberté, mais d'une liberté fugitive et instable qui ouvre la porte à toute espèce de licences. Aussi, nous est-il impossible de ne pas nous opposer à des projets si pervers, quels que soient les moyens qui, avec la grâce de Dieu, se trouvent à notre disposition. Et comme, en ce moment, nous croyons devoir réclamer le secours de nos vénérables frères les évêques, surtout de ceux qui ont leur entrée chez le roi, et qui plus facilement peuvent insinuer à son esprit très bon, le devoir de ne pas en venir à sanctionner ces décrets pestilentiels, nous recourons avant tous les autres à vous, comme à celui qui, par ses mérites et par l'estime qui en découle, est mieux vu du Roi.

« Certes, nous ne pensons pas devoir vous remettre en mémoire la profession émise dans votre consécration, nous sommes assuré qu'elle vous est toujours présente à l'esprit, mais nous devons vous dire que la principale et la plus grande obligation qui en découle en ce moment, est de détourner le Roi de la fatale sanction, pour l'empêcher de s'exclure lui-même et d'exclure ses peuples du royaume du ciel. Nous n'ignorons nullement son état présent, et combien il est digne de pitié, puisqu'il se trouve sous le coup de la violence populaire, mais nous savons aussi que son esprit ne doit pas se laisser entraîner par une populace frénétique, qui, foulant aux pieds tous les liens sacrés, et excitée par ses passions, court au

précipice. Ses devoirs envers Dieu sont immuables, et ils ne peuvent pour aucune raison être dissimulés, formerait-il lui-même dans son esprit le projet de les remplir de nouveau, quand ces temps troublés seront changés.

« Nous-même, par le courrier de ce jour, envoyons au Roi des lettres rédigées en forme confidentielle, nous l'avertissons de ses devoirs, nous l'encourageons à se montrer ferme et énergique, autant qu'il est en nous ; mais vous qui approchez sa personne, vous pourrez agir de vive voix sur lui beaucoup plus efficacement que nous, à qui il n'est possible que d'écrire des lettres. Nous espérons donc vivement que, Dieu aidant, le succès le plus complet couronnera votre intervention, ménagée au moment voulu, et que nous recevrons de vous une réponse qui, dans l'affliction immense de notre esprit, nous apportera une grande consolation.

« En demandant à l'Esprit divin de vous inspirer des discours opportuns et salutaires, nous vous accordons affectueusement du fond du cœur la bénédiction apostolique.

« Donné à Rome, à Sainte-Marie Majeure, sous l'anneau du Pêcheur, le 10 juillet 1790, de notre pontificat l'année seizième.

« Pius qui supra. »

Enfin, ce même jour, pour que rien ne fût négligé, Pie VI écrivit encore à l'archevêque de Vienne, lui aussi ministre du Roi. Cette troisième lettre achève de nous faire connaître l'état d'âme du pape, et de nous prouver combien il voyait juste dans les affaires religieuses de la France :

« Les derniers décrets pris par l'Assemblée nationale française sur les choses ecclésiastiques, présentent un même caractère d'erreur et de nullité : d'erreur d'abord parce qu'ils contiennent une doctrine fausse, puis de nullité parce qu'ils sont émis par une autorité incompétente. Quelles sont, à cause de cela, la tristesse de notre esprit, et notre douleur intime, vous pouvez, en réfléchissant, Véné-

nable Frère, le comprendre par vous-même, mieux que nous ne saurions vous l'exprimer par des paroles. Dans l'affliction qui nous opprime, nous serions tout à fait inconsolable, si le Roi très-chrétien accordait la sanction à ces décrets ! De cet acte de l'autorité royale, que sortirait-il autre chose sinon le schisme, qui interromprait toute communication du royaume de France avec le centre de l'unité établie, de droit divin, dans ce Siège Apostolique. Ce Roi donc, qui porte le nom glorieux de très-chrétien, deviendrait, oh ! douleur ! schismatique, schismatiques aussi tous les évêques élus d'après les règles énoncées par l'Assemblée nationale, et nous serions obligé de les déclarer nous-même exclus de la communion des fidèles ! Dans cette extrémité, quelle ne serait pas l'angoisse de notre cœur, en voyant perdu, pendant notre Pontificat, un royaume si vaste et si méritant de l'Eglise, en voyant le triomphe, sur cette Eglise, des incrédules, qui déjà, par leur refus de déclarer *dominante* la religion catholique, ont cherché clairement à abolir le nom du catholicisme et à entraîner misérablement le plus grand nombre d'âmes possible dans la perdition ! Cependant jusqu'à présent, nous avons contenu notre voix apostolique pour ne pas irriter davantage les esprits des incrédules en délire, et nous n'avons cessé, par des prières publiques et privées, d'implorer le secours divin. Mais maintenant, voyant que l'on marche quand même et rapidement à la ruine complète, nous jugeons qu'il ne nous est pas permis de nous taire plus longtemps.

« C'est au roi lui-même que, par le courrier de ce jour, nous envoyons des lettres écrites en forme confidentielle, par lesquelles nous nous efforçons, avec toute l'ardeur dont nous sommes capable, de le détourner de sanctionner, d'affermir, de confirmer les décrets en question. Mais comme nous ne pouvons l'exhorter nous-même de vive voix, ce qui serait beaucoup plus efficace, nous avons recours pour cela à nos vénérables frères, les évêques, qui peuvent parler au Roi, parce qu'ils sont bien vus de lui, à cause de leurs mérites. Vous êtes un de ces évêques, et un des plus aptes à remplir une si grande mission, vous qui dans le passé avez donné des preuves éclatantes de votre zèle, en soutenant et en défendant la doctrine sacrée. Dans les circonstances actuelles, il est tout à fait urgent d'exercer de nouveau ce zèle, aussi nous comptons tout particulièrement sur votre

vertu bien connue, Vénérable Frère, pour vous engager à entreprendre avec empressement cette œuvre très importante, et à sauver la religion, le Roi et votre patrie. Vous pourrez facilement, étant donnée la bonté du Roi, amener son esprit à s'abstenir de la sanction fatale, bien que par ailleurs la résistance de sa part soit pleine de péril; mais la vérité catholique ne peut en aucun temps être dissimulée, même avec l'intention de revenir à elle, quand l'état des choses serait changé. Si vous insistez auprès du Roi sur ces raisons, avec une force vraiment apostolique, comme nous vous en supplions par les mérites de Notre-Seigneur Jésus-Christ, nous espérons vivement qu'un effort si glorieux de votre part obtiendra le meilleur résultat, nous le désirons vivement avec tous les gens de bien, et nous nous le promettons à nous-même.

« Attendant cela de la divine miséricorde, par votre concours, nous vous accordons en ce moment, Vénérable Frère, avec une grande affection, la bénédiction apostolique, comme gage de la plus grande bienveillance pontificale.

« Donné à Rome, à Sainte-Marie Majeure, sous l'anneau du Pêcheur, le 10 juillet 1790, de notre pontificat l'année seizième.

« Pius qui supra. »

L'archevêque de Vienne écrivit au pape, le 29 juillet 1790, qu'il ferait tout ce qui était en son pouvoir, pour répondre au désir de Sa Sainteté. Sa lettre contient en particulier ce grave passage : « Dieu éloigne de
« moi, je l'attends de Sa Miséricorde, le malheur d'ache-
« miner, avec le déshonneur et sous le poids du crime
« énorme de la Foi trahie ou désertée, mes cheveux
« blancs dans la tombe ».

L'archevêque de Bordeaux répondit à son tour, le 5 août 1790. Il déclara qu'il n'avait nullement besoin d'être excité à défendre les droits de la Religion, de

l'Église, du Pape, et qu'il saurait, quelles que fussent les difficultés du temps, remplir tout son devoir.

Or, malgré les supplications et les instances du pape, malgré les protestations de fidélité et de dévouement multipliées dans leurs réponses, les deux archevêques gardèrent les lettres pontificales, sans les communiquer, et ne firent rien pour empêcher la sanction royale. Faut-il attribuer cette attitude étrange à leur état d'esprit particulier, aux graves difficultés du moment, à l'aveuglement général sur la nature des événements qui se précipitaient avec une rapidité vertigineuse ? Qui pourrait le dire ?

Quant à l'infortuné Louis XVI, des lettres comme celle de Pie VI ne servaient qu'à le rendre plus perplexe, et à lui enlever davantage la sérénité nécessaire pour bien juger la situation. Fils soumis de l'Église, il écrivit encore deux fois au pape pour demander l'approbation provisoire de quelques articles de la Constitution civile du clergé. Le pape lui répondit qu'il faisait étudier la question par une congrégation particulière de vingt cardinaux et par des théologiens et des canonistes choisis. Louis XVI aurait dû patienter et chercher lui-même à gagner du temps, mais incapable d'attendre la réponse promise par le pape, il donna tout à coup la sanction royale à la Constitution civile du clergé, le 24 août 1790. Les pires prévisions de Pie VI allaient se réaliser, et très vite.

Rome étudia donc les articles de la Constitution civile du clergé avec une sage lenteur. Fidèle en cela

aux traditions séculaires de l'Église, dans la condamnation des hérésies, elle évita de rien précipiter. Du reste, comme l'exposait très bien le pape à Louis XVI, dans les lettres des 17 août et 22 septembre 1790, elle dut examiner la question sous toutes ses faces, ce qui nécessairement demanda du temps. En outre le pape et la Congrégation extraordinaire de cardinaux créée par lui voulaient laisser aux évêques de France le temps de se concerter, de donner leur avis et de chercher sur les lieux un remède à une situation très grave que de loin on pouvait moins bien juger. Le pape revient plusieurs fois sur cette nécessité pour lui et pour les Cardinaux, ses conseillers, de connaître la manière de voir des évêques de France, avant de prendre des mesures radicales d'où dépendait l'avenir de l'Église gallicane. Au mois d'octobre 1790, l'Épiscopat français, très uni devant la persécution grandissante, eut une occasion admirable de faire connaître son sentiment, et Pie VI se hâta d'en profiter pour préciser davantage la pensée du Saint-Siège, avant de la promulguer solennellement et d'en arriver aux condamnations qui étaient inévitables.

Trente évêques, députés de l'Assemblée, voyant la Constitution civile du clergé votée et promulguée malgré leurs efforts et leur résistance, rédigèrent au plus tôt une lettre intitulée : *Exposition des principes sur la Constitution civile du clergé*, où ils faisaient de cette constitution une réfutation claire et complète ; ils la signèrent le 30 octobre 1790. Quatre-vingt-dix-huit députés ecclésiastiques et bientôt cent dix-neuf évêques,

sur cent trente-quatre¹ que comptait la France, adhèrent à cette lettre, la signèrent à leur tour et s'unirent ainsi fortement sur le terrain de l'affirmation des vrais principes. Pie VI s'empressa d'écrire aux évêques signataires de cette *Exposition des principes*², et leur exposa, avec ampleur et une grande autorité, la doctrine catholique, après avoir insisté, comme il convenait, sur l'histoire et sur l'état de la question.

Il commence par déclarer que l'importance du sujet et les affaires pressantes dont il est accablé, l'ont empêché de répondre plus tôt à leur lettre du 10 octobre précédent, lettre dont la lecture avait renouvelé l'immensité de ses peines, en lui montrant la conspiration de tous contre le sanctuaire, et la consommation de l'iniquité.

Dans les commencements, la prudence lui avait conseillé le silence, et il s'était contenté de prier et de faire prier. Cependant dès le 29 mars 1790, il avait réuni en consistoire les Cardinaux, et les avait mis au courant des atteintes portées déjà contre la religion catholique en France. Vers le milieu de juillet, il avait reçu le texte de la Constitution civile du clergé, et avait frémi en en faisant la lecture. A la fin du mois d'août, une lettre pressante du roi Louis XVI était arrivée,

1. Le nombre des évêchés de France montait en 1790 à 130, on y ajoute ordinairement les quatre de la province d'Avignon. En 1790, et au moment des graves événements dont nous parlons, quelques sièges étaient vacants, quelques évêques malades étaient dans l'impossibilité de se mêler à la lutte.

2. « Dilecto Filio Nostro Dominico S. R. E. Presbytero Cardinali de Rupefucaldio et Ven. Fr. Archiepiscopo aquensi, aliisque subscriptis Expositioni super Principiis Constitutionis cleri ».

demandant la confirmation pontificale, au moins par manière de provision, de cinq articles de la nouvelle constitution déjà revêtue de la sanction royale. Par égard pour le prince, il avait nommé une congrégation de vingt cardinaux pour examiner la question, et, en attendant, avait prié le Roi, dans des lettres confidentielles, d'interroger les évêques de France et de lui faire connaître leurs sentiments, mais jusqu'à la lettre du 10 octobre, il n'avait reçu que des mandements ou des lettres isolés, d'ailleurs pleins de l'esprit évangélique.

En même temps qu'arrivait, d'abord manuscrite puis imprimée, la lettre du 10 octobre sur les Principes de la Constitution civile du clergé, une nouvelle lettre du Roi demandait l'approbation pontificale provisoire pour sept autres décrets de l'Assemblée, et disait le cruel embarras du prince sollicité de donner la sanction royale au décret du 27 novembre qui imposait aux Ecclésiastiques le serment à la Constitution. Le pape avait répondu comme précédemment qu'il ne porterait son jugement sur les articles proposés qu'après avoir connu le sentiment de la majorité des évêques. Le Roi insistait sur l'acceptation de trois points : 1^o sur la suppression des anciens sièges comme sur l'érection des nouvelles métropoles et des nouveaux évêchés ; 2^o sur l'autorité donnée aux métropolitains et aux évêques d'ériger de nouveaux évêchés sans tenir compte des formes canoniques ; enfin 3^o sur le nouveau mode d'institution canonique.

Le pape, décidé à ne se prononcer qu'après avoir

connu le sentiment des évêques, voulait relever dès à présent que le principe même sur lequel était fondée la Constitution civile du clergé ne pouvait être exempt de la note d'hérésie, d'après le concile de Sens de 1527 tenu contre les hérésies des Luthériens, et d'après une lettre écrite par Benoît XIV aux évêques de Pologne le 5 mars 1755 contre l'opuscule intitulé : « Principes sur l'essence, la distinction et les limites des deux puissances spirituelle et temporelle. Ouvrage postume du Père Laborde de l'Oratoire. » En effet, ajoute Pie VI, Jésus-Christ a donné aux apôtres et à leurs successeurs une puissance indépendante de toute autre.

Tous les Pères l'ont proclamé avec Osius, S. Athanase, S. Jean Chrysostome; les Conciles l'ont décrété; les rois de France eux-mêmes l'ont reconnu jusqu'à Louis XV aïeul du roi actuel. « Or, continue le pape, « c'est contre un enseignement si bien établi dans « l'Église, que l'Assemblée s'arroge le pouvoir de « prendre tant de décisions si graves, également con- « traires au dogme et à la discipline ecclésiastique, et « en outre d'astreindre les évêques et les ecclésiastiques « à se soumettre par serment à l'exécution de son « décret. Ceux-là certes ne s'en étonneront pas qui, « par la manière même dont l'Assemblée s'est consti- « tuée, comprennent sans peine que le but évident « poursuivi par elle, est d'abolir à la fois la religion « catholique et l'obéissance due aux rois. C'est pour « cela qu'elle érige en principe que l'homme, vivant « en société, jouit d'une liberté absolue, et ne peut être

« troublé en rien au sujet de la Religion ; qu'il est en
« son pouvoir, sur cette même Religion, de penser, de
« dire, d'écrire et d'imprimer tout ce qu'il veut. Ce
« sont ces énormités qu'elle a déclaré dériver et éma-
« ner de l'égalité des hommes entre eux et de la liberté
« de nature. Mais peut-on imaginer quelque chose de
« plus insensé que d'établir entre les hommes une pa-
« reille égalité et une pareille liberté, sans rien accor-
« der à la raison, dont a été plus spécialement doué le
« genre humain, et par laquelle il se distingue des
« autres animaux ? » Le pape, poursuivant son argu-
mentation, rappelle que l'homme, à peine créé et placé
dans le paradis de délices, reçut de Dieu un comman-
dement qui restreignait sa liberté. Les lois divines
augmentèrent sous Moïse, et s'il est vrai, selon la pa-
role de l'Ecclésiastique, que Dieu a laissé l'homme au
gré de son conseil, pour lui permettre de mériter et de
démériter, il est vrai aussi qu'il lui a donné des com-
mandements et des préceptes qui le conservent lui-
même quand il sait les garder et les observer.

« Où est donc, poursuit le pape, cette liberté de
« penser et d'agir que les décrets de l'Assemblée attri-
« buent à l'homme, comme un droit inaliénable de la
« nature elle-même ? Il faudra donc, pour suivre l'en-
« seignement de ces décrets, aller contre le droit du
« Créateur qui nous a donné l'être, et à la libéralité
« duquel nous devons rapporter tout ce que nous som-
« mes, et tout ce que nous avons ».

L'homme doit vivre non seulement pour lui, mais

pour les autres; dans sa faiblesse, il a besoin de l'appui et de l'aide de ses semblables. Il doit tout rapporter à son Créateur, il doit se laisser diriger et conduire par ses supérieurs, il doit organiser sa vie d'après les principes de la raison, de l'humanité, de la Religion, d'où apparaît l'inanité de l'égalité et de la liberté portées si haut.

La société civile demande un pouvoir qui vienne, non du contrat social, mais de Dieu, comme l'enseigne S. Paul dans l'épître aux Romains.

« Pour réfuter ces absurdes assertions sur la liberté,
 « il peut suffire de dire que des propositions de ce
 « genre émises par les Vaudois et les Bégards furent
 « condamnées par Clément V, avec l'approbation du
 « Concile œcuménique de Vienne, puis elles furent
 « reprises par les Wicléphistes et enfin par Luther qui
 « prononça ces paroles : Nous sommes libres vis-à-vis
 « de tous ».

Le pape n'entend parler en rien des lois civiles, il veut seulement réserver les droits de l'Église et du Saint-Siège. Il reconnaît que les infidèles et les juifs ne sont pas tenus à l'obéissance envers l'Église, tandis que ceux qui ont été baptisés peuvent toujours y être contraints, et il cite à l'appui de sa doctrine S. Thomas, Benoît XIV, S. Augustin.

Il passe ensuite à d'autres erreurs professées par l'Assemblée nationale, et, avant tout, à la négation de la primauté du Saint-Siège que la nouvelle constitution empêche les évêques de reconnaître. Pie VI s'en plaint

vivement et supplie les évêques de ne pas s'engager par serment à méconnaître cette primauté. Il réfute l'objection tirée d'une lettre adressée par le pape Hormisdas à Épiphane, patriarche de Constantinople, et appuie son assertion sur une belle page du pape S. Léon IX, et sur le concile de Trente.

Un des sophismes les plus en vogue, parmi les partisans de la Constitution civile, était que l'Assemblée n'avait pas touché au dogme, et que la discipline avait toujours varié avec les nécessités des temps. Pie VI proteste, et déclare que plusieurs décrets de l'Assemblée sont contraires au dogme très pur et immuable de l'Église. Quant à la discipline, ce n'est pas aux laïcs à la modifier, et il prouve largement son assertion.

Pour mieux l'appuyer, il montre le lien intime qui unit la discipline au dogme, et la sévérité soit du concile *in Trullo* et du concile de Trente, soit du pape Alexandre VII en 1661, contre les violateurs de la discipline ecclésiastique. Toujours dans le même ordre d'idées, il montre comment les papes, obligés quelquefois de faire des concessions sur les questions disciplinaires, durent très vite revenir aux pratiques anciennes, et il rappelle l'usage du calice permis par Pie IV à la prière de l'empereur Ferdinand et d'Albert duc de Bavière, puis retiré par Pie V, dès le commencement de son pontificat.

Il en vient alors à l'examen de quelques articles de la Constitution civile du clergé, et avant tout aux questions très graves de la suppression de plusieurs métropoles et évêchés, de la division de quelques autres, de

l'érection de sièges nouveaux. Il n'admet pas, appuyé sur l'autorité du pape S. Innocent I, que, des changements survenus dans la désignation des chefs-lieux de la juridiction civile, découle la nécessité de changements semblables dans l'exercice de la juridiction ecclésiastique.

On nous demande, ajoute-t-il, d'approuver la division des diocèses inaugurée par l'Assemblée; nous ne le pouvons pas, à cause de l'origine de cette division nouvelle, et parce que tous les diocèses d'un grand royaume en sont complètement bouleversés.

Suit l'examen du nouveau mode d'élire les évêques, qui est tout à fait contraire au concordat établi entre Léon X et François I^{er}, concordat approuvé par le cinquième Concile général de Latran, et qu'une application de 250 ans avait rendu loi du royaume. L'Assemblée veut que ces élections soient faites exclusivement par le peuple, mais de nombreux exemples prouvent que, dans l'antiquité, le peuple n'avait qu'une part restreinte dans ces élections, part que de malheureux abus firent encore supprimer. Or le peuple alors était tout entier catholique. D'après le décret de l'Assemblée, les juifs, les hérétiques, les impies peuvent avoir une grande part dans l'élection des évêques, ne pourraient-ils pas en venir quelquefois à élire, comme premiers pasteurs, des partisans de leurs erreurs?

Dans le nouveau décret, il y a une chose encore plus odieuse que le mode d'élection, c'est le mode de confirmation. L'élu doit la demander au métropolitain ou

à l'évêque plus ancien de la province ; ce dernier, s'il la refuse, doit mettre par écrit les raisons de son refus, et appel comme d'abus peut être interjeté contre lui auprès des magistrats civils qui jugeront ainsi les métropolitains et les évêques, c'est-à-dire ceux en qui résident, de droit divin, le pouvoir de prononcer sur les mœurs et sur la doctrine.

Enfin il est clair que l'Assemblée veut détruire l'autorité épiscopale, car elle donne aux évêques un conseil de prêtres, sans l'avis desquels ils ne peuvent prendre aucune décision. Elle place même les évêques au-dessous des prêtres, car ils ne peuvent éloigner un conseiller ou prendre une décision que de l'avis de la majorité de leurs vicaires, alors que dans l'Église, les chapitres n'ont que voix consultative. En outre quelques-uns de ces vicaires font de droit partie du conseil épiscopal, alors que l'évêque peut avoir de justes raisons de les récuser et de les éloigner.

Pour les séminaires, dont l'évêque est certainement le chef et le premier administrateur, l'Assemblée veut que les supérieurs et les directeurs soient pris parmi les vicaires épiscopaux, et qu'ils ne puissent être changés, sans l'avis de ces mêmes vicaires.

Le traitement donné de trois mois en trois mois aux évêques, ne les regarde-t-il pas comme des mercenaires et respecte-t-il assez leur dignité, et les besoins spéciaux qu'ils peuvent avoir dans des circonstances particulières ?

Les remarques faites sur la suppression des évêchés,

s'imposent pour la suppression des paroisses. L'Assemblée veut qu'un seul curé suffise à 6.000 habitants; n'a-t-elle pas l'intention de priver les fidèles des secours spirituels? Comment un curé peut-il seul remplir une pareille charge, surtout après la suppression des ordres religieux sur le concours desquels il ne peut plus compter?

Le pape passe à la confiscation des biens ecclésiastiques et il prouve, par de nombreux témoignages, le caractère sacré et inviolable de ces biens; puis il montre que le but poursuivi par l'Assemblée a été la cessation du culte divin, et l'abolition d'institutions ecclésiastiques dont l'origine remontait à la plus haute antiquité.

Il en vient aux ordres religieux. Après avoir rappelé la confiscation de leurs biens, suivie bientôt de leur suppression pure et simple, il dit leur grande utilité dans l'Église, et se plaît à multiplier, en leur faveur, les citations et les témoignages des siècles; il proteste tout particulièrement contre les décrets qui méconnaissent les vœux solennels. Une page émue est consacrée aux Vierges consacrées à Dieu qui, chassées de leurs monastères, ont fait monter leurs plaintes jusqu'au Siège Apostolique; le pape demande aux évêques de leur venir en aide par tous les moyens qui seront en leurs pouvoirs.

A cet endroit de sa lettre, le pape déclare recevoir tout à coup la triste nouvelle du serment prêté par l'évêque d'Autun, il en dit sa peine profonde, et ajoute qu'il a dû pour ce motif interrompre un instant la ré-

daction de son encyclique. Il a enfin repris sa plume. Il flétrit le serment indigne de l'évêque infidèle, il dénonce le malheureux comme parjure volontaire et sacrilège, opposé aux dogmes ainsi qu'aux droits les plus sacrés de l'Église, puis il lui présente un modèle à imiter : saint Thomas de Cantorbéry qui, trompé un instant, prêta un serment malheureux, mais en demanda l'absolution au pontife romain, et sut mourir martyr. Il s'étend sur le cas de ce pauvre évêque, établit un parallèle heureux entre l'Assemblée nationale française et Henri II d'Angleterre, tourmentés tous les deux, après la confiscation des biens de l'Église, par la manie d'exiger des évêques un malheureux serment, source de confusion entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel ; puis il continue la comparaison avec le roi Henri VIII qui usurpa le pouvoir spirituel et détruisit l'Église romaine en Angleterre.

Revenant bientôt à la situation actuelle de l'Église de France, il met en opposition Talleyrand prêtant le serment, sans aucune restriction, avec l'ensemble des évêques français restés attachés, comme il convient, à la Loi de Dieu. A cette occasion, il cite la belle page de l'*Histoire des Variations des églises protestantes* où Bossuet établit un parallèle saisissant entre saint Thomas de Cantorbéry fidèle jusqu'au martyre et Thomas Cramner lâche jusqu'à prostituer sa conscience pour faire plaisir au roi. Il se plaît aussi à exalter l'attitude du chapitre d'Autun, se séparant hardiment de son évêque, et lui faisant une leçon bien méritée.

Il rappelle à Talleyrand et à ses imitateurs comment les évêques du concile d'Arimini furent rappelés au devoir par le pape Libère, comment Saturnin d'Arles, obstiné dans l'hérésie arienne, fut chassé de son siège par saint Hilaire de Poitiers, comment la sentence de Libère confirmée par le pape Damase devint, dans un concile de 90 évêques, la règle des Orientaux par l'abjuration des erreurs et par le retour à l'Eglise catholique. Et il déclare que si Talleyrand et ses imitateurs ne rétractent pas leur serment, il devra sévir contre eux.

Le pape termine sa lettre par une touchante exhortation aux évêques de l'Adresse, à qui il demande de lui faire connaître ce qu'ils jugent opportun de voir faire par le Saint-Siège, pour amener la conciliation des esprits. A une si grande distance, il ne peut s'en rendre compte lui-même, comme il convient.

Cette lettre pontificale, très importante en elle-même, est un document précieux pour l'histoire du serment et pour l'intelligence de la double intervention du Saint-Siège et de l'épiscopat français, aussi fermes que prudents dans la lutte contre ce malheureux serment.

Le 3 mai 1791, les évêques répondirent au pape. Ils protestèrent de leur attachement au Saint-Siège et déclarèrent que le jugement du Souverain Pontife était le leur et celui de l'Eglise universelle : personne ne pouvait plus ignorer l'opposition radicale qui existait entre la Constitution civile du clergé et la foi elle-même ou la discipline, pour lesquelles ils promettaient de combattre, de vivre et de mourir. N'est-il pas manifeste,

ajoutaient-ils, que sur ce grave sujet une même manière de voir se rencontre chez le Souverain Pontife, chez Nous, et dans l'Église universelle ?

Les fidèles, continuent les évêques, ne seront plus tourmentés par le doute, ils n'ignoreront plus leur devoir, et, capables désormais de se former la conscience, ils ne tomberont plus d'eux-mêmes dans le parjure. Il ne sera plus permis d'ignorer que cette nouvelle Constitution du clergé gallican, loin de devoir être consacrée par l'autorité apostolique, ne peut nullement s'accorder avec la foi et les pratiques de l'antique religion, dans laquelle il nous a été donné de naître, et dans laquelle nous voulons vivre et mourir.

Quant à une voie de conciliation, ils n'en aperçoivent pas, tant est grande l'opposition entre la constitution nouvelle et l'Évangile; aussi s'en rapportent-ils purement et simplement à la sagesse du Saint-Siège, se contentant de dire au pape : « Élevez-vous, Très Saint Père, dans toute la sagesse et la liberté de votre ministère¹. »

En même temps qu'il faisait connaître aux évêques de France toute sa pensée sur la Constitution civile du clergé, Pie VI écrivait à Louis XVI, pour lui remettre un exemplaire de cette lettre et pour lui exposer la cause du retard de la réponse pontificale : Tout d'abord le roi s'était tellement hâté de donner sa sanction à la Constitution civile du clergé, que le pape

1. Cf. Theiner.

n'avait pas eu le temps matériel nécessaire pour rédiger sa réponse. Apprenant bientôt que la sanction royale était donnée, il avait voulu tout étudier à loisir, d'autant plus que la Constitution civile du clergé était contraire à la doctrine catholique, et ne pouvait en aucune manière se concilier avec la foi. Aussi était-il impossible de lui donner une approbation, même provisoire et pour un temps très court.

Par ailleurs, d'autres affaires urgentes absorbaient les moments du pape qui devait trouver du temps pour chaque chose. Puis, désireux de couper court aux calomnies des philosophes modernes, il était heureux de pouvoir donner aux évêques de France le temps d'exposer librement leur manière de voir, avant la promulgation d'un acte pontifical quelconque; n'était-ce pas le meilleur moyen d'obliger les réfractaires à convenir que les évêques, dans leurs protestations, n'étaient poussés que par le respect et par l'amour de la vérité?

Après une étude approfondie, il devenait évident que la note d'hérétique ne pouvait être évitée par celui qui prêtait le serment civique, puisqu'il promettait d'observer des pratiques contenant des monceaux d'hérésies, comme le Roi pouvait s'en convaincre en lisant la réponse envoyée aux évêques. Quand Sa Majesté, qui avait promis de vivre et de mourir dans la fidélité à notre sainte religion, en viendrait à comprendre que, par la sanction donnée au décret, elle avait séparé de l'Église tous ceux qui ont prêté le serment, elle trou-

verait dans ce fait une cause persistante d'intime et amère douleur, d'autant qu'elle avait de la sorte rejeté la gloire très grande de défendre la religion dans son royaume, et qu'elle avait dégénéré de ses ancêtres qui l'avaient toujours protégée avec un grand soin et une particulière intrépidité. Malgré la peine qu'il doit lui faire, le pape rappelle à Louis XVI quelques exemples du courage avec lequel les rois ses prédécesseurs avaient défendu la religion et les droits de l'Église.

Le pape sait fort bien la distance qui sépare les lois civiles des lois ecclésiastiques ; il veut qu'on obéisse aux premières, il ne peut pas permettre qu'on viole les secondes, il invite donc le roi à se bien rendre compte de l'état de son royaume, où la base même de la religion est complètement renversée. Il doit mettre ordre à sa conscience, veiller à son salut, prendre conseil des évêques, pour que le corps sacerdotal puisse se maintenir dans la foi de ses pères. Lui-même, au milieu d'une tempête si horrible, préfère suivre les voies de douceur, et demande aux évêques par quels moyens ils espèrent subvenir aux nécessités de leurs diocèses.

Il a parlé plus longuement de l'évêque d'Autun qui, le premier, a donné au monde le très grave scandale du serment prêté ; il a entendu parler de la même manière des autres évêques jureurs, et en particulier du cardinal de Loménie. Ce dernier a lui-même averti le Saint-Siège de sa défection. Le pape lui a répondu aussitôt, et il envoie au roi un exemplaire de cette réponse. Sa Majesté ne doit pas s'étonner de voir le pape

agir envers les évêques d'Autun, de Sens et les deux autres jureurs comme ont agi ses prédécesseurs dans des cas semblables.

Le roi veillera donc à ne pas confondre le spirituel et le temporel ; fidèle au serment qu'il a prêté au jour de son couronnement, il n'ira jamais contre la charge de monarque très chrétien ou la dignité de fils aîné de l'Église, mais il agira de manière à obtenir l'approbation du Roi des rois, de l'Église universelle et du Siège Apostolique.

Cette lettre, que nous nous contentons de résumer, complète la réponse envoyée par le pape aux évêques, et explique à elle seule, par ses considérations trop fondées et par ses expressions sévères, les perplexités de conscience auxquelles le malheureux Louis XVI fut en butte jusqu'à la mort.

Enfin, le 13 avril 1791, parut le bref *Charitas* qui fulmina, contre la Constitution civile du clergé, et contre le serment du 27 novembre, la condamnation solennelle attendue depuis longtemps. Il est adressé :
 « A nos chers Fils les cardinaux de la sainte Église
 « romaine, à nos Vénérables Frères les Archevêques et
 « Évêques, à nos chers Fils les Chapitres, le Clergé et
 « le Peuple du Royaume de France ».

La charité, dit le pape, supporte et souffre tout, aussi longtemps qu'il y a espoir de voir la douceur remédier aux différentes erreurs. Si les erreurs en arrivent à dégénérer en schisme, la charité elle-même, non moins que la charge de suprême pasteur, deman-

dent qu'un remède soit apporté au mal, et que les coupables soient instruits de la gravité de leur faute et des peines qu'ils ont encourues. De cette manière ils sont ramenés dans le sein de l'Église toujours prête à les recevoir, et les fidèles n'ont plus à craindre les embûches des mauvais pasteurs.

Fidèle à ces principes, le pape, en voyant la guerre faite à la religion par les philosophes novateurs qui constituent la majorité de l'Assemblée, se contenta tout d'abord de gémir devant Dieu et d'ordonner des prières privées et publiques.

Le 9 juillet 1790¹, il écrivit à Louis XVI pour le détourner de donner la sanction royale à la Constitution civile du clergé qui allait induire la nation dans l'erreur et le royaume dans le schisme. Il était inadmissible en effet qu'une assemblée politique bouleversât l'Église et détruisît ses plus sages institutions. Pour appuyer ses exhortations au prince, il envoya, le 10 du même mois, deux autres lettres en forme de bref, aux archevêques de Bordeaux et de Vienne, ministres du Roi, leur demandant d'unir leurs conseils aux siens, et d'empêcher la fatale sanction qui devait jeter le royaume dans le schisme, et l'obliger lui-même à déclarer les nouveaux évêques : intrus et privés de toute juridiction ecclésiastique. Et afin de montrer que seul l'intérêt de la religion le guidait en tout cela, il avait ordonné de suspendre l'exaction des taxes perçues par

1. La lettre porte la date du 10 juillet.

les Congrégations ou les tribunaux romains, pour les différentes expéditions d'affaires, d'après des conventions anciennes et la coutume perpétuelle.

Cédant aux instances de l'Assemblée, le Roi donna la malheureuse sanction, et, dans des lettres des 28 juillet, 6 septembre et 16 décembre, il demanda l'approbation pontificale, au moins provisoire, d'abord pour cinq, puis pour sept articles qui formaient comme l'abrégé de la nouvelle constitution.

Le pape avait vu immédiatement l'impossibilité de donner l'approbation demandée, mais pour fermer la bouche aux détracteurs, et dans un grand esprit de conciliation, il avait écrit au Roi, le 17 août, qu'une Congrégation spéciale de Cardinaux, instituée par lui, allait examiner la question. Ces cardinaux, réunis les 24 septembre et 16 décembre 1790, décidèrent eux aussi de demander l'avis des évêques de France qui pouvaient suggérer des idées auxquelles on ne pensait pas à Rome, à cause de l'éloignement des lieux et de l'ignorance des personnes.

En attendant, le pape avait trouvé un adoucissement à sa douleur dans le fait que la majeure partie des évêques de France, restés fidèles, se montraient vivement opposés à la nouvelle constitution. Sa joie avait augmenté quand le cardinal de La Rochefoucauld, l'archevêque d'Arles, les autres archevêques et évêques, au nombre de trente, avaient recouru au Saint-Siège et lui avaient envoyé, le 10 octobre, l'*Exposition sur les principes de la Constitution civile du clergé*, lui

demandant de leur tracer une ligne de conduite. Puis le nombre des évêques signataires était monté à cent trente et un, quatre seulement s'étant montrés d'un avis différent. Aux évêques s'étaient jointes la multitude des chapitres et la plus grande partie des curés et des pasteurs de second ordre, de telle sorte que l'*Exposé des principes* apparaissait vraiment comme la doctrine de toute l'Église gallicane.

Cette attitude des évêques irrita l'Assemblée, et les 15 et 27 novembre 1790, 3, 4 et 25 janvier 1791, des décrets plus absurdes encore que les premiers, furent votés et revêtus de la sanction royale. Sur le refus du métropolitain ou de l'évêque plus ancien, n'importe quel évêque pouvait consacrer les nouveaux élus; tous les ecclésiastiques devaient jurer fidélité à la Constitution, sous peine d'être considérés comme démissionnaires, et remplacés dans leurs sièges ou dans leurs paroisses; en cas de besoin, le directoire du département désignait l'évêque auquel le nouvel élu demandait la consécration.

Ces nouveaux décrets renouvelèrent toutes les angoisses du pape, l'obligèrent de donner plus d'extension à la réponse qu'il préparait pour les évêques signataires de l'*Exposition*, et de demander une fois encore des prières publiques. De leur côté, les évêques de France qui avaient très heureusement attaqué la nouvelle constitution du clergé, prirent de nouveau la plume contre le serment et contre les autres décrets. Ainsi, de l'aveu de l'Église gallicane tout entière, les

serments civiques étaient des parjures et des sacrilèges indignes, non seulement des ecclésiastiques, mais des simples chrétiens.

A ces déclarations du clergé gallican, digne de tout éloge, les faits éclatants répondirent. La quasi-unanimité des évêques et la plus grande partie des curés refusèrent le serment. Les ennemis de l'Église multiplièrent leurs intrigues et leurs efforts pour avoir des jureurs. Ils réussirent auprès de cinq évêques : Charles, évêque d'Autun, Jean-Joseph, évêque de Lydda, Louis, évêque d'Orléans, Charles, évêque de Viviers, le cardinal de Loménie, archevêque de Sens ; et de même auprès d'un petit nombre de pasteurs de second ordre.

A la fin de janvier 1791, le pape avait reçu une lettre du cardinal de Loménie qui s'efforçait d'excuser son serment, et se demandait s'il pouvait consacrer les nouveaux élus. Le pape lui avait répondu le plus tôt qu'il avait pu, le 23 février suivant, lui avait montré les erreurs cachées dans la prestation du serment, et déclaré les peines canoniques encourues par lui, peines qui en arriveraient à la privation de la dignité cardinalice, à moins de rétractation. Quant à ses hésitations au sujet du sacre des nouveaux élus, il lui disait nettement qu'il s'agissait d'un droit exclusif du Siège Apostolique, clairement reconnu par le concile de Trente, et qu'aussi bien l'évêque confirmé que celui qui donnait la consécration seraient déclarés schismatiques.

Après cela, le pape avait revu attentivement sa réponse aux évêques de France, et il avait pu démon-

trer que « la nouvelle constitution était basée sur des
« principes venus de l'hérésie, qu'elle était donc, sur
« plusieurs points, hérétique et opposé au dogme
« catholique, sur d'autres, sacrilège, schismatique,
« renversant les droits de la Primauté et de l'Église,
« contraire à la discipline aussi bien ancienne que
« récente, conçue et promulguée dans l'unique but
« d'abolir la religion catholique. A elle seule toute
« liberté d'exercice était enlevée, ses pasteurs légitimes
« éloignés, ses biens confisqués, tandis que les parti-
« sans des autres sectes restaient paisiblement en posses-
« sion de leur liberté et de leurs biens ». Toutefois,
ne voulant pas s'éloigner des voies de la mansuétude,
il s'était contenté de dire qu'il serait obligé de déclarer
schismatiques les auteurs et les fauteurs de la malheu-
reuse constitution.

Dans son grand désir de venir en aide à la noble
nation française, suivant l'avis des cardinaux, et selon
qu'il l'avait écrit au roi lui-même, il avait demandé
aux évêques de France, vivant sur les lieux, de lui
indiquer une manière utile d'intervenir et qui ne serait
contraire ni au dogme catholique, ni à la discipline
universelle.

Les lettres apostoliques, adressées au roi et aux
évêques, avaient été confiées, le 10 mars, à un courrier
extraordinaire. Cinq jours après, le 15 du même mois,
le courrier ordinaire avait répandu dans Rome la nou-
velle que, le 24 février, à Paris, le schisme avait été
porté à son comble. Ce jour-là l'évêque d'Autun, uni

aux évêques de Babylone et de Lydda, avait osé imposer des mains sacrilèges sur Louis-Alexandre Expilly et sur Claude-Eustache-François Marolles, nommés indûment aux sièges épiscopaux de Quimper et de Soissons.

Trois jours après, le 27 février, l'évêque de Lydda, uni aux nouveaux pseudo-évêques Expilly et Marolles, avait osé sacrer, dans la même église de l'Oratoire, Saurine comme évêque de Dax ; ce qui sans doute avait valu à ce même évêque de Lydda, Jean-Joseph Gobel, d'être placé à la tête de l'Eglise de Paris.

Ces tristes nouvelles avaient accablé l'esprit du pape. Cependant, plein de confiance en Dieu, il avait de nouveau réuni en conseil les cardinaux, le 17 mars. Et voilà que quatre jours après, le 21, le courrier de France apportait la nouvelle que Gobel assisté d'Expilly et de Saurine avait sacré, le 6 du même mois, le curé Massieu comme évêque de Beauvais, le curé Lindet comme évêque d'Évreux, le curé Laurent comme évêque de Moulins, le curé Héraudin comme évêque de Châteauroux ; Beauvais et Évreux avaient encore leurs évêques, Moulins et Châteauroux n'étaient pas érigés en évêchés par l'autorité apostolique.

Une lettre du pseudo-évêque Expilly écrite, le 25 février, pour tromper les simples, avait confirmé le pape dans sa manière sévère de juger ces faux évêques. Après avoir rappelé le serment prêté par lui, Expilly résumait les principes fondamentaux de la constitution qu'il transcrivait presque mot pour mot, puis marchant sur les traces de l'Assemblée, il affirmait sans preuve que

cette constitution ne touchait pas au dogme, mais seulement à la discipline, ramenée désormais à la pureté des premiers siècles, surtout en ce qui regardait : les élections rendues au peuple sans participation du clergé, et l'institution comme la consécration rendues au métropolitain. Pour mieux tromper les simples, il rappelait une lettre écrite à Rome, le 18 novembre 1790, comme s'il avait été en communion avec le Siège Apostolique, et il terminait en exhortant ses diocésains à le recevoir comme leur pasteur légitime et à embrasser sans hésiter la constitution.

Malheur à l'indigne, ajoutait le pape, qui avait la témérité de défendre et de soutenir une constitution opposée au dogme, et contraire, surtout dans ce qui regarde les élections et les consécrations épiscopales, à la discipline commune ! Les lettres écrites par lui ne présentaient qu'un semblant de communion avec le Saint-Siège, elles ne demandaient pas la confirmation apostolique, mais se contentaient de signifier au pape une élection illégitime, comme le prescrivait l'Assemblée. Aussi le pape ne lui avait-il pas répondu et s'était-il contenté de le faire avertir de ne pas pousser plus avant sa témérité.

La vue de tant de maux qui accablaient l'Église de France portait le pape à agir avec plus de vigueur. Ici nous citons mot pour mot le Bref pontifical : « Pour op-
« poser dès le début un frein au schisme grandissant,
« pour ramener au devoir les égarés, pour maintenir
« les bons dans le devoir, pour conserver la religion

« dans ce royaume jusqu'ici très florissant, suivant les
 « conseils de nos vénérables frères les Cardinaux de la
 « S. E. R., répondant aux vœux de tout l'épiscopat de
 « l'Église gallicane, imitant les exemples de nos prédé-
 « cesseurs ; en vertu de l'autorité apostolique dont nous
 « sommes revêtu, par la teneur des présentes, Nous
 « décrétons avant tout, que tous ceux : Cardinaux de
 « la S. E. R., archevêques, évêques, abbés, vicaires,
 « chanoines, curés, prêtres, et tous ceux qui sont ins-
 « crits à la milice ecclésiastique soit séculiers, soit ré-
 « guliers, qui ont prêté le *serment civique* purement et
 « simplement, tel qu'il a été prescrit par l'Assemblée
 « nationale, source empoisonnée de toutes les erreurs,
 « cause principale de la grande affliction de l'Église
 « catholique gallicane, s'ils n'ont pas, dans l'espace de
 « quarante jours, à compter à partir d'aujourd'hui, ré-
 « tracté ce serment, ils sont suspens de l'exercice de
 « n'importe quel ordre, et sujets à l'irrégularité s'ils
 « exercent les ordres reçus.

« En outre Nous déclarons tout particulièrement les
 « élections des susnommés Expilly, Marolles, Saurine,
 « Massieu, Lindet, Laurent, Héraudin et Gobel comme
 « évêques de Quimper, de Soissons, de Dax, de Beau-
 « vais, d'Évreux, de Moulins, de Châteauroux et de
 « Paris illégitimes, sacrilèges et tout à fait nulles dans
 « le passé et dans l'avenir, comme Nous les cassons,
 « Nous les annulons, Nous les abrogeons, tout comme
 « l'érection des prétendus sièges épiscopaux de Moulins
 « et de Châteauroux,

« Nous déclarons et Nous décrétons leurs consécrations criminelles tout à fait illicites, illégitimes, sacrilèges et faites contre la sanction des saints canons, et dès lors eux-mêmes, élus témérement et sans aucun droit, manquer de toute juridiction ecclésiastique et spirituelle pour la conduite des âmes, consacrés illicitement, suspens de tout exercice de l'ordre épiscopal.

« Également Nous déclarons suspens de tout exercice de l'ordre épiscopal Charles, évêque d'Autun, Jean-Baptiste, évêque de Babylone et Jean-Joseph, évêque de Lydda, consécrateurs ou assistants sacrilèges, suspens aussi de l'exercice de l'ordre sacerdotal et de n'importe quel ordre, ceux qui, dans ces exécrables consécrations, ont prêté concours, soin, consentement et conseil.

« Aussi Nous mandons et Nous interdisons sévèrement au dit Expilly et aux autres élus incorrectement et consacrés illicitement, sous la même peine de suspension, d'oser jamais s'arroger la juridiction épiscopale ou toute autre autorité qu'ils n'ont jamais obtenue pour la conduite des âmes, ou de donner des lettres dimissoriales pour recevoir les ordres; de constituer, députer, confirmer des pasteurs, vicaires, missionnaires, desservants, fonctionnaires, ministres ou autres, quels que soient leurs noms, pour le soin des âmes et l'administration des sacrements, sous quelque prétexte de nécessité que ce soit; ni de rien faire, décréter et constituer, soit en particulier, soit ensemble

« dans un *conciliabule*, dans les choses qui regardent
 « la juridiction ecclésiastique; déclarant et décrétant à
 « la face de tous, tout à fait nuls, sans aucune force et
 « sans importance, tant les lettres dimissoriales et les
 « délégations ou confirmations, s'il en avait été donné
 « ou fait, ou si à l'avenir il devait en être donné ou fait,
 « que tous les autres actes attentés témérairement, avec
 « toutes leurs conséquences.

« Nous mandons aussi et Nous défendons, sous la
 « même peine de suspense, tant aux consacrés qu'aux
 « consécrateurs mentionnés plus haut, d'oser jamais
 « conférer illicitement le sacrement de confirmation ou
 « les ordres, ou d'exercer en aucune manière l'ordre
 « épiscopal dont ils sont suspens. Et par conséquent
 « ceux qui seraient par eux initiés aux ordres ecclésiastiques
 « doivent se savoir retenus par le lien de la suspension,
 « et sujets à l'irrégularité, s'ils exerçaient les
 « ordres reçus.

« Pour prévenir des maux plus grands, avec les
 « mêmes teneur et autorité, Nous décrétons et déclarons
 « que toutes les autres élections pour les églises
 « cathédrales et paroissiales de France soit vacantes,
 « soit surtout occupées, soit d'une érection ancienne,
 « soit surtout d'une érection nouvelle et illégitime,
 « faites jusqu'à présent, suivant la forme prescrite dans
 « la constitution du clergé en question, par les
 « électeurs des districts municipaux, que Nous voulons
 « être tenues comme nominalement indiquées, et toutes
 « celles qui se feront, ont été, sont et demeureront

« invalides, illégitimes, sacrilèges et tout à fait nulles,
« et que par les présentes, en ce moment, et pour le
« temps où elles ont été faites, Nous les cassons, annu-
« lons, abrogeons, déclarant dès lors ceux qui ont été
« élus illégitimement et sans aucun droit, et les autres
« qui seront élus de la même manière, pour les églises
« soit cathédrales soit paroissiales, privés de toute
« juridiction ecclésiastique et spirituelle pour la con-
« duite des âmes, et les évêques indûment consacrés
« jusqu'à ce jour, que Nous voulons également être
« regardés comme nommément indiqués, et ceux qui
« seront consacrés à l'avenir, .suspens de l'exercice
« de tout ordre épiscopal, les curés illégitimement ins-
« titués et à instituer, suspens, dans le présent et à
« l'avenir, du ministère sacerdotal ; aussi Nous défen-
« dons absolument aux évêques élus ou à élire d'oser
« recevoir aucun ordre ou consécration épiscopale de
« n'importe quel métropolitain ou évêque, et aux
« pseudo-évêques, à leurs sacrilèges consécrateurs, et
« à tous les autres archevêques et évêques d'avoir la
« témérité de consacrer, sous n'importe quel prétexte
« et couleur, ces mêmes hommes déjà élus ou qui le
« seront contre les lois canoniques. Nous ordonnons
« en outre à ces hommes déjà élus ou qui seront élus,
« soit comme évêques, soit comme curés, de ne jamais
« se regarder comme archevêques ou évêques, ou curés,
« ou vicaires, et de ne jamais prendre le titre d'une
« église cathédrale ou paroissiale, de ne jamais s'arro-
« ger aucune juridiction ni aucune autorité ou faculté

« pour la conduite des âmes, *sous peine de suspense*
 « *et de nullité*, dont aucun d'eux ne pourra être absous,
 « si ce n'est par Nous ou par ceux qu'aura délégués
 « le Saint-Siège ».

Après avoir prononcé cette condamnation et ces peines canoniques, le pape dit son espoir de voir les envahisseurs des églises revenir au devoir, et il leur adresse dans ce but une paternelle exhortation. Il les avertit, en même temps, qu'ils n'ont pas d'autres voies pour se faire relever des peines encourues, il ajoute même que s'ils ne sont pas dociles à son appel, il se verra obligé de prononcer contre eux l'anathème et de le dénoncer à l'Église universelle.

Puis il s'adresse aux évêques fidèles, leur applique l'éloge que S. Léon le Grand fit des évêques égyptiens catholiques retirés à Constantinople, leur dit la consolation qu'il éprouve à penser à eux et à leur attachement à l'autorité légitime.

Il félicite les chapitres restés unis à leurs évêques, et formant avec eux un corps ecclésiastique que ne peut dissoudre ni renverser le pouvoir civil. Il leur rappelle qu'à la mort des évêques, c'est à eux seuls qu'appartient le gouvernement des Églises, et il les engage à s'opposer à l'invasion des intrus.

Il a aussi un mot d'affection et d'encouragement pour les curés et les pasteurs de second ordre restés en majorité fidèles au devoir. Il les encourage à persévérer, leur rappelle que l'institution reçue de leur évêque ne peut être retirée que par lui, que dès lors même éloi-

gnés et chassés de leurs paroisses par l'autorité civile, ils restent toujours les pasteurs légitimes de leurs églises, et doivent pourchasser ceux qui y sont entrés comme des voleurs.

Il adresse un mot encore aux autres prêtres et ecclésiastiques de France qui doivent rester unis aux légitimes pasteurs, et éviter les intrus.

Enfin, sa dernière exhortation est pour l'ensemble des catholiques de France. Qu'ils ne s'éloignent jamais de la Religion et de la Foi de leurs pères ; qu'ils ne prêtent pas l'oreille aux paroles insidieuses de la philosophie du siècle ; qu'ils évitent tous les envahisseurs, ceux-ci prendraient-ils les noms d'archevêques ou de curés ; qu'ils écoutent leurs légitimes pasteurs ; en un mot qu'ils restent attachés au pape et à la chaire de Pierre.

A tous il donne avec affection la bénédiction apostolique.

*« Donné à Rome, auprès de Saint-Pierre, sous
« l'anneau du Pêcheur, le 13 avril 1791, de notre
« Pontificat l'année dix-septième.*

« Pius qui supra. »

Tel est ce document grave entre tous qui condamna et anéantit à sa naissance l'Église constitutionnelle de la Révolution, encouragea les évêques et les prêtres persécutés à soutenir le bon combat, multiplia bientôt les confesseurs et les martyrs sur la terre féconde de la France chrétienne. On le cite surtout comme docu-

ment juridique, il constitue aussi une belle page d'histoire dont la connaissance est nécessaire à tous ceux qui étudient la Révolution au point de vue religieux. Voilà pourquoi, ne pouvant le donner *in extenso* à cause de sa longueur, nous avons voulu du moins en signaler et en analyser les moindres paragraphes.

Le pape envoya un exemplaire de sa lettre à Louis XVI, par l'intermédiaire de l'archevêque de Rhodes, son Nonce à Paris. Dans la lettre qu'il lui écrivit à ce sujet, il lui demanda seulement d'associer l'autorité royale aux efforts qu'il faisait lui-même pour maintenir en France la religion.

Le 5 octobre 1791, le pape écrivit aux frères de Louis XVI, les comtes de Provence et d'Artois, une lettre touchante dans laquelle il porte sur le malheureux prince un jugement que l'histoire a ratifié : « Le
« roi, bien malgré lui sans doute, comme il est facile
« de le constater, s'est laissé entraîner à approuver et
« à confirmer la constitution que lui a présentée l'As-
« semblée nationale. Cette confirmation nous a fait
« beaucoup de peine, parce qu'elle n'est pas moins
« contraire à la Religion qu'à l'autorité royale. Cepen-
« dant, à cause de la situation malheureuse où il se
« trouve placé, le prince attirera certainement à lui
« la commisération du grand nombre ».

Le 19 mars 1792, Pie VI écrivit une nouvelle lettre, « *Novae hae litterae* », importante par la menace d'excommunication qu'elle contient, et par l'énumération des coupables qu'elle vise. Elle est encore adressée :

« A nos chers Fils les Cardinaux de la Sainte Église
« Romaine, à nos Vénérables Frères les Archevêques
« et Évêques, et à nos chers Fils les Chapitres, le
« Clergé et le Peuple du Royaume de France ».

Le pape dit sa joie de la fidélité du grand nombre, du courage de tous à supporter vaillamment la persécution, des rétractations de serments dont journellement l'heureuse nouvelle arrive à Rome.

Puis il ajoute l'expression de sa vive douleur à la pensée que les quatre évêques jureurs ont persisté dans leur erreur, que des évêques intrus ont été sacrés pour presque tous les sièges de France, que les lettres apostoliques, traitées d'apocryphes, ne sont pas arrivées jusqu'au peuple chrétien.

Il en arrive enfin à la menace d'excommunication :
« Nous nous abstenons de prononcer, dans ce moment, une sentence d'excommunication, dit-il, voulant différer le châtiment, pour laisser encore le temps au repentir, mais sans révoquer la peine de la suspension infligée par nos lettres du 13 avril.

« Aussi avons-nous décidé d'intimer cette nouvelle monition qui sera *péremptoire* et tiendra lieu de la *seconde* et de la *troisième*. Nous assignons donc, à partir du jour où sont données les présentes lettres, *soixante jours* pour la *seconde monition*, et autres *soixante jours* pour la *troisième*.

« Et nous avertissons :

« I. Les sacrilèges consécrateurs ou assistants des évêques intrus, Charles-Maurice évêque d'Autun,

« Jean-Baptiste évêque de Babylone et Jean-Joseph
 « évêque de Lydda qui, ayant été les auteurs de ce
 « schisme désastreux, par les premières consécrations
 « de faux évêques qu'ils ont osé faire, ont dépassé
 « tous les autres par l'atrocité de leur crime; il est
 « juste qu'ils soient avertis les premiers et excités à la
 « pénitence requise.

« II. Tous les faux évêques intrus qui, sans élection,
 « sans ordination, sans mission légitime, ont envahi les
 « chaires épiscopales soit anciennes, soit de création
 « nouvelle et illégitime; la plupart étaient occupées
 « par les pasteurs légitimes et les autres, si elles étaient
 « vacantes, administrées par des vicaires capitulaires,
 « conformément aux lois du Concile de Trente.

« III. L'archevêque de Sens, l'évêque d'Orléans, l'é-
 « vêque de Viviers et Pierre-François Marcel coad-
 « juteur de l'archevêque de Sens. Les trois premiers,
 « bien que canoniquement promus à l'épiscopat, ont
 « osé s'emparer de portions de diocèses étrangers et
 « abandonner une partie de leur propre diocèse, d'a-
 « près les décrets de l'Assemblée nationale; les quatre
 « autres, comme les évêques consécrateurs ou assistants
 « et tous les évêques intrus, n'ont pas craint de se sou-
 « mettre à la Constitution civile du clergé, en prêtant
 « purement et simplement le serment civique, déclaré,
 « par notre Bref du 13 avril, la source empoisonnée
 « et l'origine de toutes les erreurs.

« IV. Les curés et tous autres exerçant en titre, sous
 « n'importe quel nom, le ministère sacré, qui, non

« contents de s'être souillés par le serment sacrilège,
« ont envahi la totalité ou une portion des paroisses
« anciennes ou des nouvelles érigées d'une manière
« illégitime, et cela, en vertu de l'institution nulle
« donnée par les évêques intrus ou par l'archevêque
« de Sens et les évêques d'Orléans et de Viviers, légi-
« times sans doute, mais liés par le serment civique;
« dans le cas où ces derniers évêques seraient sortis
« des limites de leurs diocèses respectifs, s'agirait-il
« de curés appelés auparavant et d'une manière
« légitime au ministère paroissial.

« V. Enfin tous les vicaires et les autres prêtres, de
« quelque nom qu'on les appelle, qui, pour exercer
« la juridiction ou faire d'autres fonctions ecclésias-
« tiques, auraient été délégués ou approuvés par des
« évêques intrus qui ne peuvent transmettre des pou-
« voirs qu'ils ne possèdent pas eux-mêmes. »

A ces cinq catégories de coupables, Pie VI annonce que, les délais expirés, il prononcera, à moins de retour sincère à l'Église, la peine de l'excommunication.

On remarquera que, dans cette lettre où il menace de l'excommunication, le pape évite avec soin de parler des prêtres assermentés restés dans leurs anciennes paroisses et dans les limites de ces anciennes paroisses.

IV. — LA RÉSISTANCE DE L'ÉGLISE DE FRANCE.

1) Elle fut nulle dans le comité ou commission dite ecclésiastique qui élaborait la Constitution civile du

clergé. Sept ecclésiastiques siégeaient dans ce comité. N'étant pas de taille à lutter avec les juristes qui le composaient en grande partie et dont le plus influent était Treillard, futur sénateur et comte de l'empire, ils laissèrent leurs adversaires rédiger comme bon leur sembla, les articles les plus subversifs des institutions ecclésiastiques.

2) Elle ne fut pas plus vive à l'Assemblée pendant les deux mois que durèrent la discussion et le vote. La majorité comprenait quatre catégories principales d'ennemis de l'Eglise : 1) des légistes qui sentaient dans la constitution civile leur œuvre propre; 2) des jansénistes comme Camus ou des protestants comme Barnave, ravis de voir Rome un peu abaissée; 3) des prêtres ambitieux, impatients de monter, comme les futurs évêques constitutionnels : gouttes, de Saône-et-Loire, Gobel, de Paris, Massieu, de l'Oise; 4) enfin, des hommes de l'extrême gauche pour qui la réforme religieuse était un moyen excellent d'amener la réforme politique.

M^{gr} de Boisgelin, archevêque d'Aix, demanda, au nom des évêques de l'Assemblée, la réunion d'un concile national pour étudier les questions soulevées dans le comité ecclésiastique. Cette motion ou demande, pourtant bien naturelle, ayant été écartée, M^{gr} de Boisgelin et les autres évêques jugèrent plus opportun de s'abstenir et de ne pas intervenir dans le débat. Quatre ecclésiastiques courageux, les abbés Jacquemard, Goulard, Grandin et Leclère, essayèrent vainement de faire modifier le projet par des amendements; les adversaires avaient pour

eux le nombre, l'audace et beaucoup de talent, ils firent voter par l'Assemblée tout ce qu'ils voulurent.

3) Il restait un espoir de faire avorter le projet; c'était le refus de la sanction royale. Pie VI l'entrevit clairement et il ne négligea rien pour y amener l'esprit du prince. Il ne semble pas que les évêques, même les deux archevêques de Bordeaux et de Vienne, ministres du roi, l'aient secondé dans la préparation de ce dessein hardi dont le succès aurait peut-être mis un frein à la manie d'innovations et de bouleversements qui aveuglait l'Assemblée.

4) La vraie résistance de l'Église de France à la Constitution civile du clergé commença avec la lettre intitulée : *Exposition des principes sur la Constitution civile du clergé*, écrite au mois d'octobre 1790.

C'était une réfutation nette et complète de cette constitution. Trente évêques députés à l'Assemblée la rédigèrent, quatre-vingt-dix-huit députés ecclésiastiques, et bientôt cent dix-neuf évêques, sur cent trente-quatre¹ que comptait la France, y adhérèrent pleinement. Le pape se hâta de l'approuver et, dans sa réponse datée du 10 mars 1791, il exposa avec une grande clarté et une grande force la doctrine de l'Église catholique sur les points controversés ou niés par les adversaires. Le vrai mouvement d'opposition était commencé, l'Église de France marchait la main dans la main avec l'Église romaine pour la défense de la reli-

1. Voir la note 1, p. 66.

gion et de la foi. Dans ce mouvement d'opposition qui ne devait désarmer que devant le Concordat, imposé par le peuple chrétien à Bonaparte, elle n'avait eu besoin ni d'être excitée, ni d'être dirigée; elle était partie d'elle-même, et Rome ne faisait que l'encourager, applaudir à son zèle, la confirmer dans la foi, comme il convient au suprême Pasteur.

5) Le 4 janvier 1791, à l'Assemblée nationale, marqua une belle journée pour l'Eglise de France et pour l'Eglise catholique. Le 27 décembre précédent, Grégoire avait prêté serment, Talleyrand l'avait suivi le lendemain, et Gobel le 2 janvier; entre temps, pendant ces six jours, une quinzaine de prêtres députés avaient juré, mais la grande majorité des députés ecclésiastiques, qui comptait quarante-deux évêques, ne bougeait pas. Le 4 janvier, l'Assemblée voulut en finir avec eux et les pressa de prêter serment. Les quarante-deux évêques refusèrent généreusement et exposèrent leurs raisons avec une parfaite dignité et un grand esprit de foi; les autres ecclésiastiques en très grande majorité les imitèrent; plusieurs qui avaient prêté le serment par surprise osèrent le rétracter. Il ne resta parmi les jureurs que les deux évêques, Talleyrand et Gobel, et quatre-vingt-sept prêtres, le tiers à peu près des ecclésiastiques membres de l'Assemblée. Des prêtres députés jureurs, dix-neuf devaient bientôt devenir évêques constitutionnels. Quant à ceux qui avaient été fidèles à Dieu et à l'Eglise, ils furent, séance tenante, exclus de l'Assemblée, sur la proposition du protestant

Barnave. Ils eurent ainsi l'honneur de souffrir les premiers pour la cause de Dieu, et de commencer cette longue série de confesseurs et de martyrs qui illustrèrent l'Église de France et préparèrent son triomphe.

6) Le 11 janvier fut fixé pour le serment à Paris. Les ennemis de l'Église, redoutant un échec, eurent recours à tous les moyens pour augmenter le nombre des jureurs. Non seulement ils admirèrent au serment des religieux et des prêtres qui n'étaient pas visés par la loi, mais ils osèrent y engager encore des laïcs dont quelques-uns poussèrent la complaisance, ou l'amour de l'argent, jusqu'à aller d'église en église répéter leur serment. Des sous-diacres, des séminaristes, des sacristains, des suisses invités à prêter le serment firent monter à Paris le nombre des jureurs à six cent vingt-neuf, mais combien y avait-il de prêtres parmi eux? La statistique faussée ne peut pas nous l'apprendre. Nous savons seulement que sur cinquante curés, vingt-trois jurèrent, et vingt-sept refusèrent le serment. Les curés de Paris surent en majorité rester fidèles.

7) « Dans la France entière¹, sur cent trente-quatre
« évêques, quatre cédèrent : Talleyrand, de Brienne,
« de Jarente et Lafont de Savines, respectivement
« évêques d'Autun, de Sens, d'Orléans et de Viviers;
« en outre, trois coadjuteurs ou évêques *in partibus* :
« Gobel, coadjuteur de l'évêque de Bâle, de Brienne,

1. *Le premier Hôpital des Filles de la Charité et ses glorieuses martyres les sœurs Marie-Anne et Odile fusillées à Angers, le 1^{er} février 1794.* Nous demandons pardon de citer cet ouvrage, où nous avons déjà longuement étudié la question qui nous occupe en ce moment.

« coadjuteur de son oncle à Sens, et Dubourg Miraudot,
 « évêque de Babylone. Dans les campagnes et les villes
 « réunies, une statistique exacte ne peut être dressée;
 « il paraît bien cependant que la majorité resta
 « fidèle¹ ».

Une page curieuse de A. Mathiez qui étudie avec soin cette question importante, dans *Rome et le clergé français sous la Constituante*², mérite d'être citée; les aveux de certains auteurs rendent justice aux prêtres fidèles persécutés, mieux que de longs raisonnements et que les meilleures discussions : « Combien
 « y eut-il parmi les simples prêtres de jureurs et de
 « non jureurs? Les aristocrates, le Pape lui-même,
 « dans son Bref du 13 avril, ont prétendu que la
 « majorité était de leur côté. L'Assemblée décréta le
 « 12 mars 1791 que les départements dresseraient une
 « statistique. Les éléments de cette statistique existent
 « aux Archives Nationales, mais pour 43 départements
 « seulement. M. Sagnac a calculé³ que pour ces 43 dé-
 « partements, il y eut 14.047 assermentés et 10.395 ré-
 « fractaires, ce qui donne une proportion de 57,6

1. Pie VI, dans son Bref du 13 avril 1791, insiste avec complaisance sur cette majorité des prêtres restés fidèles; Sciout, dans l'*Histoire de la Constitution civile du clergé*, compte 40.000 insermentés sur 70.000 prêtres; de la Gorce adopte le chiffre de 52 à 55 pour 100 (*Histoire religieuse de la Révolution française*, Paris, Plon, 1909, p. 399); M. le chanoine Pisani abaisse la proportion à 50 pour 100 (*L'Église de Paris et la Révolution*, Paris, Picard, 1908, p. 189); Gautherot accepte les chiffres de Pisani (*L'Assemblée Constituante*, Paris, Beauchesne, p. 294).

2. In-8° de 533 p., Paris, 1911, p. 465 et seq.

3. *Essai statistique sur le clergé constitutionnel et le clergé réfractaire en 1791*, avec une carte en couleurs. *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, novembre 1906, p. 97, 115.

« pour 100 de jureurs. Le pape et les aristocrates
 « auraient donc menti quand ils affirment que les
 « réfractaires furent plus nombreux que les asser-
 « mentés, et c'est en effet l'opinion de M. Sagnac. Mais
 « M. Sagnac ne s'est pas aperçu que, même pour les
 « départements dont il a les statistiques, les états qu'il
 « analyse ne concernent pas la totalité du clergé, mais
 « seulement le clergé *fonctionnaire public*. Tous les
 « prêtres en effet n'étaient pas astreints au serment,
 « mais seulement les évêques et leurs vicaires généraux,
 « les supérieurs et directeurs des séminaires, les curés
 « et vicaires, les professeurs des collèges, etc., c'est-à-
 « dire tous les ecclésiastiques conservés dans la nou-
 « velle organisation. Étaient exclus de l'obligation la
 « foule des moines et des prêtres des congrégations
 « séculières, les prêtres habitués, obitiers, familiers ou
 « succursalistes, très nombreux dans certaines régions
 « comme dans le Cantal et dans le Jura, les anciens
 « chanoines et prébendiers, tous supprimés, en un
 « mot tous les ecclésiastiques non fonctionnaires pu-
 « blics. Dans quelle proportion ces prêtres non em-
 « ployés par l'État étaient-ils par rapport aux autres ?
 « C'est ce qu'il faudrait savoir pour pouvoir apprécier
 « les chiffres donnés par M. Sagnac ».

M. A. Mathiez insère ici une note très importante que bon nombre d'historiens, même ecclésiastiques, de la Révolution feraient bien de lire attentivement : « Les
 « écarts peuvent par suite de cette considération être
 « considérables. Ainsi la liste de M. Sagnac pour le

« département de la Loire-Inférieure (le district de
 « Nantes non compris) ne présente que 438 noms
 « (97 jureurs et 341 réfractaires). Or, d'après la *statis-*
 « *tique du clergé Nantais à la Révolution*, de l'abbé
 « Cahour, citée par Sciout (II, 50), sur 1.050 prêtres
 « habitant le département, 189 seulement jurèrent.
 « Le pourcentage des jureurs sur la totalité du clergé,
 « au lieu d'être de 22 pour 100 comme dans la statis-
 « tique de M. Sagnac, tombe alors à 5,6 pour 100 ».
 La remarque très juste d'Albert Mathiez, qui fait si
 bien ressortir l'erreur grossière dans laquelle est tombé
 M. Sagnac, relèverait des erreurs semblables dans les
 assertions gratuites d'un certain nombre d'auteurs qui
 ont voulu, en particulier, établir la proportion des reli-
 gieux assermentés sans connaître le nombre exact des
 membres que comptaient les différents ordres ou com-
 munautés religieuses.

Albert Mathiez continue au sujet de la proportion
 des prêtres non employés par l'État par rapport aux
 prêtres fonctionnaires publics : « Il n'est peut-être pas
 « impossible de connaître cette proportion, mais il
 « y faut le dépouillement de nombreuses archives
 « locales; il faut recourir notamment aux déclara-
 « tions des bénéficiers faites en 1790. En attendant
 « cette enquête qui sera longue, nous sommes auto-
 « risés dès maintenant à faire subir une correction
 « aux assertions de M. Sagnac qui ne portent que
 « sur une partie du clergé. Il se peut que, considé-
 « rant l'ensemble, le Pape ait été dans son droit, en

« affirmant que les jureurs ne représentaient qu'une
 « minorité¹. J'ajoute qu'il y a dans les statistiques
 « analysées par M. Sagnac d'autres causes d'erreurs
 « qui lui ont échappé. Dans plus d'une région, il y
 « eut des prêtres patriotes non fonctionnaires pu-
 « blics qui prêtèrent le serment sans y être tenus.
 « La statistique générale du clergé fonctionnaire
 « public s'en trouve ainsi faussée.

« Beaucoup de prêtres consentirent à jurer afin de
 « conserver leurs places, mais refusèrent ensuite d'en-
 « trer en rapport avec les nouveaux évêques consti-
 « tutionnels. Cette catégorie de jureurs non schisma-
 « tiques² qui croyaient pouvoir jurer en conscience
 « parce que le serment n'était rien de plus qu'une
 « soumission à l'autorité publique, mais qui ne
 « croyaient pas pouvoir cesser d'obéir aux anciens

1. Albert Mathiez met ici une nouvelle note très instructive sur notre question : « L'abbé Grégoire a prétendu prouver que le clergé assermenté « était bien supérieur en nombre au clergé insermenté. Dans son *Histoire de l'Émigration ecclésiastique*, publiée en appendice de ses *Mémoires* « (1840.11.175), il fait ce raisonnement : « D'après un calcul du chef de bureau « des émigrés, Morice, qui lui a communiqué ce chiffre, le 9 mai 1805, il « y avait 18.000 ecclésiastiques émigrés avant 1793 : « Environ 18.000 autres « se sont déportés eux-mêmes, ou ont été déportés », soit 36.000. « Sup- « posons toutefois, et pour un moment, que le nombre des ecclésiastiques « émigrés fut double; et, pour élever cette hypothèse à l'absurde, suppo- « sons autant d'ecclésiastiques insermentés en France. Ces 72.000 ne cons- « titueraient que la minorité du clergé, et la conséquence certaine serait « encore que la majorité du clergé avait prêté le serment. Ce fait a été « démontré par Lanjuinais. J'ignore où Lanjuinais a fait cette démons- « tration », ajoute finement Albert Mathiez.

2. La pensée d'A. Mathiez est facile à saisir; cependant l'expression n'était pas admise à Rome ni par les catholiques. Page 118 nous donnons la supplique d'un abbé Delseppe, jureur, qui, au saint sacrifice de la messe, faisait mémoire, non de l'évêque constitutionnel des Ardennes, mais bien de l'archevêque légitime de Reims.

« évêques qui étaient toujours pour eux les évêques
 « légitimes, cette catégorie curieuse n'a pas été re-
 « censée à part, et entre dans le compte global des
 « assermentés. M. Sagnac ne l'a pas distinguée, faute
 « d'une connaissance suffisante des questions ecclésias-
 « tiques. Il n'a pas tenu compte enfin des rétracta-
 « tions qui furent nombreuses après la publication des
 « brefs du Pape, et des serments avec restrictions,
 « acceptés pour valables par des municipalités com-
 « plaisantes ».

Cette réfutation magistrale des assertions gratuites et haineuses de M. Sagnac établit solidement la vérité sur la question passionnante de la proportion des prêtres restés fidèles à l'Église, pendant la Révolution, et elle répond, comme il convient, aux accusations odieuses de mensonge que l'auteur inconsideré de *l'Essai statistique sur le clergé constitutionnel et le clergé réfractaire en 1791*, a osé, par antipathie religieuse, lancer témérairement contre Pie VI.

Albert Mathiez poursuit son étude : « Avant que
 « toutes ces rectifications soient faites, il ne paraît
 « pas possible d'affirmer dès maintenant que les ju-
 « reurs furent, même au début, plus nombreux que
 « les réfractaires.

« A lire les statistiques, nous touchons du doigt la
 « raison de la faillite de l'œuvre religieuse de la Cons-
 « tituante : la pénurie presque absolue de prêtres
 « assermentés dans certains départements. Dans la ci-
 « devant Bretagne et la Normandie, dans la ci-devant

« Flandre et dans la ci-devant Alsace, le nombre des
 « assermentés est infime : 8 p. 100 dans le Bas-Rhin,
 « 11 dans le Morbihan, 17 dans la Mayenne, 23 dans
 « le Finistère, 10 dans le Nord et dans le Pas-de-
 « Calais, et ces chiffres, je le répète, sont supérieurs à
 « la réalité. Il y eut des districts où l'on comptait en
 « tout et pour tout un assermenté (Rochefort, Van-
 « nes). Valenciennes en compte 3, Hazebrouck 5.
 « Qu'importe après cela qu'il y eût d'autres régions
 « où inversement le nombre des réfractaires fût infime ?
 « Les assermentés furent dans l'Indre 84 p. 100,
 « dans le Loiret 90 p. 100, le Var 96 p. 100, les Hau-
 « tes-Pyrénées 77 p. 100, la Haute-Saône 71, etc.
 « Dans ces départements la Constitution civile allait
 « toute seule. La France n'en était pas moins coupée
 « en deux. Dans toute une partie du territoire, la ré-
 « forme religieuse ne pouvait être imposée — si elle
 « le pouvait — que par la force ».

8) La majorité du clergé séculier résista à la Consti-
 tution civile : que fit le clergé régulier ? se montra-t-il
 moins généreux ? demanda-t-il à prêter un serment qui
 ne lui était pas imposé ? abandonna-t-il l'Église catho-
 lique ? Le Père P. Armel, dans un travail très inté-
 ressant qu'ont publié les *Études franciscaines*, examine
 cette question à ses différents points de vue. Il relève
 d'abord de nombreuses erreurs d'un auteur contem-
 porain qui, se gardant bien de donner le moindre
 document et la moindre référence, a écrit la phrase
 suivante : « Parmi les religieux, ceux qui persévérè-

« rent dans l'état ecclésiastique entrèrent en masse
 « dans le clergé constitutionnel, qui eût été dans
 « l'impossibilité de se recruter et de desservir les pa-
 « roisses sans leur concours ». Le Père P. Armel de-
 mande avec raison la preuve de cette assertion étrange
 et purement gratuite. « Les réguliers, dit-il, auraient
 « donc fourni le plus fort appoint à l'Église constitu-
 « tionnelle, qui sans eux aurait été irrémédiablement
 « condamnée à mort dès sa naissance. Où en est la
 « preuve? On voit quelques religieux parmi les évê-
 « ques constitutionnels, on en rencontre un plus grand
 « nombre parmi les curés intrus, mais c'est en vain
 « que nous cherchons parmi les jureurs « la masse »
 « des réguliers. Ils restent fidèles à l'état ecclésias-
 « tique. Ainsi pour ne citer que Paris, sur 718 ju-
 « reurs on ne trouve que 43 religieux, parmi lesquels
 « plusieurs vivaient en marge de leur Ordre et de leur
 « Congrégation. Il y avait à cette époque 696 reli-
 « gieux prêtres dans les couvents de la capitale, non
 « compris les Sulpiciens, les Eudistes, les Oratoriens,
 « les Doctrinaires et les Pères du Saint-Esprit qui
 « n'étaient pas regardés comme religieux au sens strict
 « du mot. Pour Paris au moins, « la masse » se trouve
 « du côté des réfractaires.

« D'autres historiens affirment que le tiers des
 « réguliers prêta serment. Mais ils ne donnent pas de
 « chiffres, pour cette raison qu'ils ignorent le nombre
 « des religieux en 1790. Nous avons déjà vu qu'il est
 « impossible de donner le nombre des séculiers jureurs,

« parce que l'on ignore combien il y avait de prêtres à
 « cette époque. De même pour les réguliers; il ne sera
 « possible d'en évaluer le nombre exact et de connaître
 « le nombre des jureurs qu'après le dépouillement des
 « archives, et ce travail immense, commencé sur cer-
 « tains points, est loin d'être achevé. Il est possible que
 « dans certaines régions la proportion des réguliers
 « jureurs soit assez élevée, mais il est certain que dans
 « d'autres pays, Bretagne et Alsace, pour ne citer que
 « ceux-là, il n'y eut qu'un très petit nombre de régu-
 « liers à entrer dans l'Église constitutionnelle. Il est
 « donc faux de prétendre que « la masse » des réguliers
 « fut du côté des jureurs, comme il est au moins pré-
 « maturé d'affirmer que le tiers des religieux a prêté
 « le serment¹. »

9) Le soulèvement de la Vendée fut une autre forme solennelle et tragique de la résistance irréductible de l'Église de France à la Constitution civile du clergé, et contre le malheureux serment qui chassait de leurs paroisses et bientôt jetait en exil les prêtres fidèles. Les Vendéens prirent les armes au mois de mars 1793; heureux d'abord, victorieux même dans plusieurs rencontres avec les armées républicaines, ils échouèrent devant Nantes au mois de juin suivant, et furent écrasés à Cholet au mois d'octobre de la même année 1793. Ils essayèrent en vain de relever leur fortune, en marchant sur un port de la Manche et en tendant la main aux Anglais,

1. P. Armel, *Étude sur le recrutement du clergé constitutionnel*. Extrait des *Études franciscaines*, année 1912, p. 12-13.

ils ne réussirent pas. Néanmoins dans leur retraite désespérée, ils se firent respecter par des hommes de guerre comme Kléber, Marceau, Westermann. Rentrés exténués dans le Bocage, ils tentèrent en décembre un dernier coup de main sur Angers qui résista. Alors ils retournèrent chez eux, incapables désormais de rien entreprendre au dehors, mais décidés à se défendre dans leur propre pays et d'y mourir pour la religion et pour Dieu.

Bonaparte les trouva encore redoutables, et il ne crut pas s'abaisser en traitant avec eux ; ils réclamèrent avant tout la liberté de suivre leur religion et ils l'obtinent. Avant même la conclusion du Concordat, ils avaient chez eux rouvert les églises et rétabli les autels ; ils exercèrent une pression efficace sur le premier consul et imposèrent à la révolution bridée la restauration de l'Église romaine. Ils rejetèrent, comme captieuse, la promesse de fidélité à la Constitution de l'an VIII, et Bonaparte, faisant plier la loi devant leurs exigences, n'osa pas la leur appliquer ; à leur insu, peut-être à l'insu de Rome, ils permirent au Cardinal Consalvi de faire agréer au tout-puissant consul une autre formule de promesse, impliquant la fidélité, non plus à une constitution qui contenait des lois néfastes, mais seulement au pouvoir établi, ce qui était tout à fait conforme aux traditions séculaires de l'Église catholique.

Malgré leurs défaites, malgré leurs souffrances indicibles, les Vendéens atteignirent le but principal de leur protestation armée, le rétablissement de la religion

catholique en France; c'est justice de le reconnaître.

Dans une étude sur le serment de 1790 et sur la résistance des catholiques de France à la Constitution civile du clergé et à la réforme religieuse de la Révolution, la guerre de Vendée a nécessairement une place marquée¹.

10) Enfin une dernière forme de résistance de l'Église de France à la Constitution civile du clergé et au serment hérétique de 1790 se manifesta par un éloignement instinctif vis-à-vis de l'Église constitutionnelle, et par un grand dédain pour ses évêques et pour ses prêtres, désignés avec mépris sous le nom d'intrus. Les catholiques ne voulurent avoir aucune relation avec le clergé constitutionnel condamné par Rome et frappé de censures². Aussi beaucoup d'évêques de l'Église constitutionnelle en furent-ils réduits à ordonner des indignes ou des enfants, pour remplir les postes de curés ou de vicaires. C'est encore une page à insérer dans cette étude.

Une large part est faite aux frères convers sortis de leurs monastères et infidèles à leurs vœux. Le 19 juin 1791, de la Boussinière, évêque intrus de la Sarthe, ordonne « quelques mauvais sujets, entre autres le frère Maximin quêteur des Capucins, déjà vieux », il avait

1. Dans son *Histoire religieuse de la Révolution française*, Pierre de la Gorce étudie la guerre de Vendée au point de vue particulier où nous nous plaçons dans cette page. Voir aussi Uzureau, *Le Mouvement religieux en Maine-et-Loire après le 18 brumaire*, Angers, G. Grassin, 1915.

Nous avons dû nous-même étudier avec soin cette question dans : *Le premier Hôpital des Filles de la Charité et ses glorieuses martyres les sœurs Marie-Anne et Odile fusillées à Angers le 1^{er} février 1794*.

2. Actes de Pie VI. — A. Mathiez, *Les conséquences religieuses de la journée du 10 août*.

52 ans¹ ; Suzor, évêque d'Indre-et-Loire, ordonne André Monboussin, frère des Récollets d'Angers, âgé aussi de 52 ans² ; l'évêque de Maine-et-Loire ordonne Collette Benoît, frère convers de Fontevault, âgé de 42 ans³ ; Tessier, évêque de l'Orne, ordonne Huret Jacques, frère convers de la Trappe⁴ ; l'évêque de la Charente-Inférieure ordonne Vigier Benoît, frère convers récollet⁵ ; Porion, évêque du Pas-de-Calais, ordonne sans examen Jean-Louis Leroy, frère des Écoles chrétiennes, qui ne sait pas un mot de latin⁶.

Puis des jeunes gens, pour ne pas dire des enfants, sont lancés dans le sanctuaire. Tessier, évêque de l'Orne, ordonne prêtres des clercs qui n'ont que dix-huit ans⁷ ; Jean-Baptiste Begat, de Troyes, présenté par un de ses parents à l'évêque du Nord, « reçut de lui en quinze « jours tous les ordres, moins la prêtrise, à 16 ans, sans « études ni préparation, et fut envoyé dans une paroisse « pour y faire ce que fait un vicaire, à l'exception de « la messe et des sacrements⁸ » ; Claude Barrey, de Besançon, reçut tous les ordres à 20 ans, en spécifiant qu'il ne s'engageait par aucun vœu⁹ ; Oudet reçut de l'évê-

1. *Mémoires de R. P. Nepveu de la Manouillère*, publiés par M. l'abbé Esnault, II, 260, et D. Piolin, *L'Église du Mans durant la Révolution*, I, 260, cités par P. Armel.

2. Blin, *Les Martyrs de la Révolution dans le diocèse de Séez*, I, p. xx.

3. Archives nationales, AF. IV, 1910.

4. Blin, *Les Martyrs de la Révolution dans le diocèse de Séez*, I, p. xx.

5. Archives nationales, AF. IV, 1908.

6. *Ibid.*, 1911.

7. Blin, *Les Martyrs de la Révolution dans le diocèse de Séez*, I, p. xx.

8. Archives nationales, AF. IV, 1912.

9. *Ibid.*

que de la Manche tous les ordres le même jour, de la tonsure à la prêtrise, à l'âge de 21 ans¹; Bertrand Bource reçut tous les ordres en trois jours, de l'évêque de la Charente-Inférieure, à 19 ans². Alain Lastennet, élève de troisième au collège de Quimper, trompé par le fameux Expilly, fut ordonné sous-diacre à 18 ans. « Je n'avais, écrivit-il plus tard, ni les connaissances, « ni l'âge, ni les vertus nécessaires pour recevoir cet « ordre. Je ne savais pas même dire mon bréviaire, et « ne l'ai jamais su³ ». Un certain Veirier « ne fut pas « peu étonné d'arriver à Nîmes le soir simple clerc, et « de se trouver le lendemain, et presque sans le savoir, « prêtre et à la tête d'une paroisse »; il partit l'année suivante pour l'armée et fit trois campagnes⁴. Torné, le triste évêque constitutionnel du Cher, envoya à son séminaire de Bourges Jean Deschaud son secrétaire, âgé de 22 ans; il lui fit conférer, deux jours après, avec la confirmation, tous les ordres et le mit à la tête d'une paroisse⁵. Le même Torné ordonna prêtre à 21 ans, et nomma curé, Samuel Douesgue, ouvrier imprimeur sans travail⁶. A l'actif de ce même Torné, nous trouvons encore à Bourges, en 1792, Malcus et Rougier ordonnés prêtres à 18 ans et Micheau à 21 ans. Pour être ordonné par Torné, « il suffisait, dit Micheau, d'être du sexe

1. Archives nationales, AF. IV, 1912. 1904.

2. *Ibid.*, 1910.

3. *Ibid.*, 1916.

4. *Ibid.*, 1914.

5. *Ibid.*, 1911.

6. *Ibid.*

« masculin ; tout ce qui se présentait était ordonné, sans
« choix, sans délicatesse, sans étude, jusqu'au sacris-
« tain de la Métropole qui n'avait jamais ouvert le ru-
« diment¹... ».

D'autres fois c'était des hommes faits, mariés, pères de famille, qui se voyaient imposer les mains, quelquefois sur leur demande, quelquefois presque à leur insu. Emmanuel Rivart, homme d'un âge avancé, demanda cette faveur à l'évêque de l'Aisne et l'obtint² ; Étienne Langard, cultivateur, se laissa persuader par l'évêque du Mont-Blanc, reçut les ordres à 48 ans et exerça le ministère pendant un mois³. L'évêque du Cher ne pouvait pas manquer d'introduire cette catégorie d'ordinands dans son diocèse ; le représentant du peuple Laplanche lui rendit à ce sujet, le 5 octobre 1793, un éclatant témoignage : « Le citoyen évêque
« Torné, ayant donné une nouvelle preuve de sa phi-
« losophie, en conférant le même jour tous les ordres
« au citoyen Fenault, père de onze enfants, et dont les
« cheveux ont blanchi à l'ombre de la vertu, le repré-
« sentant du peuple a nommé ce citoyen à la cure de
« Précý, et a dit qu'il en demanderait à la Convention
« une mention très honorable, comme d'un exemple
« capable de faire tomber le bandeau de la supersti-
« tion⁴. »

Enfin beaucoup d'ordinations étaient faites dans

1. Cf. P. Armel, *op. cit.*, p. 24.

2. Archives nationales, AF. IV, 1916.

3. *Ibid.*, 1914.

4. *Ibid.*, AF. II, 93.

l'Église constitutionnelle à la condition expresse qu'il n'y avait pour les ordinands aucune obligation de garder le célibat. Quelquefois les pauvres évêques eux-mêmes en prévenaient les ordinands, tel Gausserand, évêque du Tarn, qui, au moment de l'ordination, déclare aux clercs : « qu'ils sont libres ou non de vouer le célibat, vu que les prêtres seraient peut-être obligés par les circonstances de contracter mariage » ; tel Pontard, évêque de la Dordogne, qui, au moment de conférer à la fois à Guillaume Denois la confirmation et tous les ordres, lui dit par manière de préparation « qu'il n'entend assujettir personne à la loi du célibat¹ ». D'autres fois, ce sont les nouveaux directeurs du séminaire épiscopal qui professent cette doctrine étrange, contraire aux saints canons et aux traditions apostoliques de l'Église d'Occident : François Bernier n'avança au sous-diaconat que sur les instances de son directeur qui lui répétait : « Que craignez-vous, vous restez libre de vous marier si vous le voulez² ». Ailleurs les jeunes gens, qui vont à l'ordination comme à une formalité quelconque, font eux-mêmes spécifier ce point capital avant la cérémonie ; ainsi Claude Barrey, de Besançon, déclara consentir à recevoir les ordres, si l'Église n'exigeait pas de vœux³. Quelquefois ils le font au milieu de la cérémonie. Jean Darnaudery se décida à recevoir les ordres en 1791, « parce qu'il était

1. Archives nationales, AF. IV, 1915.

2. *Ibid.*, 1911.

3. *Ibid.*, AF. IV, 1912.

« persuadé que l'évêque n'avait pas les pouvoirs requis
 « par l'Église, puisque Sa Sainteté avait prononcé sur
 « cet objet, et il déclara hautement, avant d'être or-
 « donné, qu'il n'entendait pas faire de vœux, et qu'il
 « se marierait à volonté¹ ».

Naturellement évêques², vicaires épiscopaux³, directeurs de séminaires⁴, curés⁵, vicaires⁶ nouveau régime, se marièrent, quelquefois solennellement, quelquefois en cachant leur honte, et après avoir repris purement et simplement l'état laïc qu'ils n'auraient dû jamais quitter.

A mesure que l'Église catholique de France persécutée voyait se multiplier ces scandales et ces hontes, elle se recueillait davantage et s'éloignait plus soigneusement des intrus. Le jour où le Concordat lui rendit la liberté, elle n'eut pas à demander qu'on la débarrassât de l'Église constitutionnelle, l'Église constitutionnelle était déjà morte sous les coups du mépris public, la plupart de ses évêques et de ses prêtres ne demandèrent qu'une chose : se faire oublier. Quelques-uns firent pénitence et réparèrent de leur mieux les scandales donnés et le mal commis.

1. Archives nationales AF. IV, 1915.

2. Talleyrand, Torné, etc.

3. Nous avons cité des exemples dans *Le premier Hôpital des Filles de la Charité et ses glorieuses martyres les sœurs Marie-Anne et Odile fusillées à Angers le 1^{er} février 1794*.

4. Cf. P. Armel, *op. cit.*, p. 25.

5. *Ibid.*, p. 18-28.

6. *Ibid.*

V. — QUATRE SUPPLIQUES CONSERVÉES
AUX ARCHIVES VATICANES.

Les Archives Vaticanes conservent des suppliques adressées au pape, par des prêtres compromis avec l'Église constitutionnelle et qui demandent d'être relevés des censures encourues. Nous en donnons quatre, plus curieuses, qui montrent bien les dispositions spéciales de quelques-uns, et leur manière singulière de juger les graves événements dont ils étaient les tristes victimes.

Il y a d'abord la supplique d'un Père Chartreux qui n'a pas prêté le serment mais qui, évidemment pour tromper l'opinion, a communiqué *in divinis* avec les intrus.

*Supplique du Père Gabriel Bruslé, Chartreux*¹.

« Le Révérend Père Gabriel Bruslé, Chartreux de la maison du Mont-Dieu, à qui sa conscience reproche d'avoir souvent assisté à la messe d'un prêtre intrus, dans une paroisse où il a demeuré depuis son expulsion de son monastère, et qu'il a quittée pour cette raison, Vous supplie, Très Saint Père, de l'absoudre de toutes irrégularités, si aucunes il a encourues.

« Les difficultés de faire sortir aucunes lettres de France, surtout pour Rome, ont beaucoup retardé mes dépêches à Votre Sainteté. Je la prie pour que la réponse me parvienne de l'adresser sur une première enveloppé à M. Cressac, rue Garancière vis-à-vis Saint-

1. Archivio Vaticano. Francia. Appendice epoca napoleonica. Vol. XXI.

Sulpice à Paris, et sur une seconde enveloppe à M. Delseppe curé de Sauville, chez M. Lardenois aubergiste à Sedan. »

La Pénitencerie lui envoya les pouvoirs nécessaires pour se faire absoudre. Elle introduisit dans la formule quelques conditions particulières à cette époque, aussi la donnons-nous en note *in extenso*, comme document historique¹.

Supplique de l'abbé Delseppe, curé de Sauville.

« Sauville, le 16 novembre 1791.

« Très Saint Père,

« L'impossibilité où j'ai été jusqu'à ce jour, et où je suis encore, de

1. « Discreto Viro Confess^{rio} ex approbatis a Legitimo Ordinario pr Latorum Prtium. eligen.

(L. S.).

« Salutem in Domino.

« P. C. Ex Sacr. Pœnit^{ria} Gratis. Certosina Bruslé nella casa di Mont-Dieu.

« Sacra Pœnitentiaria tibi Confessario ab oratore Latore Præsentium Electo, dummodo tamen fueris a Legitimo Ordinario approbatus ad confessiones excipiendas, nec civicum Juramentum nullatenus præstiteris, facultatem concedit, Ipsum Oratorem, si ita post audita prius sacramentali ejusdem Confessione, a quibusvis Ecclesiasticis censuris et Pœnis quas propter præmissa quomodocumque incurrerit, et a culpis hujusmodi, auctoritate apostolica, absolvendi hac vice, in forma Ecclesiæ consueta, ulterius cum eodem oratore pro occulta irregularitate quam ex dictarum censurarum violatione quomodolibet contraxerit, ad suos Ordines licite exercendos, pari apostolica auctoritate, misericorditer dispensandi : injuncta ei congrua salutari Pœnitentia, quodque in futurum cum Ecclesiasticis intrusis neutiquam communicet, et scandalum quod de præterito intulerit, reparare satagat, allisque injunctis de jure injungendis.

« In foro conscientiæ et in sacramentali confessione tantum et non aliter.

« Præsentibus Litteris post executionem sub pœna excommunicationis latæ sententiæ statim per Te combustis.

« Datum Romæ in Sacra Pœnitentiaria die 20 decembris 1791.

J. B. Card^{lis} Zelada M. P.

Phil. Canevari S. P. Sec^{rius}. »

connaître le second bref que Votre Sainteté a envoyé en France, portant anathème contre tous les Prêtres qui, ayant prêté le serment décrété par l'Assemblée nationale de France, ne se rétracteraient pas, quarante jours après sa notification, ou la connaissance qu'on pourrait en avoir, me détermine à m'adresser directement à Votre Sainteté, pour qu'Elle daigne m'assurer des résolutions qu'Elle a prises, et des foudres qu'Elle a lancées contre ceux qui n'obéiraient pas à l'autorité que vous tenez de Jésus-Christ, comme successeur de S. Pierre. Attaché à la religion catholique, apostolique et romaine, et uni de communion avec le Saint Siège que vous occupez, Très Saint Père, pour l'édification de toute l'Eglise, j'ai cru pouvoir conserver ma foi et prêter le serment que ma bouche seule a prononcé, et que des circonstances impérieuses semblaient commander. Sans parler ici, Très Saint Père, des horreurs de la faim et des mauvais traitements dont j'eusse été la victime, ces motifs ne m'ont pas déterminé, mais bien plutôt la malheureuse situation où se serait trouvée ma paroisse, abandonnée à un prêtre intrus sans pouvoirs, comme sans mission. Cette considération, je l'avoue, a porté trop loin ma condescendance, elle m'accuse depuis longtemps de faiblesse, et ma conscience inquiète ne peut s'endormir aux cris de ses remords.

« Daignez, Très Saint Père, recevoir l'aveu de ma faute, me la pardonner et me relever des suspenses, si aucunes j'ai encourues, en faisant le serment et en ne le rétractant pas plus tôt, en recevant un mandement du sieur Nicolas Philibert, évêque constitutionnel du département des Ardennes, et en le publiant à mes paroissiens. J'ai refusé, à la vérité, la lecture et la publication de quatre autres mandements envoyés de sa part, et il est notoire que je n'entre pas en communication avec lui, que je n'en ai jamais fait mémoire au Saint Sacrifice, mais bien de M^{gr} l'archevêque de Reims, à l'autorité duquel je veux demeurer fidèle.

« Si j'ai, Très Saint Père, scandalisé la Religion et séduit par mon exemple, je réparerai autant qu'il sera en moi tout le mal que j'ai causé. Je me servirai avec avantage de l'autorité de l'Eglise dont vous serez, Très Saint Père, l'organe dans la réponse que je supplie Votre Sainteté de me faire. Elle achèvera d'ébranler les irrè-

solutions de quelques Pasteurs, et les fera rentrer dans votre Communion dans laquelle je veux vivre et mourir, moyennant la grâce de Dieu. C'est dans ces sentiments que j'ai l'honneur d'être avec le plus parfait respect,

« Très Saint Père

de Votre Sainteté

Le très humble et très obéissant

serviteur et fils en Jésus-Christ.

Charles-Auguste Delseppe,

Curé de Sauvillie, diocèse de Reims ¹ ».

*Supplique de cinq curés
appartenant au diocèse d'Autun.*

Visp. 8 agosti 1792.

« Très Saint Père,

« Nous avons vu, dans son temps, le Bref de Votre Sainteté en date du 13 avril 1791, relatif à la Constitution civile du clergé de France que vous qualifiez d'impie, d'erronée, tendante au schisme; nous vous observons que, dans le moment que votre Bref a paru, des méchants, sans doute, et les ennemis de notre sainte religion, pour en imposer aux fidèles et donner à croire que ce bref étoit contrefait, et qu'il n'étoit point un acte de la cour de Rome, ont eu la malice d'en faire circuler en même temps deux à trois qui n'étoient pas conformes, mais la vérité se fait toujours connoître, et cette fourberie de la part de leur auteur, n'a pas été capable de nous en imposer; nous avons sçu distinguer le vrai du faux.

« Nous venons de recevoir en dernier lieu votre dernier Bref ². On y reconnoît les sentimens de tendresse du Père commun des fidèles, la prudence et la sagesse qui l'ont dicté. Nous vous avertissons,

1. Nous n'avons trouvé, aux Archives Vaticanes, aucune trace de la réponse faite à ce curé.

2. 19 mars 1792.

dans la sincérité de nos âmes, que nous ne nous servons pas du vain prétexte du deffaut des formalités requises pour la publication de vos Brefs : nous savons parfaitement que, dans l'état actuel où se trouve le royaume de France, non seulement de pareilles formalités sont impossibles, mais, même de plus, qu'elles ne sont pas nécessaires, suivant la Novelle reconnue par Valentinien Auguste, et qui est à la suite de la lettre de S. Léon le Grand aux évêques établis dans la province de Vienne. Nous avons donc parcouru, avec un saint respect, tous les avis, toutes les monitions que contient votre Bref, et nous sommes bien décidés à nous y conformer, avec le scrupule chrétien qu'exigent de nous et le devoir de fidèles et celui de ministres de l'autel. Nous avons donc l'honneur de vous faire cette lettre, pour vous assurer de notre respectueux attachement à la foy cath., apost. et rom. pour laquelle nous sommes prêts à verser notre sang plutôt que d'en trahir le moindre article, *qui peccat in uno factus est omnium reus*, mais nous osons vous faire les observations suivantes, et nous espérons qu'elles toucheront la bonté de votre cœur, et qu'elles vous persuaderont de la pureté de nos intentions.

« D'abord il n'en est pas un parmi nous, qui, lors de la prestation de son serment, n'ait expliqué, en présence de sa paroisse, et sa foy et l'obligation qu'avoit tout fidèle de ne jamais se désunir avec l'Église de Rome qui est le centre de l'unité; il n'en est pas un qui, avant ou après son serment, n'ait dit avec courage, que le serment qu'il prêtoit étant purement civil (l'Assemblée nationale annonçant qu'elle n'en exigeoit pas d'autre) n'ait fait la réserve spéciale, sauf les droits de l'Église et ce qui regarde la foy cath., apost. et rom. dans laquelle nous voulons vivre et mourir.

« En second lieu, vous n'ignorez pas, T. S. P., que la France, dans ce moment, est inondée d'écrits dangereux, pleins de la plus fine fourberie, insidieux et qui ont influencé l'opinion publique à un point qu'il faut beaucoup de temps et de patience pour ramener les esprits égarés. La chose est d'autant plus difficile que l'on est surveillé par tous. Les missionnaires de la nouvelle doctrine de France se répandent de tout côté, même dans les campagnes, et sont à l'affût de chaque mot d'instruction que nous faisons au peuple,

pour nous dénoncer. MM. nos supérieurs, évêques surtout, nous qui sommes du diocèse d'Autun, nous ont abandonnés, pour ainsi dire, en se retirant chez l'étranger, et nous laissent à supporter tout l'orage. Nous sommes devenus aujourd'hui le jouet de tout le monde, nous sommes environnés de curés intrus, qui sont peut-être nos plus cruels ennemis, parce que nous ne communiquons pas avec eux. Néanmoins, malgré cela, nos paroisses sont encore les plus tranquilles, on n'y voit pas régner les désordres qui en affligent tant d'autres. Nous devenons peut-être, comme dit saint Paul, l'anathème pour nos paroissiens, mais du moins la vraie foi y règne, les vrais sacrements y sont administrés, et nous faisons tous nos efforts pour y conserver la religion de nos pères, dans toute sa pureté.

« Vous savez encore, Très Saint Père, que l'Assemblée nationale vient de rendre un décret, en dernier lieu, qui ordonne le départ de tout ecclésiastique non assermenté, ce (sic) que sur la pétition de vingt citoyens, il faudra quitter sa paroisse non seulement, mais même sa patrie, et se voir conduit de force hors des frontières du royaume. Eh ! qui sait encore si le peuple, dans sa fureur, se contentera de ce départ, il faut s'attendre que ne connaissant plus de frein, il en fera autant de victimes. Ce n'est pas encore le plus grand des malheurs : heureux celui qui sait mourir pour la cause de Dieu.

« Mais ne serait-il pas plus prudent, plus sage, plus expédient, pour la religion et pour sa conservation en France, de temporiser encore à faire une rétractation solennelle. Par ce moyen nous serions dans le cas d'entretenir la vraie foy, de contrebalancer la mauvaise doctrine que l'on cherche à semer parmi nos ouailles, nous pleurons, nous gémissons entre le vestibule et l'autel, nous espérons qu'en joignant nos prières aux vôtres, le ciel arrêtera son courroux, qu'il détournera le terrible fléau dont le plus bel empire du monde est menacé. Nous espérons que la prudence dont vous avez donné des preuves si authentiques, dans toutes vos démarches, vous fera reculer au delà du terme fatal de votre Bref, les foudres dont vous menacez les rebelles à votre monition. Nous espérons enfin que vous prendrez en considération tous les motifs exposés

en la présente, et nous vous prions d'être persuadé de notre attachement inviolable au Saint-Siège, comme de notre plus profond respect pour Votre Sainteté.

« Très Saint Père,
Vos très respectueux, très obéissants enfans,

« Le Save curé de Corgangeux, Reffort curé d'Argilles, Maupoil curé de Gerland, Favier curé de Villy le Moutiers, Clerget curé de Cheviguy, tous du diocèse d'Autun¹. »

Au bas de la supplique, nous lisons cette note significative : « Le cardinal (Antonelli) propose de prier, « et de faire une réponse évasive à ces prêtres qui « veulent rester fidèles au Saint-Siège et refusent de « se rétracter ».

*Supplique de l'abbé Ganier, principal
du collège d'Épinal².*

« Très Saint Père,

« Je suis prêtre de l'Église gallicane, chanoine régulier de la Congrégation de Notre Sauveur, directeur de religieuses, et principal du collège d'Épinal, diocèse de Saint-Diez.

« Conformément à un décret de l'Assemblée nationale, j'ai juré d'être fidèle à la Constitution civile du

1. Les suppliants étaient recommandés au Saint-Siège en ces termes : « M. Badier vicaire général de Lyon pour le diocèse d'Autun recommande « cette lettre et ces prêtres, et envoie une lettre de recommandation de la « princesse Primeau. » Cette lettre ne se trouve pas dans le dossier.

2. Archivio Vaticano. Francia. Appendice. Epoca napoleonica 1798-1815. Vol. XXI.

clergé de France; je n'ai cependant voulu accepter aucun bénéfice conféré selon le nouveau régime, pas même l'Épiscopat qui m'a été offert.

« J'ai été longtemps dans l'incertitude si je prêterais ce serment. Des motifs que j'ai crus plus puissants que l'exemple imposant de la majeure partie des Evêques de France m'ont déterminé à prendre mon parti.

« J'ai craint de résister à Dieu en résistant à la puissance civile; j'ai cru que la Constitution du clergé était purement civile, et qu'il valait mieux préférer la paix à *un point de discipline* qui ne tenait pas essentiellement à la religion; j'ai cru qu'en ne me conformant pas à la loi, les religieuses dont je suis directeur et qui rendent de très grands services à la religion et aux mœurs, en instruisant la jeunesse, seraient forcées à quitter leur état, et c'est ce qui est arrivé aux religieuses qui ont des prêtres non sermentés pour directeurs. Ce sont les raisons qui m'ont porté à prêter mon serment.

« En France, nous ne pouvons plus croire les novellistes, les uns disent que Votre Sainteté *munie des suffrages des évêques de la chrétienté* a condamné la Constitution civile du clergé de France, comme renfermant des principes schismatiques et hérétiques; d'autres assurent le contraire. J'ose réclamer votre bonté paternelle pour me tracer la route que je dois suivre, en promettant de m'y conformer en tout point.

« Veuille donc Votre Sainteté ne point abandonner un de ses enfants soumis, et qui est dans la résolution

de verser plutôt la dernière goutte de son sang que de se détacher du Saint-Siège.

« Ne pouvant discontinuer mes fonctions dans le ministère, sans de très grands inconvénients, je les continuerai jusqu'à ce que je saurai, de Votre Sainteté, si je dois me rétracter.

« Je suis de Votre Sainteté le très humble et très obéissant serviteur.

Ganier¹. »

1. Il n'y a pas trace de réponse aux Archives Vaticanes.

CHAPITRE III

LE SERMENT CIVIQUE 3-14 SEPTEMBRE 1791.

I. — LES TEXTES DE LOI.

La formule de ce serment tirée de la constitution, titre II, article 5, est ainsi conçue :

« Je jure d'être fidèle à la Nation, à la loi et au Roi et de maintenir de tout mon pouvoir la constitution du royaume décrétée par l'Assemblée nationale Constituante aux années 1789, 1790 et 1791¹ ».

L'Assemblée, dite Législative, l'imposa aux ecclésiastiques qui avaient refusé le premier serment, ou qui n'y étaient pas astreints, le 29 novembre 1791, voici dans quelles circonstances :

L'application de la Constitution civile du clergé, l'obligation de prêter le serment du 27 novembre 1790, l'expulsion des prêtres fidèles, l'installation forcée des intrus avaient soulevé les populations si religieuses et si catholiques de l'ouest. L'Assemblée nationale, sur-

1. Titre II, art. 5 de la constitution votée le 3 septembre 1791 et approuvée par le Roi, le 14 septembre suivant. Duvergier, t. III, p. 277.

prise, envoya dans la Vendée des commissaires chargés de faire une enquête sur les événements. Ceux-ci, aveuglés par la passion, peut-être désireux de flatter les auteurs de la persécution religieuse, ne comprirent pas ou ne voulurent pas comprendre la vraie situation du pays, ni la cause toute religieuse de son malaise profond; ils ne virent pas la guerre civile qui était sur le point d'éclater et qu'il aurait fallu éviter à tout prix; ils trouvèrent que la responsabilité des troubles retombait tout entière sur les victimes, sur les prêtres fidèles, et jugèrent qu'il n'y avait qu'un remède à appliquer : poursuivre plus vigoureusement ces mêmes prêtres et leurs partisans, c'est-à-dire froisser davantage la grande majorité de la population et lui faire violence; c'était jeter de l'huile sur le feu. L'Assemblée, volontairement trompée, vota le décret suivant dont le veto du roi suspendit pour un temps l'exécution :

« L'Assemblée nationale, après avoir entendu le rapport des commissaires civils envoyés dans le département de la Vendée, les pétitions d'un grand nombre de citoyens, et le rapport du Comité de Législation civile et criminelle, sur les troubles excités dans plusieurs départemens du royaume, par les ennemis du bien public, sous prétexte de religion ;

« Considérant que le contrat social doit lier, comme il doit également protéger tous les membres de l'État;

« Qu'il importe de définir, sans équivoque, les termes de cet engagement afin qu'une confusion dans les mots n'en puisse opérer une dans les idées; que le serment purement civique est la caution que tout citoyen doit donner de sa fidélité à la loi, et de son attachement à la société, et que la différence des opinions religieuses ne peut être un empêchement de prêter serment, puisque la constitu-

tion assure à tout citoyen la liberté entière de ses opinions en matière de religion, pourvu que *leur manifestation ne trouble pas l'ordre, ou ne porte pas à des actes nuisibles à la sûreté publique*;

« Que le ministre d'un culte, en refusant de reconnaître l'acte constitutionnel qui l'autorise à professer ses opinions religieuses, sans lui opposer d'autre obligation que le respect pour *l'ordre établi par la loi*, et pour *la sûreté publique*, annoncerait, par ce refus-là même, que son intention n'est pas de les respecter;

« Qu'en ne voulant pas reconnaître la loi, il abdique volontairement les avantages que cette loi seule peut garantir;

« Que l'Assemblée nationale, pressée de se livrer aux grands objets qui appellent son attention, pour l'affermissement du crédit et du système des finances, s'est vue, avec regret, obligée de tourner ses premiers regards sur des désordres qui tendent à compromettre toutes les parties du service public, en empêchant l'assiette prompt et le recouvrement paisible des contributions;

« Qu'en remontant à la source de ces désordres, elle a entendu la voix de tous les citoyens éclairés proclamer l'empire de cette grande vérité, que la religion n'est, pour les ennemis de la constitution, qu'un prétexte dont ils abusent, et un instrument dont ils osent se servir pour troubler la terre au nom du ciel;

« Que leurs délits mystérieux échappent aisément aux mesures ordinaires qui n'ont point de prise sur les cérémonies clandestines, dans lesquelles leurs trames sont enveloppées, et par lesquelles ils exercent sur les consciences un empire invisible;

« Qu'il est temps, enfin, de percer des ténèbres, afin que l'on puisse discerner le citoyen paisible et de bonne foi du prêtre turbulent et machinateur qui regrette les anciens abus, et ne peut pardonner à la révolution de les avoir détruits;

« Que ces motifs exigent impérieusement que le Corps législatif prenne de grandes mesures politiques pour réprimer les factieux qui couvrent leurs complots d'un voile sacré;

« Que l'efficacité de ces nouvelles mesures dépend, en grande partie, du patriotisme, de la prudence et de la fermeté des corps municipaux et administratifs, et de l'énergie que leur impulsion peut communiquer à toutes les autres autorités constituées;

« Que les administrations de département, surtout, peuvent, dans ces circonstances, rendre le plus grand service à la nation, et se couvrir de gloire en s'empressant de répondre à la confiance de l'Assemblée nationale qui se plaira toujours à distinguer leur zèle, mais qui, en même temps, réprimera sévèrement les fonctionnaires publics, dont la tiédeur, dans l'exécution de la loi, ressemblerait à une connivence tacite avec les ennemis de la constitution ;

« Qu'enfin, c'est surtout aux progrès de la saine raison et à l'opinion publique bien dirigée, qu'il est réservé d'achever le triomphe de la loi, d'ouvrir les yeux des habitans des campagnes sur la perfidie intéressée de ceux qui veulent leur faire croire que les législateurs constituans ont touché à la religion de leurs pères, et de prévenir, pour l'honneur français, dans le siècle de lumières, le renouvellement des scènes horribles, dont la superstition n'a malheureusement que trop souillé leur histoire, dans les siècles où l'ignorance des peuples était un des ressorts du gouvernement ;

« L'Assemblée nationale, ayant décrété préalablement l'urgence, décrète ce qui suit :

Ces considérants embarrassés, exagérés, souvent faux pour ne pas dire mensongers, montrent l'ignorance profonde de l'Assemblée sur le véritable état des esprits, au point de vue religieux, dans l'ouest et dans la France entière, prouvent davantage son malheureux esprit sectaire, et laissent entrevoir cette affreuse guerre de Vendée qu'un peu de justice rendue à la fois aux prêtres et aux fidèles aurait facilement évitée.

Examinons maintenant les articles de cette loi qui révolta le pauvre Louis XVI, et dont l'esprit étroit, haineux, sectaire, animera jusqu'au Directoire toute la législation religieuse de la Révolution.

« ART. 1^{er}. — Dans la huitaine, à compter de la publication du présent décret, tous les ecclésiastiques, autres que ceux qui se sont

conformés au décret du 27 novembre dernier, seront tenus de se représenter par-devant la municipalité du lieu de leur domicile, d'y prêter le serment civique, dans les termes de l'article 5 du titre II de la constitution, et de signer le procès-verbal qui en sera signé sans frais.

« ART. 2. — A l'expiration du délai ci-dessus, chaque municipalité fera parvenir au directoire de département, par la voie du district, un tableau des ecclésiastiques domiciliés dans son territoire, en distinguant ceux qui auront prêté le serment civique, et ceux qui l'auront refusé. Ces tableaux serviront à former la liste dont il sera parlé ci-après.

Ainsi, d'après le législateur, les ecclésiastiques anciens fonctionnaires publics, qui avaient refusé de prêter le serment à la Constitution civile du clergé, devaient encore être astreints, non plus à ce serment qui avait cessé de les atteindre, mais seulement au serment civique ou serment à la constitution du royaume. C'est tout à fait conforme à l'article 5 du décret du 27 novembre 1790, qui précise des délais au delà desquels la prestation du premier serment devenait inutile.

« ART. 3. — Ceux des ministres du culte catholique qui ont donné l'exemple de la soumission aux lois, et de l'attachement à leur patrie, en prêtant le serment civique, suivant la formule prescrite par le décret du 27 novembre 1790, et qui ne l'ont pas rétracté, sont dispensés de toute formalité nouvelle ; ils sont invariablement maintenus dans tous les droits qui leur ont été attribués par les décrets précédents.

« ART. 4. — Quant aux autres ecclésiastiques, aucun d'eux ne pourra désormais toucher, réclamer, ni obtenir de pension ou de traitement sur le Trésor public, qu'en représentant la preuve de la prestation du serment civique, conformément à l'article 1^{er} ci-dessus. Les trésoriers, receveurs ou payeurs qui auront fait des

paiements contre la teneur du présent décret, seront condamnés à en restituer le montant, et privés de leur état.

« ART. 5. — Il sera composé tous les ans une masse des pensions dont les ecclésiastiques auront été privés par leur refus ou leur rétractation de serment. Cette masse sera répartie entre les quatre-vingt-trois départemens, pour être employée par les conseils généraux des communes, soit en travaux de charité pour les indigens valides, soit en secours pour les indigens invalides.

« ART. 6. — Outre la déchéance de tout traitement et pension, les ecclésiastiques qui auront refusé de prêter le serment civique ou qui le rétracteront après l'avoir prêté, seront par ce refus ou cette rétractation même, réputés suspects de révolte contre la loi, et de mauvaises intentions contre la patrie, et, comme tels, plus particulièrement soumis et recommandés à la surveillance de toutes les autorités constituées.

« En conséquence, tout ecclésiastique, ayant refusé de prêter le serment civique (ou qui le rétractera après l'avoir prêté), qui se trouvera dans une commune où il surviendra des troubles dont les opinions religieuses seront la cause ou le prétexte, pourra, en vertu d'un arrêté du directoire du département, sur l'avis de celui du district, être éloigné provisoirement du lieu de son domicile ordinaire, sans préjudice de la dénonciation aux tribunaux, suivant la gravité des circonstances.

« ART. 8. — En cas de désobéissance à l'arrêté du directoire de département, les contrevenans seront poursuivis dans (sic) les tribunaux, et punis de l'emprisonnement dans le chef-lieu du département. Le terme de cet emprisonnement ne pourra excéder une année.

« ART. 9. — Tout ecclésiastique qui sera convaincu d'avoir provoqué la désobéissance à la loi et aux autorités constituées, sera puni de deux années de détention.

« ART. 10. — Si, à l'occasion des troubles religieux, il s'élève, dans une commune, des séditions qui nécessitent le déplacement de la force armée, les frais, avancés par le trésor public pour cet objet, seront supportés par les citoyens domiciliés dans la commune, sauf leur recours contre les chefs, instigateurs et complices des émeutes.

« ART. 11. — Si des corps ou des individus chargés de fonctions publiques, négligent ou refusent d'employer les moyens que la loi leur confie pour prévenir ou réprimer une émeute, ils en seront personnellement responsables; ils seront poursuivis, jugés et punis conformément à la loi du 3 août 1791.

« ART. 12. — Les églises et édifices employés au culte dont les frais sont payés par l'État, ne pourront servir à aucun autre culte.

« Les églises et oratoires nationaux, que les corps administratifs auront déclarés n'être pas nécessaires pour l'exercice du culte, dont les frais sont payés par la nation, pourront être achetés ou affermés par les citoyens attachés à un autre culte quelconque, pour y exercer publiquement ce culte, sous la surveillance de la police et de l'administration; mais cette faculté ne pourra s'étendre aux ecclésiastiques qui se seront refusés au serment civique exigé par l'article 1^{er} du présent décret (ou qui l'auront rétracté), et qui par ce refus ou cette rétractation, sont déclarés, suivant l'article 6, suspects de révolte contre la loi, et de mauvaise intention contre la patrie.

« ART. 13. — La vente ou la location des églises ou oratoires, dont il est parlé dans l'article précédent, ne peuvent s'appliquer aux églises dont sont en possession, soit privée soit simultanée avec les catholiques, les citoyens qui suivent les confessions d'Augsbourg et Helvétique, lesquels sont conservés en leurs droits respectifs dans les départemens du Haut et du Bas-Rhin, du Doubs et de la Haute-Saône, conformément aux décrets des 17 août, 9 septembre et 1^{er} décembre 1790.

« ART. 14. — Le directoire de chaque département fera dresser deux listes : la première comprenant les noms et demeures des ecclésiastiques sermentés, avec la note de ceux qui seront sans emploi, et qui voudront se rendre utiles; la seconde comprenant les noms et demeures de ceux qui auront refusé de prêter le serment civique, avec les plaintes et les procès-verbaux qui auront été dressés contre eux. Ces deux listes seront arrêtées incessamment, de manière à être présentées, s'il est possible, aux conseils généraux de département, avant la fin de leur session actuelle.

« ART. 15. — A la suite de ces listes, les procureurs-généraux-syndics rendront compte aux conseils de département (ou aux di-

rectoires si les conseils sont séparés) des diligences qui ont été faites dans leur ressort, pour l'exécution des décrets de l'Assemblée nationale constituante des 12-24 juillet et 27 novembre 1790, concernant l'exercice du culte catholique salarié par la nation; ce compte rendu présentera le détail des obstacles qu'a pu éprouver l'exécution de ces lois, et la dénonciation de ceux qui, depuis l'amnistie, ont fait naître de nouveaux obstacles, ou les ont favorisés par prévarication ou par négligence.

« ART. 16. — Le conseil général de chaque département (ou le directoire, si le conseil est séparé) prendra sur ce sujet un arrêté motivé qui sera adressé sur-le-champ à l'Assemblée nationale, avec les listes des ecclésiastiques sermentés ou non sermentés (ou qui se seront rétractés), et les observations du département sur la conduite individuelle de ces derniers, ou sur leur coalition séditieuse, soit entre eux, soit avec les Français transfuges et déserteurs.

« ART. 17. — A mesure que ces procès-verbaux, listes et arrêtés seront adressés à l'Assemblée nationale, ils seront remis au Comité de Législation pour en faire un rapport général, et mettre le corps législatif à portée de prendre un dernier parti, afin d'extirper la rébellion qui se déguise sous le prétexte d'une prétendue dissidence dans l'exercice du culte catholique; dans un mois le Comité prendra l'état des administrations qui auront satisfait aux articles précédens, et proposera les mesures à prendre contre celles qui seront en retard de s'y conformer.

« ART. 18. — Comme il importe surtout d'éclairer le peuple sur les pièges qu'on ne cesse de lui tendre au sujet d'opinions prétendues religieuses, l'Assemblée nationale exhorte tous les bons esprits à renouveler leurs efforts, et à multiplier leurs instructions contre le fanatisme; elle déclare qu'elle regardera comme un bienfait public les bons ouvrages à la portée des citoyens des campagnes, qui lui seront adressés sur cette matière importante; et, d'après le rapport qui lui en sera fait, elle fera imprimer ces ouvrages aux frais de l'État, et récompensera leurs auteurs¹ ».

1. « 29 novembre 1791. Décret relatif aux troubles excités sous prétexte de religion, et aux ecclésiastiques qui ont prêté ou refusé le serment (B., t. XIX, p. 155). (Le Roi examinera.) » Duvergier, t. IV, p. 23.

Le *veto* du Roi, nous l'avons dit, empêcha l'exécution pure et simple de ce décret, aussi imprudent en lui-même qu'il était injuste à l'égard des catholiques, mais il ne put empêcher son esprit sectaire d'envahir de plus en plus les corps administratifs des provinces éloignées.

La loi de déportation votée le 27 mai 1792, suspendue par le veto de Louis XVI, et rendue exécutoire, le 26 août 1792, après la chute du Roi, reproduira littéralement plusieurs articles de ce décret, et, en attendant, beaucoup de municipalités, de directoires de district, de conseils de département s'en inspireront dans la persécution contre les prêtres et contre les catholiques, tandis que des prêtres et des religieuses, non soumis au serment à la Constitution civile du clergé, prêteront de bonne foi le serment civique pour éviter la persécution et échapper aux embûches de leurs ennemis.

II. — LA PRESTATION DU SERMENT.

Le serment civique devait être prêté par tous les citoyens, excepté les prêtres fonctionnaires publics et assimilés qui étaient déjà astreints à leur serment particulier, avec la promesse de fidélité à la Constitution civile du clergé.

Les Archives du Vatican nous apprennent que des prêtres, des religieuses prêtèrent le serment civique pour éviter la persécution et éluder le premier serment

tenu à Rome pour hérétique et condamné comme tel.

Au mois de mai 1792¹, ce sont des Clarisses de Lusignan, dans le diocèse de Narbonne, qui, très malheureuses, s'adressent au Pape par l'intermédiaire du supérieur général des Conventuels. Elles déclarent avoir juré d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, pour sauver leur monastère. Neuf d'entre elles, se croyant excommuniées, ont cessé tout exercice de religion et de piété, les autres huit en continuent la pratique, mais en hésitant. Toutes demandent que le Saint-Siège leur trace une ligne de conduite et elles promettent une soumission absolue aux ordres qui leur seront donnés. Le Cardinal prodataire, visiblement touché de

1. « *Petizione delle Religiose di Lusignan, Diocesi di Narbona, fatta al P(adre) G(enerale) de' Conv(entua)li, a cui fu dato ordine da N(os)tro Signore di rispondere secondo l'incluso Biglietto del Sig(no)r Card(inale) Campa-nelli Pro Datario.*

« 24 Luglio 1792.

« Le Religiose di S. Chiara del Monastero di Lusignan della diocesi di Narbona, in una lettera scritta al generale dei Minori Conventuali, in data dei 14 Maggio 1792, rappresentano d'aver sentito, con afflizione di spirito, che il S. Padre minaccia di scomunica tutti quelli che hanno prestato il giuramento civico.

« Dicono che non hanno visto alcun Breve.

« Confessano d'aver prestato il giuramento in questi termini : *giuro di essere fedele alla Nazione, alla Legge e al Re.*

« Aggiungono che nove religiose di questo monastero hanno sospeso tutti gli atti di Religione e di Pietà, e che le altre otto continuano tutti i loro esercizi, non ostante il giuramento civico prestato per Loro, da Commissario provinciale, unicamente per salvare la loro casa, che altrimenti andava a soffrir naufragio.

« Non sapendo se questi atti di Religione sono per esse utili o di nessun profitto, come pretendono le altre nove loro sorelle, le quali li hanno già affatto intermessi, chiedono lume e consiglio dal M(aestr)o Padre Generale, protestandosi di essere inviolabilmente sottoposte alla Chiesa cattolica romana e alla giurisdizione di Lui, purchè il Santo Padre non le sottoponga ad altra giurisdizione. »

compassion¹, propose de leur envoyer, par l'intermédiaire du même général des Conventuels, un esemplaire des Brefs de Pie VI, puis de les inviter à rétracter le serment prêté, et à demander à Dieu l'esprit de conversion pour s'approcher dignement des sacrements.

Au mois de juillet de la même année, un sieur Constant, curé intrus à Saint-Affrique, écrit avec im-

1. « Dalla Dataria 20 Luglio 1792. (En marge : « Sig. Card. de Zelada Seg^o di Stato con foglio ».)

« La Santità di N(ostro) S(ignore), avendo presa in considerazione l'istanza delle Religiose di Lusignan, ha ordinato che il P(adre) generale de' Minori Conventuali risponda alle dette Religiose, con rimmettergli un esemplare dei Brevi di Sua Santità dalle medesime non conosciuti, e con insinuare che devono in coscienza ritrattare il giuramento civico da loro prestato come hanno fatto altri più ecclesiastici, benché la scomunica contro i giuratori sia stata minacciata ma non ancora fulminata. Intanto, non devono traslasciare di raccomandarsi caldamente a Dio per ottenere lo spirito della conversione affinché, ritrattato il giuramento, possino degnamente accostarsi ai sacramenti.

« Tanto il Cardinale Pro Datario partecipa all' E. V. e con tutto l'ossequio le baccia umilissimamente le mani.

Ss. Apostoli 12 giugno 1792. »

« La costernazione di spirito in cui si trovano alcune religiose del Monastero di S^a Chiara di Lusignan situato nella diocesi di Narbona, e il ricorso che fanno al Generale de' M. C. a cui restano ancora unite, per mettere in calma l'agitato loro spirito, danno motivo allo stesso scrivente ricorrere all'Emo Sig^r Card. Penitenziario, perchè, inteso l'autorevole suo oracolo, possa, a tenore di questo, rispondere alla M^{dre} Vicaria delle sud. Religiose. Datta lettera, che qui si compie, ravviserà l'E. V. qual sia stato l'errore che indusse parte di quelle monache a prestare il giuramento civico *d'esser fedele alla Nazione, alla Lege e al Re*, giuramento che loro sembrava di nulla offendere il dogma e la morale, ma che ponesse solamente in salvo il loro monastero a cui si minacciava un imminente naufragio. Del rimanente, si dimostrano pronte ad eseguire i comandi del S. Padre a cui si protestano attaccatissime. Temendo però essere incorse nella scomunica per il prestato giuramento, sebbene sembra che l'ignorassero, né sapendo su questa cosa rispondere, il p(resen)te scrivente perciò umilmente implora l'oracolo dell' E. V. cui bagia con profondissimo rispetto la sag. Porpora. »

pudence qu'il n'a prêté que le serment civique
« *d'être fidèle à (son) troupeau, à la nation, à la loi,*
« *au roy, et de soutenir de tout son pouvoir la cons-*
« *titution française* », il attaque les Brefs pontificaux,
fait l'éloge de la constitution française et demande s'il
a mal agi. Le Cardinal prodataire, toujours charitable,
formule ainsi son avis sur cette lettre singulière :
« L'éloge qu'il fait de la constitution pousserait à ne
« pas lui répondre, mais, par charité, répondre de con-
« sulter les actes pontificaux déjà publiés, et de se sou-
« mettre à son évêque légitime¹ ».

De simples laïcs fonctionnaires publics, dont le serment semblait être tout à fait étranger aux questions religieuses, avaient la conscience troublée : Arrondeau, notaire dans le Bas-Vendômois, département du Loir-et-Cher, district de Vendôme, ayant été élu pour la seconde fois officier municipal, a prêté le serment
« d'être fidèle à la nation, à la loi et au roy, et de
« maintenir de tout (son) pouvoir la constitution du
« royaume décrétée par l'Assemblée nationale consti-
« tuante aux années 1789, 90 et 91 » ; il demande s'il
a mal agi².

Ailleurs des ecclésiastiques voulaient se dédoubler, et ne considérer en eux que le fonctionnaire public, mais leur conscience hésitante les obligeait à demander que Rome leur traçât une ligne de conduite : Hyacinthe

1. Nous n'avons pas cru devoir reproduire la lettre peu respectueuse du curé de S.-Affrique.

2. Il n'y a aucune trace de réponse à cette lettre.

Louis Barthélemy Bernard, clerc romain, prieur commendataire en France, auditeur de la « Protettoria » de ce royaume et secrétaire de l'Éminentissime Cardinal de Bernis, a prêté le serment civique qui ne regarde que le temporel, dit-il; de plus il a prêté le serment, non pas en sa qualité d'ecclésiastique, mais comme employé au service de Sa Majesté très-chrétienne, que doit-il faire¹?

Mais le cas le plus piquant dont il soit fait mention dans les Archives Vaticanes est celui du comte de Ségur.

Le 22 mars 1791, Louis XVI annonça au pape le rappel du Cardinal de Bernis son Ambassadeur à Rome. Pie VI lui répondit le 13 avril, le jour même où il envoyait en France la condamnation de la Constitution civile du clergé et du serment du 27 novembre 1790 :

« Plut à Dieu, notre très cher Fils dans le Christ, que vous ne fussiez jamais tombé dans ces temps qui, comme vous l'écrivez, exigent de Votre Majesté royale que vous appliquiez à d'autres emplois le ministère rempli jusqu'à ce jour, auprès de nous, par notre vénérable frère Joachim Cardinal de la S. E. R. de Bernis. Lorsque, par votre lettre très bienveillante du 22 mars, vous nous avez annoncé cette mesure, aux autres causes de notre douleur, qui presque chaque jour nous arrivent de la France, celle-ci s'est ajoutée très grave et très pénible, nous ne pouvons le nier. Après les avoir éprouvés pendant plusieurs années, nous nous reposons sur sa prudence, son désintéressement, sa probité et son zèle particulier pour maintenir et augmenter entre Votre Majesté et nous les liens de l'amitié mutuelle, de la confiance, de nos rapports intimes, de nos devoirs respectifs. Puisque vous

1. Il n'y a aucune indication de réponse donnée ou refusée.

déclarez connaître vous-même ces grandes qualités, vous me permettrez de lui rendre ce fidèle témoignage auquel applaudissent le collège des cardinaux et tous les personnages de Rome qu'il s'était attachés par sa bienveillance et sa vertu.

« Vous jugez donc devoir céder aux circonstances et nous envoyer un autre Ambassadeur; nous espérons de votre sagesse qu'il sera tel que le demandent, en ce moment, nos affaires et les conditions de l'Église romaine. Nous vous prions surtout et nous vous supplions de nous choisir un homme qui professe particulièrement la religion catholique, et qui n'ait pas prêté sans restriction le serment imposé par l'Assemblée nationale. Sans cela, il nous sera suspect, désagréable, tout à fait inapte à remplir, auprès du Saint-Siège, la charge de votre Ambassadeur et, par conséquent, il ne pourra être reçu par nous.

« Ainsi vous nous donnerez une grande preuve de votre bonne volonté, digne à tous égards de ce que nous attendons de vous, vous répondrez au grand amour que nous avons pour vous, à notre bienveillance et aux vœux que nous faisons à Dieu pour qu'il accorde à votre royale Majesté la vie sauve, le bonheur et la vraie gloire liée aux conditions que vous ferez à la Religion et à l'Église, toutes choses que nous n'avons jamais cessé de demander avec la plus grande affection paternelle.

« Et, comme gage des biens célestes, nous vous accordons, notre très cher Fils dans le Christ, et à toute votre famille royale la bénédiction apostolique.

« Donné à Rome, le 13 avril 1791, de notre Pontificat l'année XVII^e. »

Louis XVI nomma comme Ambassadeur le comte de Ségur¹. Malheureusement le comte avait prêté le serment civique purement et simplement et il s'en faisait gloire. Le Cardinal secrétaire d'État, au nom du pape, refusa de recevoir le nouvel Ambassadeur.

1. Voir dans A. Mathiez, *Rome et le clergé français sous la Constituante*, p. 496, les instructions données au comte de Ségur.

Le 12 mai 1791, le comte, dans une lettre peu mesurée¹ adressée au Cardinal secrétaire d'État, se plaint

1. « Affare del comte di Segur.

« Monseigneur,

« Lorsque j'ai eu l'honneur d'écrire à votre Éminence, elle a dû voir dans ma lettre l'expression des sentiments que m'inspirait sa réputation, et le désir que j'avais d'être secondé par Elle dans la mission difficile qui m'était confiée. Je m'attendais, Monseigneur, à la première partie de votre réponse, et aux vœux que vous voulez bien faire pour des succès si essentiels au bien de la Religion et de la Monarchie; mais la fin de cette réponse excite ma surprise et me paraît mériter une réplique.

« Je ne puis voir sans étonnement que M^{gr} le Cardinal de Bernis, qui se glorifie avec raison des titres *d'Évêque catholique, de fidèle sujet, de vrai citoyen, d'ami de l'ordre et de la paix*, paraisse approuver l'étrange déclaration que le Nonce de Sa Sainteté vient de faire au Roi, et qu'il suppose que je puisse oublier assez mes devoirs pour ajouter une restriction au serment civique, tandis que la loi ordonne à tous les fonctionnaires publics de le prêter purement et simplement.

« Nos opinions semblent trop différentes, sur ce point, pour que je ne croie pas nécessaire de vous déclarer mes vrais sentiments, comme vous avez daigné me développer les vôtres.

« Je n'analyserai point les devoirs d'un *Évêque catholique*; vous devez les connaître mieux que moi. Les opinions religieuses sont libres et quelques prélats de bonne foi peuvent croire que la conscience doit être aussi attachée à la discipline qu'aux dogmes, et que l'inflexibilité est la première des vertus chrétiennes, tandis que d'autres penseront que la charité, la soumission aux lois, l'horreur de tous les moyens qui peuvent allumer des guerres religieuses sont les vertus des premiers apôtres et des véritables pontifes. Cette matière m'est d'ailleurs totalement étrangère et la constitution de la France me laisse heureusement la liberté de conscience la plus illimitée à cet égard.

« Ce que je veux, ce que je dois seulement examiner avec vous, ce sont les devoirs *d'un fidèle sujet, d'un vrai citoyen, d'un ami de l'ordre et de la paix*. Sous ces rapports je vous avouerai que je ne conçois pas que l'on puisse avoir deux manières de penser différentes.

« Tout Français doit obéir fidèlement aux ordres que le Roi lui donne au nom de la loi. *Tout citoyen* ne peut connaître qu'un devoir, c'est celui d'obéir aux lois et à ceux qui en sont les organes légitimes. *Tout ami de l'ordre et du repos public* gardant la liberté de ses opinions doit soumettre ses actions à la volonté générale et aux ordres de celui qui est chargé de la faire exécuter. Ces devoirs sont sacrés, le repos public n'existe que lorsqu'ils sont remplis. Tout homme qui s'y assujettit est *ami de l'ordre et du repos public*, tout homme qui s'y refuse trouble nécessairement *l'ordre et*

vivement de ce refus et déclare ne comprendre ni le Nonce de Paris qui l'a manifesté au roi, ni le Cardinal de Bernis

le repos public. Le serment civique est l'engagement de remplir ce devoir la restriction au serment civique est un refus, est un délit aux yeux de la loi.

« D'après cette explication, Monseigneur, vous devez concevoir mon étonnement de vous voir supposer que je puisse me permettre une semblable restriction. Après vous avoir parlé de principes, permettez-moi de vous parler de politique.

« M. le Cardinal de Bernis est trop éclairé sur les droits des souverains pour ne pas sentir combien il est étrange qu'un prince ose se mêler des serments que prêtent les citoyens d'une autre Puissance; comme ministre, il doit blâmer hautement une démarche aussi inconsidérée et qui semblerait, si on y persistait, provoquer une rupture éclatante; comme évêque, il connaît trop bien les limites des deux Puissances pour ne pas condamner les prétentions des Pontifes qui ont uni le glaive à la tiare, qui ont voulu disposer des royaumes, décider des droits des Monarques, tracer les limites de leurs États, s'immiscer dans le gouvernement de leur pays, et profaner l'autorité spirituelle par des usurpations temporelles que le dix-huitième siècle ne s'attend pas à voir renouveler.

« J'ai trop lu M. le Cardinal de Bernis et j'en ai trop entendu parler pour ne pas être persuadé que son opinion sur ce point est entièrement conforme à la mienne; et quoique sa lettre paraisse s'en éloigner, je suis convaincu que je l'ai mal comprise, et qu'il voudra bien m'en expliquer le véritable sens. Je suis d'autant plus fondé à le penser que M. le Cardinal de Bernis *a fait lui-même prêter le serment civique, sans restriction, à tous les laïques qui se trouvent à Rome attachés à la Légation.*

« Cette explication que je désire ne peut être indifférente, l'opinion d'un homme aussi célèbre peut, ou donner plus de force à la vérité, ou donner plus de crédit à des erreurs funestes: et il est plus nécessaire que jamais, pour la religion et pour la tranquillité publique, que les hommes honnêtes, les prélats éclairés, les écrivains célèbres se réunissent pour prêcher la morale humble et pacifique de l'Évangile, la soumission aux loix, l'esprit de conciliation et l'éloignement de ces moyens violents que la superstition conseille, que la philosophie dédaigne, que le patriotisme prescrit et que la charité condamne.

« Telle est, Monseigneur, la profession de foi d'un homme qui a toute sa vie respecté les loix, qui leur sera fidèle, qui soutiendra partout la dignité de sa nation, qui exécutera avec zèle les ordres du Roi et qui, gémissant des malheurs inséparables d'une Révolution, désirera toujours qu'on prenne les meilleurs moyens d'empêcher les ennemis de l'État d'augmenter le nombre et de prolonger la durée de ces calamités.

« Je suis trop attaché à la haute opinion que j'ai conçue de vous, pour n'être pas convaincu que j'avais raison de compter sur votre assistance dans le cas que Sa Sainteté, mieux instruite de nos loix, et suivant de plus sages

qui approuve le Nonce. Il assure que le cardinal de Bernis a fait prêter le serment civique à tous les employés laïques de l'ambassade de Rome; pour lui il se glorifie d'avoir juré purement et simplement et d'avoir par là obéi au roi qui a approuvé le serment.

Un mémoire curieux du Cardinal¹, préparé pour

conseils, n'aurait pas opposé à mon départ et à ma mission un obstacle aussi imprudent qu'imprévu!

« Je suis avec respect,

Monseigneur,

De Votre Éminence,

Le très humble et très obéissant serviteur

« Ségur.

« A Paris ce 12 may 1791. »

« 1. MEMORIA.

« Se le Pontificie intenzioni esternate nel Breve diretto a S. M. Xma. in data dei 13 aprile dell' anno corrente, di non poter ricevere con carattere di Ambasciatore chiunque abbia prestato senza veruna limitazione il giuramento civico, hanno eccitato nell' anima della M. S. e del suo Ministro dubbii e sospetti di volere il S. P. interrompere quella amichevole corrispondenza che da lungo tempo sussiste fra le due corti, come rilevasi dalla lettera del Sign. Conte di Montmorin, diretta al Nunzio in Parigi, in data de' 3 corr., Sua Santità non diffida che l'ingenua esposizione dei nostri motivi e riflessi che Lo hanno determinato ad un tal partito giungerà a sgombrare e diliguare qualunque sinistra prevenzione.

« La costante premura ed impegno che il Santo Padre si è fatto e si fa di conservare, con S. M. Xma., la più sincera ed inalterabile amicizia corrisponde al tenero paterno affetto con cui lo ha sempre riguardato e riguarda come Figlio Primigenito della Chiesa.

« Che se i luttuosi disastri e le calamità spirituali che affliggono la religione e la Chiesa cattolica ne' Dominj Francesi, originate dalla nuova Constitutione e dai Decreti concernenti lo stato civile del clero hanno sommamente commosso l'animo di Sua Santità, e l'hanno costretto a prendere quegli espedienti e misure che non può trascurare senza tradire la propria coscienza e senza mancare ai doveri che gl' impone il supremo apostolato; Egli nondiméno usando della più estesa longanimità e moderazione, e secondando sempre gl' impulsi del proprio cuore, ha dato manifestamente a conoscere quanto Egli sia sinceramente propenso e sollicito di conservare i vincoli di unione e di pace; di che fanno fede i Brevi de' 19 marzo co' quali eccitò i Vescovi a suggerire e proporre i termini di conciliazione che giudica però compatibili col sistema cattolico e colle Leggi della Chiesa, pregò il Re di

Louis XVI, expose les raisons de Sa Sainteté et maintient le refus de recevoir le comte de Ségur comme

concorrere anch'esso, e d'incoraggiare que' zelanti Prelati per l'intento medesimo.

« Ma poichè i nemici della Religione e del Trono per più facilmente venire a capo degl'iniqui loro disegni tendenti a distruggere ed abolire il Cattolismo, hanno alterato e sconvolto il Dogma e la Disciplina universale della Chiesa, sopprimendo gli antichi Vescovati, erigendo altri, privando i Vescovi e i Parrochi Legittimi, con surrogarvi ed intrudervi gli eletti dal Popolo, misto di ogni setta contra le forme e costituzioni canoniche, escludendo infine l'autorità e l'influsso della Sede Apostolica, che è il principio e la fonte d'ogni giurisdizione spirituale ed ecclesiastica e che è il centro immobile d'unione per chi professa il cattolismo; hanno con ogni sorta di violenza e persecuzione precluso l'adito al libero esercizio del culto, costringendo i veri fedeli a comunicare in divinis cogl' Intrusi e sacrileghi : Sua Santità in vista di così notorj oltraggi e prevaricazioni, non dovendo più longamente osservare il silenzio per cui si sarebbe reso colpevole nel cospetto di Dio e della Chiesa, non potè dispensarsi dall' ammonire ed intimare agli esecutori di così gravi scandali ed eccessi quelle pene che sono anzi dirette al Loro ravvedimenti e resipiscenza, piuttosto che a recidirli indilatamente dal corpo e dalla comunione cattolica.

« Nel mentre però che Egli si lusingava di poter ritrarre qualche buon frutto da un così dolce e misurato contegno, ha dovuto in vece deplorare lo scisma mercè la lettera circolare, colla quale s'ingiunge a tutti i ministri di Francia, residenti presso le Corti estere, di garantire i viaggiatori francesi impegnati nell' esecuzione del giuramento civico. E siccome non può dubitarsi che il Co. di Segur destinato Ambasciatore presso la S. Sede abbia prestato senza alcuna eccezione e riserva lo stesso giuramento, avendolo esso divulgato e reso notorio colla stampa, si trova quindi la Santità Sua nella dura necessità di non poterlo ammettere, come già ne rese consapevole Sua Maestà Xma.

« Ne deve perciò un tal rifiuto attribuirsi a scarsa considerazione del Santo Padre verso S. M. Xma. o a variazione di sentimenti, e meno efficace volontà di conservare fra le due corti una perfetta corrispondenza, ma deve in vece ripetersi da più gravissime considerazioni, ch'Egli deve avere in vista, come Capo della Religione Cattolica e come sovrano temporale.

« È da riflettersi sul primo rapporto, che ammettendosi in Roma per Ambre. il Co. di Segur, verrebbero sempre più ad accreditarsi le calunnie già molto divulgate, che il Papa non disapprovi e non si opponghi alla nuova Costituzione civile toccante il clero di Francia, la quale è diametralmente contraria al dogma cattolico e totalmente esclusiva dell'autorità pontificia.

« Si scoraggirebbero inoltre i buoni cattolici dal mantenersi saldi ne' veri principi e massime della Religione, e si darebbe loro adito di abbandonare ad una colposa neutralità, ed indifferentismo, sapendo che il Sommo Pon-

Ambassadeur. Le comte de Ségur a non seulement prêté le serment sans restriction, mais il a fait con-

tefice non ricusa per Ministro, chi ha pubblicamente giurato di sostenere e promuovere l'esecuzione de' Decreti distruttivi del Dogma e Disciplina della Chiesa.

« Cesserebbe in fine qualunque speranza e fiducia nei Vescovi legittimi di potersi utilmente occupare nel Lavoro a cui furono dal Santo Padre eccitati di maturare e proporre qualche piano plausibile per agevolare la Concordia, potendo essi con fondamento tenere che la presenza in Roma di un Ambre. che ha illimitamente giurata l'osservanza ed esecuzione dei Decreti della Costituzione civile del clero, frastornerebbe e renderebbe vani tutti i loro piani e concerti.

« Che se come Capo della Religione e come Pastore supremo non può il Santo Padre per coscienza e per debito del suo Ministero ammettere per Ambre. di Francia il conte di Segur, deve anche astenersi dal trattare col rid^o Ministro in qualità di Sovrano temporale, dovendo conservare e garantire ai popoli e sudditi del proprio Dominio quella tranquillità e sicurezza che essi sono in grado di esigere e che potrebbe esser turbata e compromessa da chi rivestito di publico carattere autorizzato dalla Nazione, impegnato dagli obblighi e vincoli contratti e costretto massimamente dopo l'enunciata Lettera circolare a tutti i ministri di Francia presso le Corti estere a patrocinare e proteggere, non pure la nuova costituzione Francese, di cui ne risente già il Santo Padre gli effetti funesti nelle proprie Provincie di Avignone e Contado, ma a garantire ancora i viaggiatori e nazionali francesi, le transgressioni de' quali, ed i tentativi a danno della publica tranquillità, sotto il manto, ed all'ombra del publico Rappresentante, potrebbero per avventura restare dissimulati ed impuniti.

« Non intende per ciò Sua Santità di farsi carico coi Ministri di Francia residenti alle altre Corti estere, che non abbiano ad adempire al giuramento loro imposto, lasciando tale ispezione ai rispettivi sovrani presso de' quali si troveranno; ma come S. M. Xma. potrebbe a tutta ragione ricusare un Nunzio da cui avesse il Sommo Pontefice esatto un giuramento contrario al bene e prosperità della Monarchia francese, così non dubita che la stessa M. S. riconoscerà equa e fondata la Pontificia ripugnanza di ammettere per Ambre. chi ha prestato in Francia un giuramento da cui ridonda un sostanziale pregiudizio alla Religione professata in Roma, e turbativo della quiete e della tranquillità publica.

« Nè può dirsi contraddittoria e incoherente la condotta del Santo Padre, per avere ricevuto l'attuale Incaricato degli affari di Francia, residente in Roma, benche abbia giurato, e per ricusar di ricevere per Ambre. il conte di Segur, poichè il primo non ha mai presentato lettere credenziali, nè mai è stato ammesso all'Udienza pontificia, e perciò è destituito di publico carattere: oltre a ciò, non fu mai noto, anzi è affatto sconosciuto in Roma il di lui giuramento, e tutte le di lui incombenze ministeriali sonosi unicamente ris-

naître la chose partout au moyen de la presse. Recevoir un tel ambassadeur à Rome, ce serait donner à croire, comme d'aucuns l'ont insinué, que le pape approuve la Constitution civile du clergé, ce serait décourager les bons catholiques qui ne pourraient voir sans une grande tristesse auprès du pape un ministre lié par le serment public de soutenir et de promouvoir l'exécution des décrets destructeurs, dans l'Église, du dogme et de la discipline; ce serait enlever toute confiance aux évêques légitimes qui cherchent sur l'invitation du pape des moyens de conciliation, et qui trouveraient auprès du Souverain Pontife un ministre décidé à éluder et à faire échouer tous leurs projets et toutes leurs propositions.

Qu'on n'objecte pas que le pape a accepté un chargé d'affaires jureur, car premièrement personne ne sait que ce chargé d'affaires a prêté serment, en outre le pape ne lui a pas accordé audience, enfin cet envoyé n'a pas eu à présenter de lettre l'accréditant auprès du Saint-Siège, ce qui fait qu'il est destitué de tout caractère public.

trette alla comunicazione e trasmissione di qualche Lettera o piego al Cardinale Segretario di Stato.

« Tali essendo le ragioni e riflessi che trattengono dall'ammettere in Roma per Ambre. il Co. di Segur, confida il Santo Padre che la M. S. saprà farsene carico e riconoscerà la sincerità e ragionevolezza delle Pontificie pacifiche intenzioni, non ad altro dirette che a soddisfare a ciò ch'Egli deve alla Religione cattolica e alla tranquillità publica del proprio Stato. »

CHAPITRE IV

POUR LES FONCTIONNAIRES PUBLICS ECCLÉSIASTIQUES OU ASSIMILÉS, LE SERMENT DE LIBERTÉ-ÉGALITÉ REMPLAÇA-T-IL LE SERMENT A LA CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ ?

Dès qu'il connut le vote du serment de Liberté-Égalité imposé en France à tous les fonctionnaires publics et bientôt à tous les citoyens, Pie VI demanda à son internonce à Paris, M. de Salamon, le sens précis que l'Assemblée attachait à la formule de ce serment, et en particulier à l'expression *Liberté-Égalité*, et si la Constitution civile du clergé avait toujours force de loi. A première vue cette dernière demande peut paraître singulière. Les deux Assemblées Constituante et Législative n'avaient-elles pas sacrifié à cette fameuse Constitution toute l'Église de France et des milliers d'innocents ? Et cependant la demande du pape était logique et sensée : la disparition du roi, voulue et approuvée par l'Assemblée, annulait radicalement toute la constitution de 1791, et dès lors, au point de vue juridique et légal, que restait-il de la Constitution civile du clergé, du moment que l'Assemblée elle-même envoyait le roi

prisonnier au Temple? Il est vrai que les révolutions ne sont faites ni de logique, ni de légalité. L'Assemblée devait retenir, pour un temps, une partie de la Constitution de 1791, en particulier ce qui regardait le nouveau clergé, et laisser l'autre partie tomber d'elle-même. En attendant que la pensée du Législateur fût connue, le pape insinua que, dans le doute, il ne fallait pas jurer. C'est que d'après les règles du droit, une formule de serment doit être interprétée, et son véritable sens fixé, non par celui qui le prête, mais par celui qui l'impose, surtout quand il s'agit des pouvoirs publics¹.

L'Assemblée évita de dire son sentiment sur le vrai sens de la formule du serment, et de dissiper l'équivoque inquiétante relevée avec raison par le Saint-Siège.

L'a-t-elle fait plus tard par des décrets subséquents, par des actes, par des applications officielles du nouveau serment? Et peut-on affirmer qu'à partir du 10 août 1792, les ecclésiastiques fonctionnaires publics appelés, d'après la Constitution civile du clergé, à occuper un évêché, une cure, une charge quelconque prévue par la loi, et obligés jusque-là à prêter le serment du 27 novembre 1790, ne furent plus astreints qu'à prononcer la formule de la Liberté et de l'Égalité? En d'autres termes peut-on dire que, pour les fonction-

1. Ce principe posé par S. Augustin, accepté et enseigné par tous les auteurs, a toujours dominé les négociations engagées par Rome, à différentes époques, sur la portée des formules de serments.

naires publics ecclésiastiques et assimilés le serment de Liberté-Égalité remplaça, à partir du 10 août, jour où il fut voté et où le roi fut envoyé en prison, le serment à la Constitution civile du clergé qui impliquait la promesse de fidélité au monarque déchu? C'est la question très intéressante qui est posée.

Avant le 10 août, comme le note expressément le décret du 22 mars 1791, concernant les nominations aux places de recteur, professeur et agrégé de l'Université de Paris, il y avait deux serments en vigueur : le serment à la Constitution civile du clergé pour les fonctionnaires publics ecclésiastiques, et le serment civique pour les fonctionnaires publics non ecclésiastiques. La formule des deux serments impliquait la promesse de fidélité au roi : « *Je jure d'être fidèle à la Nation, à la Loi* » et au Roi et de maintenir de tout mon pouvoir la constitution du royaume décrétée par l'Assemblée nationale aux années 1789, 1790 et 1791 », disait-on dans le serment civique, et le serment des ecclésiastiques n'était pas moins explicite : « *Ils jureront... de veiller avec soin sur les fidèles du diocèse ou de la paroisse qui lui est confiée, d'être fidèles à la Nation, à la Loi et au Roi et de maintenir de tout leur pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le Roi* ».

La chute de Louis XVI, le 10 août 1792, rendit caducs la constitution de 1791, dont le roi était un rouage essentiel, et surtout les deux serments qui lui promettaient fidélité, serments qui, l'année précédente, avaient

été l'âme des événements les plus graves; aussi l'Assemblée dite Législative, après avoir envoyé, le soir même du 10 août, le malheureux roi prisonnier au Temple, ne voulut-elle pas se séparer sans avoir voté et fait prononcer par ses membres un nouveau serment. Elle aurait pu reprendre les deux qui existaient déjà et les débarrasser seulement de la promesse de fidélité au roi, elle préféra en créer un troisième devenu célèbre dans l'histoire, sous le nom de serment de Liberté-Égalité et conçue, la première fois, en ces termes :

« *Au nom de la nation, je jure de maintenir de tout mon pouvoir la liberté et l'égalité ou de mourir à mon poste* ».

Cette formule que répétèrent solennellement, les uns après les autres, tous les membres de l'Assemblée, se retrouve, à quelques expressions près, dans tous les décrets subséquents qui l'appliquèrent aux différentes catégories de citoyens, et en changèrent seulement quelques mots¹.

La loi imposa le *nouveau serment* à tous les fonctionnaires publics, bientôt même à tous les citoyens, sans établir de distinction entre ecclésiastiques et laïcs, sans introduire dans la formule d'expressions spéciales pour les prêtres. Et à partir de ce moment on ne demanda plus aux prêtres, même fonctionnaires publics, on ne pouvait plus leur demander le serment caduc à la Constitution civile du clergé, avec la promesse de fidélité au

1. Nous avons relevé toutes ces différences dans notre étude : *Le Serment de Liberté-Égalité et quelques documents inédits des Archives Vaticanes*, 1914.

roi prisonnier; on leur demanda le serment de Liberté-Égalité.

Les Mémoires de M^{sr} de Salamon nous en donnent une première preuve dans la scène tragique où est raconté l'élargissement de deux prisonniers de l'Abbaye qui échappèrent aux massacres, le 3 septembre 1792 :

« On vint ensuite au frère de cet abbé Simon, le vieux chanoine de Saint-Quentin, que l'on avait massacré peu auparavant.

« On lui demanda s'il avait prêté le serment. Il répondit affirmativement, et, tirant un papier de sa poche, il le présenta comme attestation : c'était le serment de Liberté-Égalité. Il s'était empressé de le prêter, sitôt qu'il avait été décrété. Le furieux massacreur qui s'était opposé à la demande des Marseillais prit la parole et dit : « Ce serment n'est pas bon; nous demandons le serment exigé des prêtres ». — Un autre riposta : « Vous êtes bien difficile : ce serment est bon... c'est vous qui venez de faire massacrer deux innocentes victimes », — il parlait des jeunes religieux Minimes, — et il répéta avec vivacité : « Ce serment est bon ! » Beaucoup crièrent à son exemple : « Ce serment est bon ! » et le vieillard fut sauvé ¹ ».

Pour les ecclésiastiques fonctionnaires publics, la question se posa bientôt très précise, à l'occasion de la conquête de la Savoie et de l'imposition de la Constitution civile du clergé aux divers diocèses de cette province. La Convention ne songea même pas à revenir à l'ancien serment du 27 novembre 1790 et à le faire prêter, en supprimant simplement la promesse de fidélité au roi. Par l'article 16 de la Proclamation qui publiait et imposait au département du Mont-Blanc la Constitution

1. M^{sr} de Salamon, *Mémoires inédits de l'internonce à Paris pendant la Révolution, 1790-1801*, 3^e édition, Paris, 1903.

civile du clergé, elle exigea, comme preuve de fidélité à cette constitution, le serment de Liberté-Égalité :

« L'Évêché et les cures », lisons-nous, « seront réputés vacans, jusqu'à ce que les élus *ayant prêté le serment de veiller avec soin sur les fidèles du Diocèse ou de la paroisse qui leur est confiée et de maintenir la Liberté et l'Égalité ou de mourir en les défendant*. Ce serment sera prêté en présence des officiers municipaux, du peuple et des ecclésiastiques au service du culte ¹ ».

Enfin une sentence de mort prononcée à Poitiers, le 29 germinal an II, contre Nicolas Dodin, prêtre de la Mission, nous dit clairement que le Serment de Liberté-Égalité était exigé : « *de la part des fonctionnaires publics et ecclésiastiques* » par l'Assemblée « *Législative* ».

« Attendu qu'il n'a satisfait ni aux décrets du vingt-
« quatre juillet et vingt-sept novembre mil sept cent
« quatre-vingt-dix, *ni à celui du quatorze août mil sept*
« *cent quatre-vingt-douze (vieux style) exigés de la part*
« *des fonctionnaires publics et ecclésiastiques*² par les
« *Assemblées Constituante et Législative*³... »

Toutefois le serment de Liberté-Égalité regardait l'avenir seulement, la loi qui l'imposait n'avait pas d'effet rétroactif.

1. *Le Serment de Liberté-Égalité et quelques documents inédits des Archives Vaticanes*. Appendices.

2. Cette sentence de mort et la *Proclamation* pour Chambéry et la Savoie disent clairement que le serment de Liberté-Égalité était exigé des fonctionnaires publics ecclésiastiques, évidemment comme fonctionnaires publics ecclésiastiques. Ainsi la jurisprudence, interprète très sûre, nous apprend la véritable application de la loi et les vraies intentions du législateur.

3. Archives départementales de la Vienne.

Le 26 août 1792, l'Assemblée publia la loi de déportation dont l'article 1^{er} était ainsi conçu : « Tous les
« ecclésiastiques qui étant assujettis au serment prescrit par la loi du 26 décembre 1790 et celle du 17 avril
« 1791, ne l'ont pas prêté, ou qui, après l'avoir prêté, l'ont rétracté et *ont persisté dans leur rétractation*,
« seront tenus de sortir, sous huit jours, hors des limites
« du district ou du département de leur résidence, et
« dans quinzaine, hors du royaume : ces différents délais courront du jour de la publication du présent
« décret ».

L'expression « *ont persisté dans leur rétractation* » fit croire au président du directoire du département de l'Ardèche que les prêtres, visés par cette loi cruelle, avaient, dans la prestation du serment de Liberté-Égalité, un moyen facile de faire acte de soumission et d'éviter la déportation. Il posa donc la question suivante au ministre de l'Intérieur Rolland : « L'article 1^{er} de la
« loi du 26 août suppose que les Ecclésiastiques ont
« encore un moyen de déclarer qu'ils ne persistent pas
« dans leur refus de serment ou dans la rétractation du
« serment prêté. Or ce moyen paraît ne pouvoir être
« que la prestation du nouveau serment de la Liberté
« et de l'Égalité, puisque l'ancien se rapporte à des engagements qui ont pour objet le pouvoir du Roy et
« l'ensemble de la constitution qui n'existent plus ».

Rolland répondit : « La loi du 26 août n'accorde point
« de nouveau délai aux ecclésiastiques fonctionnaires
« publics, pour prêter le serment auquel ils étaient

« assujettis par les lois précédentes. Ainsi, dès qu'ils
« n'ont pas fait ce serment dans les délais prescrits, ils
« ne peuvent plus être admis à le faire¹ ».

Les prêtres visés par la loi odieuse du 26 août 1792 n'étaient plus admis à prêter, pour se libérer, ni le serment du 27 novembre 1790, ni celui du 10 août 1792. Cependant, dans bien des endroits, comme en Anjou et à Nantes, les autorités promirent la liberté à ceux des prêtres condamnés à la déportation qui prêteraient le serment de Liberté-Égalité. Ainsi le 17 septembre 1792, M. Laurencie, aumônier de Sainte-Catherine d'Angers, et M. Houdard, vicaire de Villemoisian, conduits l'un et l'autre en déportation, avec deux cent soixante-deux prêtres de l'Anjou, prêtèrent le serment de Liberté-Égalité, sur l'invitation des autorités constituées, et furent élargis. Le premier s'exila en Angleterre et le second devint curé constitutionnel de Villemoisian. Le seul serment de Liberté-Égalité avait détaché ce dernier de l'Église catholique pour l'introduire dans l'Église constitutionnelle.

La portée du serment de Liberté-Égalité venait donc beaucoup moins du but poursuivi par celui qui le prêtait, que de l'intention de celui qui l'imposait ou qui l'exigeait. La loi l'imposa aux prêtres et aux religieux comme fonctionnaires publics et ecclésiastiques, ce fut le cas de Chambéry; ou comme pensionnés de l'État,

1. Lettre du ministre Rolland à « Messieurs du Directoire et Procureur-général-syndic du département de l'Ardèche ».

« A Paris, le 9 novembre 1792, l'an 4^e de la Liberté ».

ce fut le cas des religieux et des religieuses en général ; ou encore comme simples citoyens, c'était le cas de tout ecclésiastique faisant partie d'une assemblée primaire ou politique. Le pouvoir public, en l'exigeant, ne vit bien des fois sans doute, dans les prêtres ou religieux prêtant le serment de Liberté-Égalité, que des fonctionnaires, des pensionnés, ou des citoyens usant de leurs droits ; mais souvent aussi il visa directement les prêtres et les religieux comme tels ; ainsi en fut-il à Chambéry et en Savoie, et surtout dans les interrogatoires que subirent beaucoup de prêtres, de religieux, de religieuses, avant d'être condamnés à mort et conduits à l'échafaud.

Vis-à-vis des prêtres fonctionnaires publics, prisonniers, déportés, condamnés à mort, les intentions du législateur et du pouvoir civil, exigeant le serment de Liberté-Égalité, étaient nettement hostiles à la religion ; avec les autres prêtres, religieux, religieuses et même avec les simples catholiques, cela dépendait des circonstances.

Les prêtres fidèles et les catholiques ne se méprirent pas sur les intentions du législateur et de l'Assemblée qui prescrivaient le nouveau serment, de là chez le grand nombre cette répugnance invincible qu'a si bien exprimée M. Frontault, compagnon de captivité des martyrs de septembre :

« Nous le connaissions ce serment, nous l'avions pesé devant Dieu, et nos Évêques nous avaient ouvert leurs cœurs, et fait part de leurs alarmes sur cette nouvelle tentation qui allait éprouver

l'Église de France. Nous étions tous résolus de ne pas même toucher des lèvres cette coupe qui, pour être mieux préparée que celle qu'on nous avait offerte une première fois, n'en renfermait pas moins un poison réel et mortel¹ ».

Toutefois, dans les commencements, quelques prêtres crurent pouvoir éluder l'équivoque de la nouvelle formule, se former la conscience et prêter le serment en faisant accepter officiellement, à l'exemple de M. Émery, des restrictions nettes et précises. Jusqu'à quel point ces restrictions précisaient-elles le vrai sens du serment, il est difficile de le dire. M. Émery, avec une loyauté digne de tout éloge, avoue, pour ce qui le regarde, n'être pas sûr du tout d'avoir, avec ses quatre restrictions, donné au serment son sens véritable, « le sens dans lequel j'ai dit que j'avais prêté le serment, ne fut-il pas le sens propre et véritable² ». Du reste la controverse sur la portée des diverses restrictions introduites dans la formule officielle, ne fut pas de longue durée; de bonne heure, tout préambule, toute explication, toute restriction furent rigoureusement défendus dans la prestation du serment de Liberté-Égalité. Nous lisons à l'article 17 de la Proclamation citée tout à l'heure :

« Ce serment sera prêté purement et simplement, sans qu'on puisse se permettre de préambules, d'explications ou de restrictions. »

Dans la prestation de ce serment, les réponses de

1. *Le Serment de Liberté-Égalité et quelques documents inédits des Archives Vaticanes*, page 15.

2. *Ibid.*, page 63.

Pie VI distinguent plusieurs catégories de jureurs sur lesquelles il est nécessaire d'insister :

1) Tout d'abord les membres du clergé constitutionnel et les fonctionnaires publics ecclésiastiques prêtèrent ce serment, comme ils avaient prêté, avant le 10 août 1792, celui du 27 novembre 1790, pour promettre fidélité à la Constitution civile du clergé. Ces jureurs du serment de Liberté-Égalité furent condamnés par Pie VI, le 5 octobre 1793, comme les jureurs du serment à la Constitution civile du clergé l'avaient été, le 13 avril 1791, avec les mêmes expressions, les mêmes peines canoniques, la même obligation de se rétracter¹. Ce fait très important n'a pas été remarqué par quelques auteurs, qui, sans le vouloir, ont induit leurs lecteurs en erreur.

2) Des prêtres fidèles, décidés à prêter le serment comme citoyens, pour remplir librement leur ministère ou pour vivre en paix, purent dans les premières semaines qui suivirent le vote du nouveau serment, nous l'avons déjà dit, faire accepter officiellement, comme à Paris, des restrictions nettes et précises².

3) Des prêtres, d'anciens religieux, surtout des frères coadjuteurs relevés de leurs vœux, des chevaliers de Saint Louis prêtèrent le serment purement et simplement pour avoir une pension, mais avec la volonté bien arrêtée de rester catholiques³.

1. Voir le texte de cette condamnation dans : *Le Serment de Liberté-Égalité et quelques documents inédits des Archives Vaticanes*, page 67.

2. C'est le cas de Émery.

3. Voir les réponses de Pie VI.

4) Enfin d'autres prêtèrent le serment dans des clubs, dans des assemblées primaires, comme fonctionnaires ou comme citoyens, en faisant, en quelque sorte, abstraction du point de vue religieux¹.

Aux jureurs des trois dernières catégories, le pape n'impose pas de rétractation, mais il envoie à tous invariablement cette même réponse, relatée dans plusieurs documents des Archives Vaticanes : « *Consulant conscientiae suae cum in dubio jurare non liceat* ». Quand on lui demande une ligne de conduite pour l'avenir, ou il ne répond pas, ou il communique la même réponse : « *In dubio jurare non licet* ». En réalité le serment de Liberté-Égalité est, non pas condamné, ce point de vue est toujours formellement réservé par le pape, mais défendu comme équivoque.

Dès que l'opposition du pape fut connue, les uns rétractèrent d'eux-mêmes leur serment, d'autres attendirent un ordre formel de rétractation qui ne vint pas. M. Émery fit dire au pape par son confrère M. Giraud, qu'il ne prendrait plus la défense du serment, et il ajouta ces remarquables paroles : « *Puisque la plupart des Évêques et Notre Saint-Père répugnent au serment, si aujourd'hui il fallait le faire, je ne le ferais point.* »

Il n'y a pas à douter que les sentiments de M. Émery n'aient été partagés par tous ceux qui, à son exemple, avaient cru pouvoir prêter le serment de Liberté-Égalité.

1. Voir les réponses de Pie VI.

Quelques auteurs ont écrit que le serment du 27 novembre 1790 avait été exigé des prêtres jusqu'à la fin de la Révolution. Ces auteurs sont évidemment dans l'erreur. Du reste à l'appui de leur dire ils ne citent aucun texte de loi, ils ne rapportent aucun fait ou exemple. Comment ne voient-ils pas que leur assertion purement gratuite est en contradiction : avec les différents décrets ou lois qui imposèrent à tous les fonctionnaires, sans exception et sans distinction d'ecclésiastiques et de laïcs, le serment de Liberté-Égalité ; avec les lois odieuses de la déportation ; avec la manière de faire de la Convention dans la prise de possession religieuse de la Savoie ; avec le décret qui un peu plus tard exigea des prêtres eux-mêmes le serment de haine à la royauté ?

L'esprit de la Constitution civile du clergé régna jusqu'à la fin de la Révolution, c'est entendu, mais le serment explicite à cette Constitution ne survécut pas au 10 août 1792, et ne pouvait pas lui survivre.

C'est à tort qu'on cite Victor Pierre et son bel ouvrage *La Terreur sous le Directoire*. Victor Pierre n'a jamais avancé une pareille proposition. Il dit que sous le Directoire, le ministre de la police Sotin, dans un moment de persécution furieuse et passagère contre le clergé, fit poursuivre les ecclésiastiques qui n'avaient pas prêté tous les serments de la Révolution, mais il n'a jamais avancé que le serment de 1790 eût été obligatoire, après le 10 août 1792. Du reste voici le texte même de Victor Pierre :

« Par une circulaire du 3 brumaire an VI, le ministre de la police générale, Sotin, avait déclaré qu'en vertu de l'abrogation de la loi du 7 fructidor, toutes les lois antérieures qu'elle abolissait avaient repris force et vigueur. Au premier rang, se trouvaient celles qui avaient exigé des prêtres un serment spécial.

« Le serment de 1790, le serment dit de liberté et d'égalité du 14 août 1792, la déclaration de soumission aux lois en mai 1795 complétée par celle du mois de septembre suivant, enfin, le serment de haine à la royauté et d'attachement à la République, qu'imposait aux prêtres la loi du 19 fructidor, constituaient autant de pierres d'achoppement difficiles à esquiver. Ces serments, il fallait les avoir tous prêtés; qu'il en manquât un seul, et tous les autres étaient considérés comme nonavenus; Sotin le déclarait expressément. Or, quel autre qu'un prêtre constitutionnel pouvait présenter à l'administration la galerie complète de ces serments? Le prêtre fidèle à l'Église se trouvait donc tout de suite en défaut. Supposé que le serment de 1792 et la soumission de 1795 n'eussent pas répugné à sa conscience; supposé même que, par une dernière concession, il n'eût pas repoussé le serment de fructidor, restait encore le premier serment, celui de 1790, serment schismatique auquel il n'avait pu se soumettre, ou qu'il avait rétracté, si, par erreur ou par faiblesse, il l'avait prêté. Comment, aux yeux des persécuteurs, se laver de cette tache? Elle était comme indélébile, et ce premier manquement aux lois révolutionnaires, le gouvernement de fructidor ne le pardonnait pas.

« L'ardeur avec laquelle le Directoire poursuivait les réfractaires de ce serment de 1790 montre le prix qu'il attachait à cette preuve manifeste de rupture avec la hiérarchie catholique¹ ».

Il faut avoir une rude bonne volonté pour voir dans cette page l'affirmation que pendant toute la Révolution, le serment du 27 novembre 1790 fut exigé des

1. *La Terreur sous le Directoire*. Histoire de la persécution politique et religieuse après le coup d'État du 18 fructidor (4 septembre 1797), d'après les documents inédits, par Victor Pierre, Paris, 1887.

prêtres. Il nous semble même que le contraire y est nettement affirmé. Victor Pierre dit que seuls les prêtres constitutionnels pouvaient « *présenter à l'administration la galerie complète de ces serments* », c'est que ces différents serments avaient été obligatoires les uns après les autres et chacun en leur temps. Dans bien des cas on avait accepté les derniers sans réclamer le premier. S'il dit qu'« *aux yeux des persécuteurs* », le fait d'avoir refusé en son temps le serment de 1790 ou de l'avoir rétracté, était comme une tache indélébile et que le gouvernement de fructidor ne pardonnait pas ce premier manquement aux lois révolutionnaires, c'est qu'en 1797 on n'était plus admis à prêter ce serment, aurait-on voulu le faire. Aussi nous semble-t-il que les auteurs dont nous parlons ont complètement travesti la pensée de Victor Pierre.

Victor Pierre a-t-il eu un autre enseignement dans sa belle déposition en faveur des martyrs de Septembre? Nous ne le pensons pas. Nous prenons cette disposition dans le Sommaire rendu public¹. Examinons le texte :

« La question du serment a été l'objet particulier de mes études à propos des massacres.

« Je suis arrivé à ces trois conclusions : I. Beaucoup d'ecclésiastiques ont été exécutés, parce qu'ils ne l'avaient pas prêté et ne voulaient pas le prêter, témoin les scènes qui sont racontées dans les Mémoires de M^{gr} de Salamon. Quand M. Royer, curé de Saint-Jean-en-Grève et âgé de 80 ans, a été interrogé, on lui a demandé :

1. Summarium, pages 45-47.

« As-tu prêté le serment? — Non. — Veux-tu le prêter? — Non ». On l'assomme sur place.

« M. Royer, quelques heures auparavant, avait, en vertu de l'autorité que lui donnaient son âge et sa sainteté, exhorté tous ses confrères à mourir pour Jésus-Christ, entendu leur confession, présidé à leurs prières. Il était l'âme de cette assemblée de captifs. Quand on le vit tomber ainsi, l'impression fut profonde. M^{gr} de Salamon exprime la profondeur de l'émotion qu'il éprouva en ce moment, et donne la formule même de la prière qu'il adressa à cet instant au saint martyr qui venait de succomber sous ses yeux.

« Un autre prêtre, Dubouzet, interrogé comme lui, aussitôt après, répondit comme lui et fut massacré au moment où il sortait de la salle. Les deux frères Hurtel, religieux minimes, dont le second n'était que sous-diacre, furent exécutés dans les mêmes conditions. C'était donc bien le serment que visaient les prétendus juges qui siégeaient à ce tribunal. Le refus du serment schismatique était donc le crime qui, à leurs yeux, méritait la mort ».

Dans ce passage Victor Pierre cite l'exemple de quatre martyrs morts pour refus du serment : MM. Royer, Dubouzet et les deux frères Hurtel. Ces quatre martyrs sont tombés à l'Abbaye où le tribunal demandait aux victimes de prêter le serment de Liberté-Égalité. M^{gr} de Salamon est formel sur ce point :

« On en vint ensuite au frère de cet abbé Simon, le vieux chanoine de Saint-Quentin, que l'on avait massacré peu auparavant.

« On lui demanda s'il avait prêté le serment. Il répondit affirmativement, et, tirant un papier de sa poche, il le présenta comme attestation : c'était le serment de Liberté et d'Égalité. Il s'était empressé de le prêter sitôt qu'il avait été décrété. Le furieux massacreur qui s'était opposé à la demande des Marseillais prit la parole et dit : « Ce serment n'est pas bon; nous demandons le serment exigé des prêtres ». Un autre riposta : « Vous êtes bien difficile; ce serment est bon... c'est vous qui venez de faire massa-

crer deux innocentes victimes » : il parlait des jeunes religieux minimes, et il répéta avec vivacité : « Ce serment est bon ! » Beaucoup crièrent à son exemple : « Ce serment est bon ! » et le vieillard fut sauvé ».

Ainsi Victor Pierre, dans sa première conclusion, constate : 1^o le refus de serment, cause de la mort de beaucoup d'ecclésiastiques ; 2^o le fait que ces martyrs arrêtés, conduits en prison, condamnés à mort pour avoir, en temps utile, refusé le serment schismatique, refusent de nouveau le serment qui leur est déféré en prison. Victor Pierre se garde bien de dire que ce serment, déféré à l'Abbaye, était le serment de 1790, il aurait été en contradiction avec M^{gr} de Salamon, son unique source d'information dans les exemples mis en avant. Les martyrs de l'Abbaye, insermentés depuis 1790, ne veulent entendre parler d'aucun serment, pas même de celui de Liberté-Égalité, et ils vont à la mort.

Victor Pierre continue :

« Ma deuxième conclusion est celle-ci :

« Il y a eu des ecclésiastiques sauvés de la mort qui ont refusé de prêter le serment schismatique et ont déclaré avoir prêté celui de Liberté et Égalité, témoin l'abbé Simon, vicaire général de Saint-Quentin, ou son frère qui était venu le voir à la Mairie ; lequel des deux frères a été sauvé ? Je ne pourrai le dire exactement. Transportés tous les deux avec les autres victimes à l'Abbaye, il fut demandé à l'un des deux s'il avait prêté le serment. Il répondit : « J'ai prêté le serment de Liberté et d'Égalité. » Une courte discussion sur la valeur de ce serment entre les membres du tribunal fut suivie de sa mise en liberté ».

Dans cette deuxième conclusion Victor Pierre cons-

tate que le tribunal installé à l'Abbaye acceptait le serment de Liberté-Égalité.

« Ma troisième conclusion, poursuit Victor Pierre, est enfin celle-ci :

« Le serment était si bien le principal objectif de la persécution que M^{gr} de Salamon lui-même, qui ne l'avait pas prêté, et qui d'ailleurs n'y était pas tenu, puisqu'il n'était pas fonctionnaire, entreprit pour esquiver le danger qu'il sentait venir, de détourner la question par le récit spontané d'aventures à demi imaginaires sur les mauvais traitements qu'il avait subis. Il déclara même qu'il pouvait se réclamer de membres de l'Assemblée législative, et comme l'un des juges ou des massacreurs témoignait son mépris pour l'Assemblée et menaçait de mort jusqu'à ses membres, Salamon, dans la nécessité de la défense, alla jusqu'à dire qu'il ne se réclamait que de patriotes comme Tornet, évêque intrus du Cher, Hérault de Seychelles, ami de Danton, et Rovère, son compatriote de Vaucluse, qu'on accusait de participation aux sanglantes tragédies de la Glacière.

« Ces noms populaires auprès de la bande firent-elles une impression ? Maillard, qui avait été clerc d'huissier, reconnut-il M^{gr} de Salamon pour l'avoir rencontré au Palais ? Quoi qu'il en soit, il le renvoya au violon, ce qui a été pour lui le commencement du salut ».

Voici le texte même de M^{gr} de Salamon :

« Je me rappelle que je ne fus nullement troublé, et que voulant à tout prix éviter la question accoutumée : « As-tu prêté le serment ? » qui m'aurait infailliblement conduit à la mort... »

Quel était donc le serment que redoutait d'avoir à prêter M^{gr} de Salamon ? c'était le serment demandé à l'Abbatiale, le serment de Liberté-Égalité, ce serment dont il avait dit en répondant aux évêques qui le consultaient, quand il était encore à la Mairie :

« Je ne puis encore savoir les intentions du pape, ce serment étant tout à fait nouveau ; mais j'ose vous assurer qu'il ne lui sera pas favorable, et, puisque vous persistez à demander ce que j'en pense, je vous dirai que je ne me permettrai pas de blâmer ceux qui le prêteront, mais que, pour ma part, je suis bien déterminé à le refuser¹... »

Victor Pierre conclut ainsi :

« Il est bon de dire sur quoi je fonde la valeur de ces trois conclusions : d'abord sur un témoignage général de Mortimer-Ternaux qui a toujours écrit avec sincérité et sans partialité religieuse. Voici comment il s'exprime : « Ils étaient prêtres insermentés, cela suffisait. » On ne daignait même pas les conduire au Tribunal de Maillard, on se contentait de leur demander s'ils avaient tous prêté le serment civique. « Nous ne l'avons pas fait ; nous ne pouvons pas le faire. » Cette réponse, toujours la même, était leur arrêt de mort. »

Relevons dans cette citation de Mortimer-Ternaux l'expression *serment civique* qui s'appliqua jusqu'au 10 août 1792 au serment du 3-14 septembre 1791, et, après le 10 août 1792, au serment de Liberté-Égalité.

Ainsi toutes les citations que met en avant Victor Pierre ne parlent que du serment de Liberté-Égalité. Lui-même ne dit en aucun endroit qu'on ait déféré aux Martyrs un autre serment que celui de Liberté-Égalité. Quand il parle de l'opposition des victimes au serment, il évite avec grand soin de distinguer le serment à la Constitution civile du clergé et le serment de Liberté-Égalité, parce que les prêtres, arrêtés comme réfrac-

1. M^{gr} de Salamon, *Mémoires inédits de l'Internonce à Paris pendant la Révolution, 1790-1801*. Troisième édition, Paris, 1903.

taires à l'ancien serment, — *ce qui sera le cas de toutes les victimes de la Révolution ou à peu près* — n'étaient pas moins opposés au nouveau, comme le disent clairement toutes les relations ¹. En outre quand, avant de les envoyer à la mort, ou en leur proposant la liberté, on déférait le serment aux martyrs, c'était toujours le serment du 14 août qui était demandé, la chose est certaine pour la prison des Carmes :

« Deux frères aussi, MM. de Nativelle, l'un vicaire d'Argenteuil, l'autre de Longjumeau, *avaient été conduits aux Carmes*. Des habitants de la rue de Bussy, au moment du massacre, coururent pour les en délivrer. Ils croyaient y avoir réussi, en assurant que jamais ces deux prêtres n'avaient troublé personne, depuis qu'ils s'étaient réfugiés dans leur quartier; et ajoutant que, s'ils n'avaient pas la religion constitutionnelle, la constitution même leur permettait de suivre celle qu'ils voulaient. Le commissaire avait écouté favorablement ce témoignage; il en félicita MM. de Nativelle et leur annonça qu'ils allaient être délivrés. Les exécuteurs y avaient consenti; les deux prêtres partaient, quand on leur dit : *Un instant, Messieurs, il nous faut le serment de la liberté et de l'égalité*. Nos deux confesseurs avaient réfléchi sur ce serment. Ils y avaient vu la confirmation des principes de la Révolution, de son anarchie, de ses injustices et de ses horreurs. Ils répondirent qu'ils aimaient mieux mourir. *Faites vos réflexions*, leur dit le commissaire, en les abandonnant pour quelque temps à leurs médiateurs. Ceux-ci employèrent toutes les ressources de leur esprit pour les gagner : les sollicitations furent inutiles, comme les arguments. MM. de Nativelle, *persuadés que ce serment, consommateur de la Révolution, n'était pas*

1. Pour la prison des Carmes, la chose n'est pas douteuse. Voyez Barruel, la relation de M. l'abbé Frontault, les Mémoires de M^{sr} de Salamon; M. de Montfleury, etc. Nous avons réuni ces divers témoignages dans *Le Serment de Liberté-Égalité et quelques documents inédits des Archives Vaticanes*. Pour les prisons de la Force et de l'Abbaye et pour deux prisonniers au moins de Saint-Firmin les témoignages sont aussi explicites.

moins contraire à leur conscience que celui de maintenir la prétendue Constitution civile du clergé, persistèrent dans leur refus. Les citoyens honnêtes accourus pour les délivrer pleurèrent sur eux et les virent expirer sous les coups des bourreaux ¹ ! »

Cette page de Barruel, la relation de l'abbé Frontault, les Mémoires de M. de Salamon, M^{gr} de Montfleury, etc., nous donnent la clef d'une assertion précieuse de Guillon dans son bel ouvrage *Les Martyrs de la foi pendant la Révolution française*. D'après cet auteur généralement bien renseigné, avant d'être mis à mort un bon nombre des prêtres, détenus aux Carmes, auraient été sommés de prêter le serment et l'auraient refusé; il ne saurait être question que du serment de Liberté-Égalité :

« Ici viennent se placer du moins en abrégé, écrit Guillon, certains détails que l'abbé Lapize de la Pannonie, sauvé pareillement de ce massacre, a fournis à M. l'abbé Barruel, et que l'abbé Berthelet a passés sous silence, par égard sans doute pour celui qui avoit contribué à le sauver lui-même : « C'étoit, dit-il, un commissaire de la section, envoyé avec la mission apparente d'empêcher le massacre des prisonniers. » Ce commissaire nommé Violette (l'aîné), membre du comité de la section du *Luxembourg*, vint s'établir, avec une table et le *Registre d'écrou* de la prison des *Carmes*, auprès de la porte par laquelle on descendoit dans le jardin. Là, il appelle et fait venir les prêtres devant lui, deux par deux, pour constater l'identité de leurs personnes, et s'assurer qu'ils persévèrent dans le refus de serment; il les fait passer ensuite dans le corridor qui aboutit à l'escalier par lequel on descend au jardin; ils y sont attendus par les assassins qui les y égorgent aussitôt qu'ils paroissent, et font entendre à chaque fois des hurlements affreux, entremêlés du cri : *Vive la nation!* »

1. Barruel, *Histoire du clergé français pendant la révolution française*.

Ainsi une centaine de martyrs des Carmes auraient été sommés de prêter le serment de Liberté-Égalité, au sujet duquel les trois archevêques et évêque prisonniers avaient envoyé de leur cachot un message au représentant du pape, M^{gr} de Salamon, détenu dans une autre prison, et que les martyrs à l'unanimité, dit M. Frontault, avaient décidé de refuser.

Pour la Force et pour l'Abbaye, les textes sont formels, c'est aussi le serment de Liberté-Égalité qui fut déferé aux martyrs et refusé par eux¹; à Saint-Firmin il y eut au moins deux martyrs de ce serment².

Nous n'avons aucun exemple du contraire, c'est-à-dire du serment à la Constitution civile du clergé déferé après le 10 août, ni dans les procès-verbaux³ d'arrestation des martyrs de septembre, ni dans les relations des victimes qui parvinrent à s'échapper. Le procès-verbal d'arrestation de Volondat saisi à Montreuil, le 30 août 1792, à trois heures et demie du matin, parle de serment rétracté. Il nous apprend que l'ancien curé constitutionnel de St-Gauthier, dans l'Indre, reconnut être ecclésiastique, avoir prêté le serment ordonné par la loi et l'avoir rétracté, au mois de mars précédent, à St-Gauthier même. Interrogé sur ses moyens de subsistance : « a dit, poursuit le procès-verbal, que M. Chan-

1. Voyez les textes très précis dans *Le Serment de Liberté-Égalité et quelques documents inédits des Archives Vaticanes*.

2. *Ibid.*

3. Dans aucun de ces procès-verbaux que nous avons sous les yeux, nous n'avons trouvé qu'on ait déferé à qui que ce soit après le 10 août le serment du 27 novembre 1790.

« tro son amy l'a reçu chez luy, et luy a donné la
« subsistance et n'a pas d'autres moyens en ce mo-
« ment ».

Personne ne lui propose, pour obtenir sa délivrance, de prêter de nouveau le serment rétracté précédemment, mais le procès-verbal continue : « Sur quoi et
« après lequel interrogatoire, et attendu que le sieur
« Volondat s'est déclaré suspect en faisant luy-même
« l'aveu du serment qu'il a rétracté et qu'il n'a pas de
« moyens de subsistance, nous l'avons remis au sieur
« Jacquemont caporal du poste de la rue de Montreuil,
« pour le conduire maison des Carmes Deschaux, pour
« y demeurer en état d'arrestation, jusqu'à ce qu'il en
« soit autrement ordonné... ».

Dans sa relation extrêmement intéressante, Claude-Ignace Laurent nous apprend qu'il parla des deux serments avec Hue, commissaire de la Section du Panthéon. Il nous a conservé le texte du discours qu'il improvisa dans la circonstance. « J'ai refusé, dit-il, et je refuserai
« encore, s'il le falloit, le serment de la Constitution
« civile, parce que je ne sais composer ni avec ma
« conscience ni avec l'honneur. Du reste, je n'ai nulle
« aversion pour le gouvernement républicain, j'en ai
« peut-être moins que vous, Citoyen juge de paix ; ce
« qu'il y a de sûr, c'est que je me sentoie du goût pour
« les formes démocratiques, bien avant une foule de
« personnes qui se targuent à présent, et depuis le
« 10 août, de leur républicanisme. Je n'ai jamais pu
« me défendre d'une sorte de prédilection pour ce

« gouvernement qui est celui des âmes élevées et des
« caractères forts, et je vous avouerai sans détour, que
« si je pouvois croire que la majorité des Français fût
« aussi digne de la République, que je crois l'être
« moi-même, je ferais bien plus hardiment des vœux
« pour l'introduction de la démocratie en France. »
Et son discours, de plus en plus improvisé, continue à
chanter ses prédilections pour la République. Il en
arrive bientôt au serment de Liberté-Égalité, et il
s'exprime de la sorte : « Aussi ai-je applaudi sincère-
« ment au décret qui vient de prescrire le serment de
« liberté et égalité. Autant j'étais éloigné de prêter
« celui de la Constitution civile, autant me trouvera-
« t-on empressé de faire celui-ci. Ce n'est à mes yeux
« qu'un engagement politique, totalement étranger au
« dogme : un engagement qui sépare enfin le régime
« social du régime religieux, et qui nous permet non
« seulement d'être, mais de paraître bons citoyens, en
« suivant les maximes propres de notre état. Le plus
« beau caractère du christianisme, quand il est bien
« entendu, c'est de s'accommoder à tous les gouverne-
« ments possibles, et loin que la religion catholique
« soit, comme on l'en accuse, l'amie exclusive des
« rois, l'irréconciliable ennemie des républiques, au
« contraire les plus vrais démocrates de l'Europe, les
« petits cantons suisses, sont aussi les plus fidèles sujets
« du pape. Je vous déclare donc, Citoyens, que je
« prêterais à l'instant même le serment de liberté et
« égalité, si je n'étais pas en arrestation : mais si je le

« faisais en ce moment, vous me regarderiez avec raison comme un lâche qui jure afin de ne pas aller en prison. Pour prêter serment, il faut être libre. »

Claude-Ignace Laurent resta en état d'arrestation très peu de temps, il réussit bientôt ou à s'évader ou à se faire mettre en liberté, mais à aucun moment on ne lui proposa de prêter le serment à la Constitution civile.

Victor Pierre connaissait les diverses relations et les procès-verbaux dont nous parlons, il savait qu'en aucun cas, après le 10 août, on n'avait déferé à personne le serment caduc du 27 novembre 1790, de là sa réserve prudente dans l'exposition du cas des martyrs de septembre, et c'est à tort que des auteurs, sans doute bien intentionnés, mais un peu précipités, omettant de citer ses paroles, l'ont simplement nommé pour les besoins d'une conclusion insoutenable et du reste parfaitement inutile.

La législation sur le serment ou les serments, à partir du 10 août 1792, les conditions nettement spécifiées pour l'application de la Constitution civile du clergé à Chambéry et à la Savoie, les diverses relations des victimes échappées aux massacres de septembre, les procès-verbaux des arrestations de ces mêmes victimes et autres jetées dans les diverses prisons, les considérants de la sentence de mort prononcée à Poitiers contre Nicolas Bodin, prêtre de la Mission, nous donnent la certitude, qu'après l'emprisonnement du roi au Temple, le serment à la Constitution civile du clergé du 27 novembre 1790, et le serment civique du 3-14 septembre 1791,

qui contenaient l'un et l'autre la promesse formelle de fidélité au monarque déchu, ne furent plus déferés à personne, et en outre que le serment de Liberté-Égalité remplaça, pour les fonctionnaires publics ecclésiastiques ou assimilés, le serment à la Constitution civile du clergé.

APPENDICES

SAINT-LAZARE ET LE SERMENT DE LIBERTÉ-ÉGALITÉ¹.

BUT DE CETTE ÉTUDE.

Sept filles de la Charité : quatre à Cambrai, deux à Angers, une à Dax, et des prêtres de la Mission, dont le plus célèbre est M. Rogue, de Vannes, versèrent leur sang pour la Foi pendant la grande Révolution. Parmi les considérants relevés dans les sentences de mort de plusieurs d'entre eux, se trouve le refus de prêter le serment de Liberté-Égalité. En maintenant ce refus jusqu'à la mort, les vaillants martyrs suivaient avec une générosité héroïque le mouvement créé par la foi ardente des prêtres de leurs diocèses ; on sait qu'à Arras, à Angers, à Dax, à Vannes², le clergé était

1. Nous publions ici, en Appendices, comme *confirmatur* du chapitre IV, cette étude dont quelques exemplaires furent tirés en 1914.

2. Deramecourt, *Le clergé du diocèse d'Arras, Boulogne et Saint-Omer pendant la Révolution*, tome IV, livre IX, chapitre II, § 2.

J. Meilloc, vicaire général et supérieur du séminaire d'Angers, administrateur du diocèse d'Angers pendant la Révolution, *Les serments pendant la Révolution*. Publié par les soins de l'abbé Uzureau, directeur de l'*Anjou historique*, page 58.

Joseph Lége, *Les diocèses d'Aire et de Dax ou le département des Landes sous la Révolution française, 1789-1803*, tome II, chapitre 2. Et A. Degert, *Histoire des Evêques de Dax. Charles-Auguste Le Quien de Laneufville (1772-1802)*. Ces deux auteurs ne distinguent pas, comme il conviendrait, le serment de fidélité à la Constitution civile du clergé et le serment de Liberté-Égalité, mais ils s'étendent avec complaisance sur l'application des lois de déportation, intimement liées avec la prestation de ce dernier serment.

Le Mené, *Histoire du diocèse de Vannes*, tome II, page 289.

opposé au serment et préférait aller en prison et mourir plutôt que de le prêter; mais quelles étaient les dispositions des Lazaristes et particulièrement du supérieur général de Saint-Lazare relativement à ce serment?

La question se pose¹ à raison d'une assertion de M. Émery, dans une lettre adressée à l'archevêque de Nicée. M. Émery ayant prêté le serment avec de larges restrictions qui le rendaient parfaitement orthodoxe, dut cependant, sur le désir du pape, donner des explications sur son attitude. Écrivant pour cela à l'archevêque de Nicée, il assure que le général de Saint-Lazare et tous les Lazaristes de Paris avaient été favorables au serment. Il est vrai que, dans le même temps, il écrit à M. Giraud son confrère, résidant à Rome, que tout le royaume a prêté le serment, alors que de fait la grande majorité des prêtres y étaient opposés! Nous aurons occasion d'expliquer cette phrase.

Pour les prêtres de la Mission et le général de Saint-Lazare, il est facile de mettre les choses au point : nous possédons les listes du personnel des trois maisons que les Lazaristes avaient à Paris en 1792, Saint-Lazare, Saint-Firmin, les Invalides; nous avons par ailleurs les noms de ceux qui prêtèrent le serment de Liberté-Égalité; rien de plus simple que de voir le nombre et la qualité de ceux qui jurèrent et de ceux qui refusèrent tout serment. Il est dit dans le droit ecclésiastique qu'une Communauté est constituée par la partie plus nombreuse et plus saine de ses membres; où est ici la partie plus nombreuse et plus saine? Le lecteur jugera sans peine.

CHATEAU-L'ÉVÊQUE, 3 septembre 1914.

L. MISERMONT.

1. Voir *Annales de la Congrégation de la Mission*, tome LXXIX, année 1914, n° 3, page 484.

I

LES TEXTES DE LOI.

Le serment de Liberté-Égalité fut voté, le soir du 10 août 1792, pour remplacer les serments antérieurs, qui, tous, contenaient la promesse de fidélité au malheureux roi Louis XVI, détrôné quelques heures auparavant. Il fut imposé, ce jour-là, aux membres de l'Assemblée, le 14 aux pensionnaires de l'État, le 15 aux fonctionnaires publics, le 18 aux membres des Ordres religieux et des Congrégations séculières supprimés, désireux de toucher un traitement ou pension (les femmes seules furent exceptées), enfin le 3 septembre à tous les citoyens. Le 8 février 1793, la Convention appliquant à la Savoie, récemment conquise, la Constitution civile du clergé, remplaça l'ancien serment, cause de tant de bouleversements en France, par celui de Liberté-Égalité, qui, à cette occasion, fut condamné formellement par Pie VI. Le 23 avril, elle ordonna la déportation de tout ecclésiastique, séculier ou régulier, et de tout frère qui n'avait pas prêté le serment de Liberté-Égalité avant le 23 mars. Enfin les 3 octobre et 29 décembre 1793 elle assujettit les femmes elles-mêmes à ce serment.

Il y eut deux formules principales : celle des 10-14-15-18 août : « Je jure d'être fidèle à la nation et de maintenir la liberté et l'égalité ou de mourir en les défendant », et celle, plus mauvaise, du 3 septembre : « Je jure d'être fidèle à la nation, de maintenir de tout mon pouvoir la liberté, l'égalité, la sûreté des personnes et des propriétés, et de mourir, s'il le faut, pour l'exécution de la loi ».

C'est de cette dernière formule que parle M. Émery ; et la chose doit être notée avec soin, non à cause de la formule elle-même, que des restrictions permises au début pouvaient modifier, mais à cause de la date où elle fut votée ; en effet, le 3 septembre 1792, M. Cayla, supérieur général de Saint-Lazare, n'était plus là, il avait dû, la veille, prendre le chemin de l'exil ; sa Communauté avait été chassée et dispersée deux jours auparavant ; nous devons dire ces choses *tout au long*, avec détails et preuves à l'appui.

II

M. CAYLA ET SES CONFRÈRES EXPULSÉS DE SAINT-LAZARE.

Le jour même du 18 août 1792, où la loi de suppression des Communautés religieuses fut sanctionnée par l'Assemblée nationale, les commissaires de la Section Poissonnière apposèrent les scellés sur les papiers et sur le mobilier de la maison de Saint-Lazare. D'après l'article 29^e de la loi de suppression, les membres des Congrégations séculières supprimées étaient tenus d'évacuer, avant le 1^{er} octobre, les maisons nationales qu'ils occupaient. Appuyés sur ce texte précis, les Missionnaires espéraient rester chez eux tout le mois de septembre; mais leur maison était convoitée, et, le 26 août, le Comité permanent de la Section Poissonnière arrêta : « qu'il serait sur-le-champ intimé ordre au supérieur général et autres membres qui composent la Communauté de Saint-Lazare d'en sortir, le lendemain lundi 27, et, s'il en était besoin, de n'occuper provisoirement que les lieux qui leur seraient désignés ». Les Missionnaires, malgré tout, ne pouvaient se décider à abandonner leur maison, pleine du souvenir de saint Vincent de Paul, leur fondateur, et de ses grandes œuvres. Ils étaient encore nombreux : trente prêtres¹, quinze clercs, cinquante-huit frères coadjuteurs². Le Bureau de liquidation nous donne, le 15 janvier 1793, les noms de vingt-sept de ces prêtres; vingt avaient été ordonnés avant le 12 juillet 1790, c'étaient : « MM. Alexis Pertuisot, Philippe-Albert Caulier, François-Florentin Brunet, Jean-Joseph-Félix Cayla, Jean-Alexandre Fontaine, Christophe-Simon Rouyer, Jean-François Daudet, Edouard

1. L'Assistant italien M. Sicardi n'est pas compté.

2. « Suivant l'état nominatif, la maison est composée de 103 individus, savoir : 23 qui sont prêtres avant l'époque du 12 juillet 1790, et 7 qui ne sont prêtres que depuis cette époque et qui, aux termes de l'art. 6 du même paragraphe, n'ont droit à aucun traitement, et 15 clercs qui ont 8, 7 et 5 ans de Congrégation; en outre les coadjuteurs, au nombre de cinquante-huit, parmi lesquels 2 n'ont que 5 années de Congrégation » (*Archives nationales*, S. 6590).

« Ferris, Victor-Jacques Julienne, François-Valentin Duquesnoy,
« Jacques-Philippe Thorel, Laurent Philippe, Jean-Jacques Dubois,
« Pierre-François Pruvost, Jacques-Antoine Lesueur, Jean-Bap-
« tiste-Louis Hatton, Pierre-Joseph Froment, Charles-Ferdinand
« Menestrier, François Passerat, Magloire-Séverin Lefranc¹ »; et
sept avaient été ordonnés plus tard : « Pierre-François-Claude-
« Clément Cointret, Jean-François-Léonard Mouillard, Thomas
« Journet, Louis-Eugène-Ormer Hanelle, Jean-Claude Girault,
« Claude Thierry, Jean-Hipomène Beauchet ».

Cependant, dès le commencement du mois d'août, sans attendre le vote de la loi de suppression des Communautés, le directoire du département avait envoyé à Saint-Lazare de nombreux ouvriers pour transformer les immeubles en maison de détention. Le 1^{er} septembre, il ne permit plus à personne de rester; bon gré mal gré, il fallut partir.

Ce jour-là, après le départ forcé des missionnaires, commença l'enlèvement des archives de la maison par les commissaires qu'avait désignés l'Administration des biens nationaux; le procureur de la maison dut assister à cette triste opération qui se poursuivit jusqu'au 25, pendant plus de trois longues semaines.

M. Cayla resta à son poste le plus longtemps possible; il assista impuissant, l'âme brisée, à la dispersion de ses confrères, et ne céda lui-même qu'à la violence. Le 2 septembre, alors que le sang coulait à flots aux Carmes, « il fut instruit d'un massacre qu'on devait exé-
« cuter (à Saint-Lazare) sur tous les missionnaires, et il n'eut que
« le temps de pourvoir à sa sûreté² »; la plupart des missionnaires étaient partis la veille. Quatre jours après, le 6 septembre, il se trouvait lui-même à Saint-Étienne, dans le Forez, cherchant à passer en Italie³.

1. Manquent dans cette liste trois noms : « Gérard, Hurel, Castillon », sans parler de l'assistant italien M. Sicardi (*Archives de la Maison Mère des Prêtres de la Mission*).

2. Notice de M. Cayla, par M. Brunet, son compagnon d'exil et successeur, citée par M. Perboyre, auteur principal des *Mémoires de la Congrégation de la Mission*, p. 79

3. Une dispense de vœux est datée de ce jour et de cette ville (*Archives*

III

LA QUESTION DE PENSION ET D'INDEMNITÉ SOULÈVE CELLE DU SERMENT.

La question de pension et d'indemnité se posait pour les membres dispersés de la Congrégation de la Mission. A peine sortis de leur maison ¹, ils présentèrent un mémoire au Bureau de liquidation, et réclamèrent des secours provisoires, à titre d'indemnité, parce qu'ils avaient été chassés de chez eux un mois avant l'époque fixée par la loi : « ils avaient été forcés, exposent-ils, d'abandonner leur maison, « le 1^{er} jour de septembre, par suite du besoin que la Nation avait « de l'emplacement occupé par eux, il en résultoit pour eux une « détresse extrême et un tort réel, surtout après le désastre arrivé « en leur maison, le 13 juillet 1789² ».

Le Bureau de liquidation et, sur son avis favorable, la municipalité firent droit à leur demande, et, le 15 janvier 1793, proposèrent au Département d'accorder 100 francs « à chacun des prêtres et coadjuteurs ». Dans son arrêté, la municipalité reproduit la liste, donnée tout à l'heure, des prêtres qui composaient la maison de Saint-Lazare au 1^{er} septembre 1792, et met M. Cayla, dont elle ignorait sans doute le départ pour l'exil, le quatrième de la liste; nous dirons bientôt que cet arrêté fut annulé peu après.

En attendant, des étudiants de la maison de Saint-Lazare, qui avaient donné de grands ennuis à M. Cayla et s'étaient vus chassés de la Congrégation, émirent les premiers le serment de Liberté-Égalité, les 7 et 26 septembre et les 5, 6, 9 et 10 novembre 1792.

Le 21 juin 1791, onze étudiants, remplis des idées de la révolution, s'étaient révoltés contre leurs supérieurs et contre la Communauté. Trois ne tardèrent pas à regretter leur conduite; les huit autres furent d'abord chassés par ordre du directoire du département de la Seine, l'autorité du supérieur général étant gravement

des Prêtres de la Mission à Rome, autrefois Monte-Citorio, aujourd'hui Palais de l'Apollinaire).

1. Pièce du 15 janvier 1793 (*Archives nationales*, S. 6590).

2. *Ibid.*

méconnue, puis réintégrés à Saint-Lazare par l'Assemblée nationale, sur l'initiative du ministre de l'intérieur Rolland. Deux de ces malheureux revinrent sans doute à de meilleurs sentiments, car six seulement prêtèrent le serment.

Ce serment de Liberté-Égalité allait être imposé à tous ceux qui voudraient toucher leur pension ; car, parmi les pièces exigées par la loi du 18 août précédent¹, se trouvait le certificat de prestation de serment. La question était d'autant plus délicate pour les Missionnaires, qu'à Paris les esprits étaient fort divisés, et que M. Cayla, supérieur général, et MM. Brunet et Sicardi, ses assistants, étaient hors de France, et dans l'impossibilité de donner une direction à ceux de leurs confrères demeurés à Paris. M. Pertuisot, ancien assistant, était favorable au serment, mais M. Ferris, lui aussi ancien assistant de la Congrégation et de la maison, ne voulait pas en entendre parler. M. Hanon, surtout, qui plus tard, de 1807 à 1816, devait gouverner la Congrégation, en qualité de Vicaire général, et faire preuve d'une force d'âme remarquable, y était des plus opposés, et il écrivit contre ce même serment avec une vigueur singulière ; il nous a laissé sur ce sujet deux écrits, qui en supposent un troisième aujourd'hui perdu ; nous les analyserons tout à l'heure.

Le 26 février 1793, le directoire du département de la Seine examina la demande de pension des missionnaires, accueillie favorablement par le Bureau de liquidation et par la municipalité, annula « la délibération prise par la municipalité le 15 janvier » précédent, puis arrêta : « que provisoirement, et jusqu'à ce qu'il puisse être « prononcé définitivement sur la fixation des pensions à accorder « aux membres de la maison de Saint-Lazare, ils (jouiraient), conformément à l'article 3 du paragraphe 2 du chapitre I^{er} du titre 3 « de la loi du 18 août 1792, savoir :

1. « *Aucun des pensionnaires désignés dans le présent décret, à l'exception des femmes, ne pourra recevoir le premier terme de son traitement, s'il ne rapporte au receveur du District l'extrait de sa prestation, devant sa municipalité, du serment d'être fidèle à la nation, de maintenir la liberté et l'égalité, ou de mourir en les défendant.* Le dit certificat demeurera annexé à la quittance, sous la responsabilité du receveur du District, et il sera délivré par les officiers municipaux, sur papier libre et sans frais. » *Titre V, article 2.*

« Chacun de ceux qui avoient depuis 5 jusqu'à 20 années d'exer-
 « cice et qui (*étaient*) prêtres antérieurement au 12 juillet 1790, ou
 « qui, sans cette qualité, étoient reçus à celle de frères ou coadju-
 « teurs, d'une pension de 350 livres.

« Et chacun de ceux ayant plus de 20 années de Congrégation, de
 « 20 livres de pension au-dessus de 350 livres pour chaque année
 « excédant le 20^e d'exercice.

« Et enfin que les arrérages de ces pensions leur (*seraient*) payés
 « à compter du 1^{er} octobre » *précédent*¹.

Quelques semaines après, le 4 avril 1793, le Bureau de liquidation, en exécution de cet arrêté, décida de donner la pension fixée par le directoire du département à tous les membres, « à l'exception de
 « ceux desdits membres qui n'ont pas remis leurs pièces », lisons-nous dans la délibération, et cette restriction a une grande importance.

IV

APRÈS LES SIX ÉTUDIANTS RÉVOLTÉS, HUIT PRÊTRES ET
 QUARANTE-HUIT FRÈRES PRÊTENT LE SERMENT.

Les premiers en état de fournir les pièces requises, y compris le certificat de prestation de serment, furent donc les fameux étudiants qui, depuis 1791, avaient méconnu l'autorité du supérieur général, et gravement scandalisé la Communauté. Le 17 juin 1793, nous l'avons déjà remarqué², ils n'étaient plus que six; c'étaient « les
 « citoyens : Jean-Timoléon-Marie Cornier, Ignace Delorme, Louis-
 « Léopold Bastien, Jean-Baptiste Taigne, Jean-Baptiste Panis et
 « Jean-Cyprien Godefroy ». Ils reçurent : « les citoyens Jean-Ti-
 « moléon-Marie Cornier, Ignace Delorme et Louis-Léopold Bastien,
 « ayant 7 ans de Congrégation, une pension de 140 livres, à raison
 « de 20 livres par année, et les citoyens Jean-Baptiste Taigne, Jean-
 « Baptiste Panis et Jean-Baptiste Godefroy, ayant 5 années et quel-

1. *Archives Nationales*, S. 6590.

2. Voir page 179.

« ques mois de Congrégation, une pension de 100 livres¹ ».

Quelques jours après, le 22 juin, des prêtres et des frères coadjuteurs présentent leurs pièces et les certificats de prestation de serment et demandent leurs pensions. Les prêtres, qui étaient au nombre de trente sur la liste relevée par le Bureau de liquidation, au mois de septembre 1792, sont réduits à huit; ce sont : « les
« citoyens Alexis Pertuisot, Philibert-Albert Gaulier, François
« Daudet, Laurent Philippe, Jean-Jacques Dubois, Pierre-François
« Pruvost, Jean-Baptiste-Louis Hatton, Pierre-François-Alexis Cazin,
« *prêtres*² ». Il faut noter que MM. Ferris et Rouyer, l'un assistant, l'autre procureur de la maison de Saint-Lazare, ne figurent pas sur cette liste et ne se séparent pas de M. Cayla, de M. Brunet, de M. Hanon, de la grande majorité des Missionnaires contraires au serment. Cependant M. Rouyer accepte un peu plus tard une pension du district de Paris.

Quant aux frères coadjuteurs, la proportion est tout autre. Sur cinquante-huit noms que portent les listes du personnel de Saint-Lazare, quarante-huit jurèrent et reçurent une pension³. Nous cons-

1. Dans une liste approuvée le 24 septembre 1793, la pension est un peu augmentée, peut-être à cause des emplois obtenus. *Archives Nationales*, F¹⁹ 1383.

2. Ce mot *prêtre* qui sépare la liste des prêtres et celle des frères coadjuteurs a, dans la question présente, une importance capitale.

3. « Louis Bellamy, Jacques André, Simon-Louis Jolly, Jean-Baptiste
« Mouflet, Antoine Sébastien, Pierre Galland, François Brebant, Jean-Fran-
« çois Catouillart, François-Philibert Coinche, François-Edme Baudard,
« Louis-Pierre Piorète, Gabriel Plat, Charles Gibert, Lazare Morot, Jean
« Decosse, Huget-Charles-Melchior Tabary, Charles Duthil, Charles Aubry,
« Nicolas Biren, Adrien Lefebvre, Philippe Danca, Laurent-Joseph Veniel,
« Pierre-Joseph-Hubert Wauthier, Louis Gouard, Nicolas-Furci Lemaître,
« Étienne Pierre, Pierre Holleville, Philibert Cornuelle, Nicolas-Clément
« Rojot, Jean-Guillaume Vialatte, Jacques-Florent Ropital, Charles Pierson,
« François D'Arrechielh, Jean-Baptiste Ferté, Jean-Pierre Landry, Remi
« Brebant, Martin-François Louvet, Jean-Antoine Delahaie, Juste-Guillaume
« Dubost, François Flecheux, Augustin-Joseph Antoine, Michel Isler, Martin
« Bourgeois, Barthélemi Hochard, Jean-Baptiste-Augustin Folly, André
« Denis et François-Antoine Schachtel, *coadjuteurs*, tous membres de la ci-
« devant Congrégation de Saint-Lazare, maison du faux bourg Saint-Denis. »

tatons simplement le fait. A Angers, tandis que les trois prêtres de la maison refusèrent aussi le serment, le frère coadjuteur, Claude Fiquemont, le prêta et toucha une pension de 484 livres 7 sols. A Arras, M. Ferrand, supérieur du séminaire et confesseur des Filles de la Charité martyres, préféra, avec ses trois confrères, passer la frontière plutôt que de jurer. Il y avait en outre à Paris, avant le mois de septembre 1792, quatre missionnaires à Saint-Firmin : « MM. François, supérieur¹, Boullangier, procureur, Delangres Étienne, Adam Philippe », et dix aux Invalides : « MM. Comte, « curé, Orcellet, Desmottes, Perrin, Geslain, Guin², Colombot, « Hangard, Vougnon, Patou »; de S.-Firmin seul M. Delangres Étienne fut pensionné avec les trois frères coadjuteurs; des Invalides nous relevons dans la même liste MM. Vaugnon, Guin, Perrin, Geslain prêtres et le frère Deville³.

C'est en confondant les frères et les prêtres, sans doute parce qu'on n'a pas connu la distinction des frères coadjuteurs d'avec les prêtres, dans la Congrégation de la Mission, qu'on a pu dire que tous les Lazaristes étaient favorables au serment. M. Hanon se charge de répondre à ceux qui ont ainsi parlé, et de rétablir les faits.

V

GRAVES PAROLES DE M. ÉMERY.

Dans une lettre célèbre adressée à l'archevêque de Nicée, M. Émery a écrit ces graves paroles : « Vous y qualifiez bien du-
« rement le serment du 3 septembre. Votre avis est qu'il est *plus*

1. Massacré le 3 septembre 1792, en haine de la Foi.

2. Mort martyr ou, du moins, confesseur de la Foi, le 3 janvier 1799, à Sinnamary (Guyane), où il avait été déporté en haine de la Religion.

3. La liste du 24 septembre 1793, citée plus haut, porte comme recevant pension payée par le District de Paris : « Maison de S.-Firmin : Delangres Étienne (prêtre), Ducroux Jean-Baptiste, Danois Louis, Leroy Pierre-Joseph (frères).

« Maison des Invalides : Vougnon Pierre, Guin Claude-François, Perrin Jean-Baptiste, Geslain Jean-Louis (prêtres), Deville Antoine (frère). »

« *impie, plus perfide, plus exécrationnelle que le premier.* Nous n'en
« avons pas jugé ainsi à Paris. La très grande majorité des plus
« savants et des plus vertueux ecclésiastiques qui sont encore dans
« la capitale, et qui ont cru devoir préférer le service des fidèles à la
« sûreté personnelle que donne la déportation, a cru qu'il ne renfer-
« mait rien d'illicite, et qu'on pouvait le prêter dans les circons-
« tances. Ainsi ont pensé le général de Saint-Lazare et tous les La-
« zaristes, le Supérieur de l'Institution et tous les Oratoriens... La
« multitude des prêtres détenus aux Carmes et ensuite massacrés
« raisonnait quelquefois sur le serment. Le premier mouvement
« fut de le repousser; et ce premier mouvement a aussi été
« presque universel parmi ceux qui ont cru ensuite que la cons-
« cience ne le défendait pas. Dans les derniers jours, les sen-
« timents se partagèrent à mesure qu'on discutait, et une no-
« table partie, au jour de leur martyre, était dans l'opinion qu'on
« pouvait le prêter. Les ecclésiastiques renfermés à Saint-Firmin,
« au nombre de quatre-vingt-douze, parmi lesquels se trouvaient
« presque tous les docteurs de la maison de Navarre, pensaient de
« la même manière. Je tiens ces faits de deux ecclésiastiques
« échappés, l'un de Saint-Firmin et l'autre des Carmes. »

M. Émery ajoute : « Il est cependant vrai que dans beaucoup
« de diocèses on répugne à ce serment, et que les prêtres qui l'ont
« prêté sont vus de mauvais œil par une grande partie des fidèles.
« On assure que la plupart des évêques déportés le blâment; il en
« est cependant quelques-uns qui, avant de partir, l'avaient prêté
« eux-mêmes... »

Dans sa lettre à M. Giraud¹, son confrère réfugié à Rome et qui
s'était fait l'écho de la peine de Pie VI à la nouvelle que le supé-
rieur de Saint-Sulpice avait prêté le serment, M. Émery dit entre
autres choses : « 5^o *Faites attention que tout le royaume a prêté le*
« *serment; j'entends ici par le royaume la multitude des fidèles qui*
« *ont conservé la communion avec le Saint-Siège et la fidélité à leurs*
« *pasteurs* ». « Tout le royaume », « la multitude des fidèles »,
il faut entendre ces expressions de la minorité, car les prêtres

1. 21 avril 1793.

opposés au serment de Liberté-Égalité « étaient sans contredit le « parti le plus nombreux¹ ». M. Émery aurait été bien embarrassé de faire la preuve de ses affirmations; dans ses lettres à l'archevêque de Nicée et à son confrère M. Giraud, il ne faisait que répéter ce qui se disait à Paris parmi les prêtres qui avaient prêté le serment, mais nous sommes loin d'avoir dans ces bruits plus ou moins fondés des documents historiques. Les documents historiques sont venus au jour, plus tard, et, aujourd'hui, nous en possédons assez pour établir avec certitude plusieurs points autrefois controversés. Ainsi il est certain² que la majorité des prêtres de France avaient refusé le serment de Liberté-Égalité et, dans la minorité, beaucoup le rétractèrent, sans y être obligés du reste, dès qu'ils connurent la répugnance du Pape

1. Barruel, *Histoire du Clergé pendant la Révolution française*. Seconde édition, 1794, page 289.

2. Barruel, *Histoire du Clergé pendant la Révolution française*.

Guillon, *Les Martyrs de la Foi*, article, *Fontaine, prêtre de la Congrégation de S. Lazare, supérieur du Séminaire de Noyon*, et passim.

Mémoires manuscrits de l'abbé Luzurier, curé de Burelles, diocèse de Soissons, écrits en exil pendant la grande Révolution.

Lettre de M. l'abbé Frontault à M. l'abbé Villèle ou *Relation de ce qui s'est passé à l'égard des Prêtres français emprisonnés et massacrés au couvent des Carmes, rue Vaugirard, à Paris, le 2 septembre 1792* (*Études religieuses*, décembre 1867).

M^{sr} de Salamon, *Mémoires inédits de l'internonce à Paris pendant la Révolution, 1790-1801*.

Relation adressée par M. l'abbé Sicard, instituteur des sourds et muets, à un de ses amis sur les dangers qu'il a courus les 2 et 3 septembre 1792.

Relation manuscrites et inédites de Joseph Manin et Boulangier.

Archives de l'Archevêché de Chambéry.

Deramecourt, *Le Clergé du Diocèse d'Arras, Boulogne et Saint-Omer pendant la Révolution*.

Sciout, *Histoire de la Constitution civile du clergé*.

Mangenot, *Les ecclésiastiques de la Meurthe, martyrs et confesseurs de la Foi pendant la Révolution française*, Nancy, 1895.

Dehaut, *Prêtres victimes de la Révolution, à Cambrai*.

Uzureau, *Les serments pendant la Révolution et Anjou historique*.

Joseph Légé, *Les diocèses d'Aire et de Dax ou le département des Landes sous la Révolution française, 1789-1803*.

A. Degert, *Histoire des Évêques de Dax; Charles-Auguste Le Quien de Laneufville, 1772-1802*.

Le Mené, *Histoire du Diocèse de Vannes*

pour ce serment. Les Bienheureuses Carmélites de Compiègne, à peine jetées en prison, rétractèrent le serment qu'on leur avait fait prêter par surprise. A Baugé, en Anjou, les sœurs hospitalières de Saint-Joseph desservant l'Hôtel-Dieu, conseillées par M. Meilloc, sulpicien, vicaire général d'Angers, qui était à ce moment-là caché à la communauté naissante des Incurables, prêtèrent le serment devant la municipalité, le 17 février 1794, et le rétractèrent, malgré leur docte conseiller, le 18 avril 1795. M. Meilloc, qui avait lui-même refusé le serment, fut pris vivement à partie pour le conseil donné aux religieuses; il s'expliqua dans différents opuscules qu'on peut sûrement consulter avec utilité¹. Pour les martyrs de septembre, nous avons des documents nombreux² et tous nous apportent la preuve que le jour des massacres, *il n'y eut de favorables au serment que ceux qui ne voulurent pas mourir*. Quant aux prêtres de Saint-Lazare, les bruits qu'on pouvait faire courir sur eux n'étaient pas mieux fondés. Sur trente et un³ prêtres qui composaient la maison au mois d'août 1792, vingt-trois l'avaient refusé; le supérieur général, M. Cayla, était parti le 2 septembre, la veille du jour où fut votée la formule dont parle M. Émery dans sa lettre à l'archevêque de Nicée, et, pendant longtemps, il fut impossible de correspondre avec lui.

La formule du 3 septembre, plus mauvaise que celle du 14 août, parce qu'elle ajoute : « je jure... de mourir s'il le faut *pour l'exécution de la loi* », aurait été jugée acceptable à Paris, écrit M. Émery, par le général de Saint-Lazare. Or M. Cayla, supérieur général, était absent de Paris depuis le 2 septembre; M. Ferris, assistant de la maison et qualifié de supérieur dans quelques pièces officielles, est parmi les vingt-trois qui refusèrent de jurer; M. Rouy-

1. Meilloc, *Les serments pendant la Révolution*. M. Uzureau a publié ces divers opuscules avec des notes pleines d'érudition et d'intérêt. Les répliques de M. Meilloc sont utiles à consulter, mais on n'y trouve pas les documents pontificaux et autres pièces indispensables pour l'étude de la question.

2. *Le Serment de Liberté-Égalité et quelques documents inédits des Archives Vaticanes*, Paris, Gabalda, 1914.

3. Nous faisons entrer dans ce nombre l'assistant italien M. Sicardi, qui se retrouva un peu plus tard à Rome avec M. Cayla et M. Brunet.

procureur de la maison, à qui, dans des actes civils, le nom de supérieur fut donné quelquefois, après le départ de M. Cayla, ne se sépare pas de M. Ferris¹; M. Brunet, futur vicaire général et successeur de M. Cayla, fut le compagnon de déportation de M. le supérieur général, et il se trouvait loin de Paris, non seulement quand on discuta la licéité de la formule du 3 septembre, mais même quand on la vota; enfin M. Hanon, lui aussi futur vicaire général et successeur de M. Brunet, mena une campagne très vive et contre le serment et contre ceux qui l'avaient prêté. Dans la liste des huit jureurs, il n'y a que deux anciens dignitaires de Saint-Lazare : M. Pertuisot, ancien assistant du supérieur général, et M. Daudet, ancien procureur général de la Congrégation; peut-être fait-on allusion à un de ces deux messieurs! et quand on ajoutait : « tous les Lazaristes », ne confondait-on pas, comme on semble l'avoir fait de nos jours, les prêtres et les frères coadjuteurs? Du reste, même avec cette grave confusion, l'assertion est tout à fait inexacte.

VI

LE SERMENT DES MEMBRES DE SAINT-LAZARE.

Les six étudiants, les huit prêtres et les quarante-huit frères coadjuteurs de Saint-Lazare prêtèrent-ils le serment de Liberté-Égalité purement et simplement, ou avec restrictions? Nous aimons à croire qu'ils imitèrent M. Émery, et rendirent leur serment parfaitement orthodoxe par des restrictions claires et précises, cependant aucun document ne nous fixe sur ce point. Quand ils apprirent le mécontentement du pape, donnèrent-ils des explications sur leur manière d'agir comme M. Émery, ou, sans y être obligés et à l'exemple d'un grand nombre de prêtres et de religieuses de différents diocèses, se rétractèrent-ils? Malgré nos recherches, il nous a été impossible de rien trouver pour répondre à cette seconde question.

1. Cependant dans la liste déjà citée du 24 septembre 1793, il est porté comme recevant une pension payée par le District de Paris, *Archives nationales*, F¹⁹ 1383.

Ce que nous savons, c'est que M. Hanon, qui devait, sous l'Empire et sous la Restauration, relever de leurs ruines les deux familles de Saint Vincent et avoir l'honneur de partager, à Fénestrelle, la prison des Cardinaux fidèles à Pie VII, entra vivement en campagne et contre le serment et contre les jureurs.

VII

M. HANON CONTRE LE SERMENT DE LIBERTÉ-ÉGALITÉ.

Il nous reste de lui, écrites de sa main, deux études qui en supposent une autre, la première de toutes, disparue aujourd'hui. La troisième est datée de février 1794; la seconde, non datée, a été rédigée après la mort de Louis XVI; à quelle époque remontait la première, nous ne le savons pas.

LA SECONDE INTITULÉE : « *Questions nouvelles sur le serment* », procède par questions et par réponses. Dans les réponses aux quatre premières questions, M. Hanon déclare le serment de Liberté-Égalité « mauvais, très mauvais », parce qu'il équivaut au serment des intrus, et il appuie cette assertion sur l'interprétation donnée par la Convention elle-même, qui décréta¹ exempts de la déportation les ecclésiastiques qui avaient prêté le serment de Liberté-Égalité.

Dans la réponse à la cinquième question, il met en avant, en citant saint Augustin, l'argument classique des théologiens et des canonistes, argument qu'on retrouve souvent dans les documents des Archives Vaticanes : « Dans tout serment, ce n'est pas tant « l'intention de celui qui jure, c'est le serment lui-même qu'il faut « considérer. » Il développe sa pensée dans deux longs paragraphes, puis fait ce dilemme : ou vous prêtez le serment dans le sens jacobin et rien ne vous distingue des clubistes et des montagnards, ou vous le prêtez dans un autre sens et vous êtes parjure².

1. La Convention vota un décret de ce genre, le 23 avril 1793. M. Hanon semble faire allusion à un autre décret voté plus tard.

2. « Ou vous le prêterez en ce sens vous-même (au sens des Jacobins), ou

Dans la réponse à la sixième et dernière question, il appuie sur les effets du serment qui rend fauteur de schisme, d'hérésie, d'impunité, etc.

LA TROISIÈME ÉTUDE EST INTITULÉE : « *Le dernier mot sur le serment de Liberté, d'Égalité. Février 1794.* » Elle comprend quatorze pages et présente un vrai traité sur le serment avec deux parties distinctes. Dans la première partie, M. Hanon donne cinq raisons principales¹ pour démontrer que le serment est défendu. L'ampleur de la discussion l'amène à se faire une objection répétée par un grand nombre : « Plusieurs jureurs prétendent que ce n'est pas l'état actuel des choses qui est l'objet du serment, et qu'on ne leur demande de jurer que la liberté et l'égalité telles qu'elles sont en elles-mêmes... ». Pitoyable subterfuge, répond-il vivement ! « Est-ce donc une idée métaphysique, une définition d'école que la Convention et les clubs veulent qu'on maintienne de

« vous le prêterez en un autre sens, en détestant de cœur ce qu'ils vous font jurer, ce qu'ils entendent; il n'y a pas de milieu. Or, dans le deuxième cas, vous les trompez, votre serment est un parjure, c'est saint Augustin qui le dit; et, dans le premier cas, rien ne vous distingue de ces ardents patriotes, vous êtes clubiste et montagnard comme eux. Choisissez. »

1. « 1° Il équivaut à tous les mauvais serments exigés jusqu'ici. » M. Hanon développe les mêmes arguments que dans l'étude précédente.

« 2° Il est pris et imposé dans un sens inacceptable par la Convention et les Jacobins, or, d'après saint Augustin : ... dans tout serment, on ne peut jurer que dans l'intention et sous le sens de celui qui l'exige ou le propose, quand ce serait un serment extorqué et une autorité usurpée. »

« 3° Par ce serment, vous prenez Dieu à témoin que vous vous obligez à maintenir de toutes vos forces et jusqu'à la mort même la liberté, l'égalité, la République une et indivisible, c'est-à-dire l'état actuel où la Convention a mis la France. Or, cet état est : 1° un état de schisme...; 2° un état d'hérésie...; 3° un état d'impunité...; 4° un état d'idolâtrie...; 5° un état de régicide et de révolte; 6° un état de férocité et de sang; 7° un état de brigandage et de rapine; l'état enfin et le comble de tous les crimes et de tous les excès... ».

4° Le grand motif qui pousse les jureurs à prêter le serment, ce sont les dangers que l'on court en ne le prêtant pas.

« 5° Les raisons qu'on nous oppose aujourd'hui, et pour la troisième fois, en faveur du serment, sont encore les mêmes... qu'ont employées tour à tour et les premiers et les seconds jureurs... ». « Or, ces raisons ont été réfutées... ».

« toutes ses forces ? Sont-ce des mots ou des choses qu'ils jurent
« et qu'ils exigent que vous juriez?... »

Dans la seconde partie de son étude, M. Hanon prévoit huit difficultés principales, qu'il réfute vigoureusement : 1° « Le serment
« n'attaque pas la religion, puisqu'il n'en dit pas un mot ; or, le
« point de la difficulté est de savoir s'il l'attaque ou non... ». Après
quelques considérations générales, M. Hanon répond avec beaucoup d'à propos : « C'est précisément parce qu'on n'en parle pas
« et qu'on ne veut plus qu'on en parle, que la Religion est attaquée... ». Il dit un peu plus loin très judicieusement : La légitimité de ce serment est au moins douteuse, « or, un serment douteux pour sa légitimité ne peut être prudent, et dans le doute,
« le prêter est un crime ». Dans ce passage il donne évidemment au mot doute un sens objectif.

« Seconde difficulté. *Maintenir de toutes ses forces la liberté...*
« c'est ne rien dire, ne rien faire contre la liberté et la République ; or, on peut jurer qu'on ne dira ou fera rien en ce genre.
« Réponse : ... C'est abuser des termes et se jouer de la religion
« du serment que de restreindre à un silence ou à une entière inertie, à une obéissance purement passive des expressions si fortes
« et si énergiques... ».

« Troisième difficulté. La liberté, l'égalité sont des droits naturels et purement civils. Or, la République n'est point un gouvernement proscrit par la Religion. »

Pour préciser le sens de la liberté et de l'égalité, M. Hanon renvoie à la première partie de son étude, puis il ajoute avec beaucoup de justesse : « Pour la République, il est sûr que la Religion catholique ne proscrit pas plus cette forme de gouvernement qu'aucune autre, puisqu'elle existe à Venise, à Gênes, etc., etc., aussi
« n'est-ce pas là l'objet de la question. Il ne s'agit point du serment du gouvernement républicain en général ou abstractivement pris, il s'agit de jurer la République française, la République
« que nous élève la philosophie sur les débris du trône et de l'autel. Or, toutes les républiques du monde pourraient être
« justes et légitimes, conséquemment jurées, que celle-ci resterait
« ce qu'elle est en elle-même... »

« Quatrième difficulté. Je peux faire le serment sans approuver
 « le sens impie qu'on lui donne, ni adhérer à tout ce qui s'est fait
 « à la Conventiou ou aux clubs, en conséquence de ce serment.
 « Réponse : L'abbé Grégoire osa mettre en avant cette futile dis-
 « tinction, au 4 janvier 1791, pour le serment *de la Constitution*
 « *civile du clergé*. Le côté droit de l'Assemblée constituante le hua,
 « le côté gauche rougit pour lui... peut-on séparer ainsi le serment
 « du sens qu'il a et qu'il présente?... »

« Cinquième difficulté. Que nous n'ayons en France ni roi, ni
 « nobles, qu'est-ce que cela fait à ma conscience et contre le ser-
 « ment?... » M. Hanon reprend avec finesse : disons plutôt : « Que
 « nous n'ayons en France ni roi, ni nobles, *ni évêques, ni prêtres*... », qu'est-ce que cela fait à ma conscience ?

« Sixième difficulté. La République existe, c'est même la seule
 « autorité aujourd'hui; usurpée et tyrannique ou non, elle fait de
 « vraies lois », nous devons donc « les observer et par là même
 « nous pouvons en jurer le maintien; c'est le précepte formel de
 « Jésus-Christ et de saint Paul. » M. Hanon réplique avec une
 rare vigueur : « La loi, la loi ! » C'est avec ces mots perfides que
 « nos tyrans égorgent des milliers de Français et qu'ils ont fait de
 « leur patrie une terre de crimes et d'horreur... », et il continue
 en expliquant qu'il faut obéir aux lois justes.

« Septième difficulté. Les premiers chrétiens ont aussi obéi à des
 « tyrans, à des usurpateurs qui ne valaient pas mieux que les
 « nôtres ». Réponse : Vous pouvez obéir : « *par principe de cons-*
 « *cience* si vous croyez la République véritablement souveraine,
 « ou par politique, par crainte, par une suite nécessaire de l'ordre
 « social : voilà ce que faisaient les premiers chrétiens... mais ils ne
 « juraient pas de maintenir l'usurpation et la révolte... ».

« Huitième difficulté. Des personnes très respectables croient le
 « serment innocent, et excitent à le faire. Des prêtres mêmes,
 « instruits et vertueux, n'y trouvent point de mal, et un grand
 « personnage a dit qu'on pouvait jurer fidélité à la République ». La réponse à cette difficulté comprend deux pages et demie. Nous nous contentons de citer ces lignes : « J'ignore quels prêtres
 « instruits et vertueux peuvent légitimer le serment, à moins

« qu'eux-mêmes ne l'aient fait ; leur témoignage dans ce cas se
« détruit de lui-même... Pour tous les autres, nous citerons une
« maxime dont tout le monde sentira la vérité : *C'est qu'on ne*
« *juge pas des règles par les hommes, mais au contraire des hommes*
« *par les règles* ».

Et un peu plus loin : « Le grand personnage a pu dire qu'à
« une République ordinaire, légitimement établie ou reconnue,
« on pouvait jurer fidélité, nous l'avons dit aussi plus haut, mais
« il répugne aux lumières, au caractère et à la conduite connue
« du personnage en question d'avoir appliqué le propos, qu'on lui
« prête, aux circonstances présentes de la République française ».

Viennent ensuite, toujours comme réponse à la huitième difficulté, des faits ou exemples relatés dans le diocèse de Metz, où M. Hanon avait été supérieur du grand séminaire, puis d'autres faits relevés d'une manière générale en France, et enfin cette allusion à la noble attitude des martyrs de septembre, dont le refus de serment était connu au loin : « Croyez à la prison et aux
« fers de tant de prêtres véritablement respectables, qui seroient
« libres s'ils avoient pu le faire ; croyez au sang de 800 prêtres
« égorgés à Paris et de tant d'autres massacrés dans l'étendue de
« la France pour n'avoir pas voulu le faire. Voilà des faits et des
« raisons sans réplique. Les témoins et les maîtres qui se font
« égorger au sujet du serment sont assurément les plus croya-
« bles, et tous les autres doivent se taire devant eux ».

Nous avons donné ces quelques citations des deux études de M. Hanon, non pour ouvrir une discussion inutile sur la nature du serment de Liberté-Égalité, mais uniquement pour faire connaître la pensée de celui qui, pour la bonne cause, lutta jusqu'à la prison, auprès des Cardinaux fidèles à Pie VII.

VIII

CONCLUSION.

M. Cayla, supérieur général, M. Brunet qui devait être son premier successeur, M. Hanon appelé à succéder à M. Brunet, la

très grande majorité des prêtres de Saint-Lazare refusèrent le serment de Liberté-Égalité, comme ils avaient refusé le serment à la Constitution civile du clergé, qui était d'après le Pape « une source empoisonnée de toutes sortes d'erreurs », et la « principale cause des maux » qui affligeaient l'Église de France; la Congrégation de la Mission et la Communauté des Filles de la Charité restèrent ainsi dans les grandes traditions de l'Église et du Saint-Siège; et, en refusant le serment de Liberté-Égalité, les martyrs de Vannes, d'Angers, d'Arras, de Dax, etc., etc., se tenaient en communion étroite avec les Supérieurs majeurs des deux familles, et avec la presque totalité des Sœurs et des Missionnaires.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS.....	v
Appréciation des Revues sur l'Étude intitulée : <i>Le serment de Liberté-Égalité et quelques documents inédits des Archives Vaticanes</i>	ix
CHAPITRE I ^{er} . — LES PREMIERS SERMENTS 1 ^{er} AOÛT 1789-27 NOVEMBRE 1790.	1
CHAPITRE II. — LE SERMENT A LA CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ.	9

I. Les textes de lois.

12-14 juillet 1790 et 24 juillet-24 août 1790. Texte du serment faisant partie intégrante de la Constitution civile du clergé.....	9
27 novembre-26 décembre 1790. Décret relatif au serment des évêques, des ci-devant archevêques et autres ecclésiastiques fonctionnaires publics.....	10
4-9 janvier 1791. Décret relatif au serment des ecclésiastiques.....	14
4 janvier 1791. Décret pour l'exécution de celui du 27 novembre dernier, concernant le serment à prêter par les ecclésiastiques fonctionnaires publics.....	15
21-26 janvier 1791. Décret et instruction sur la Constitution civile du clergé.....	16
25 janvier-4 février 1791. Décret concernant les attributions des directoires de départements et des tribunaux, pour le remplacement des ecclésiastiques refusant de prêter serment.....	24
27-30 janvier 1791. Décret relatif au remplacement des ecclésiastiques qui n'auront pas prêté le serment.....	25
5 février-27 mars 1791. Décret relatif au serment des prédicateurs.....	26
18-18 mars 1791. Décret relatif au serment des ecclésiastiques fonctionnaires publics.....	27
22-22 mars 1791. Décret concernant les nominations aux places de recteur, professeur et agrégé de l'Université de Paris.....	28
4-6 avril 1791. Décret relatif à l'élection des curés et vicaires, et aux ecclésiastiques fonctionnaires publics qui manqueraient au serment prêté.....	29

15-17 avril 1791. Décret relatif à la nomination et au serment des personnes chargées de l'instruction publique, et à celui de chapelain desservant les hôpitaux et les prisons.....	30
7-13 mai 1791. Décret relatif au serment des prêtres et aux édifices consacrés à un culte religieux par des sociétés particulières.....	31
20-28 juin 1791. Décret relatif à la poursuite des fonctionnaires publics ecclésiastiques qui refusent d'obéir à la loi.....	32

II. La Constitution civile du Clergé.

Titre I. Des offices ecclésiastiques.....	33
« II. Nomination aux bénéfices.....	42
« III. Du traitement des Ministres de la Religion.....	51
« IV. De la Loi de la résidence.....	55

III. Intervention de Pie VI.

Lettre confidentielle à Louis XVI, 10 juillet 1790.....	57
Lettre à l'Archevêque de Bordeaux, 10 juillet 1790.....	59
Lettre à l'Archevêque de Vienne, 10 juillet 1790.....	61
Lettre aux évêques signataires de l' <i>Exposition des principes sur la Constitution civile du Clergé</i> , 10 mars 1791.....	66
Nouvelle lettre à Louis XVI.....	77
Bref <i>Charitas</i> du 13 avril 1791 qui condamne formellement la Constitution civile du clergé et le serment du 27 novembre 1790.....	80
Lettre aux frères du Roi, 5 octobre 1791.....	94
Lettre « <i>Novae hae Litterae</i> » du 19 mars 1792, portant menace d'excommunication.....	94

IV. La résistance héroïque de l'Église de France.

1. Dans le comité ou commission ecclésiastique qui élaborait la Constitution civile du Clergé, cette résistance est nulle.....	97
2. A l'Assemblée, pendant les deux mois que durèrent la discussion et le vote, cette résistance est purement négative.....	98
3. Elle ne cherche ni à empêcher ni à retarder la sanction royale et la promulgation de la loi.....	99
4. L' <i>Exposition des principes sur la Constitution civile du clergé</i> est le commencement de la vraie résistance de l'Église de France.....	99
5. La journée du 4 janvier 1791 à l'Assemblée nationale.....	100
6. Le serment à Paris, 11 janvier 1791.....	101
7. La majorité du clergé séculier de France refuse le serment.....	101

TABLE DES MATIÈRES.

195

	Pages.
8. La très grande majorité du clergé régulier de France ne prête pas le serment qui du reste ne lui était pas imposé, assertions fantaisistes de certains auteurs sur ce point d'histoire.....	107
9. Le soulèvement de la Vendée.....	109
10. Le mépris des catholiques pour le clergé constitutionnel, motivé par de nombreuses ordinations de sujets tout à fait indignes.....	111
L'Église constitutionnelle disparaît devant le mépris public.....	116

V. Quatre suppliques conservées aux Archives Vaticanes.

Supplique du Père Gabriel Bruslé Chartreux quia communiqué <i>in divinis</i> avec les intrus.....	117
Supplique de l'abbé Delseppe curé de Sauville qui a prêté le serment..	118
Supplique de cinq curés appartenant au diocèse d'Autun, qui refusent de rétracter le serment prêté? mais veulent rester fidèles au Saint-Siège.....	120
Supplique de l'abbé Ganier, principal du collège d'Épinal.....	123

CHAPITRE III. — LE SERMENT CIVIQUE 3-14 SEPTEMBRE 1791.....	126
---	-----

I. Les textes de loi.

Formule du serment tirée de la Constitution, titre II, article 5.....	126
29 novembre 1791. Décret relatif aux troubles excités sous prétexte de religion, et aux ecclésiastiques qui ont prêté ou refusé le serment...	127

II. La prestation du serment.

Les Clarisses de Lusignan. Trois documents en note.....	135
Constant, curé intrus de Saint-Affrique.....	136
Le notaire Arrondeau.....	137
Hyacinthe-Louis-Barthélemy Bernard, secrétaire du Cardinal de Bernis.	137
Le comte de Ségur nommé Ambassadeur à Rome et refusé par Pie VI, parce qu'il avait prêté le serment civique. Deux documents en note...	138

CHAPITRE IV. — POUR LES FONCTIONNAIRES PUBLICS ECCLÉSIASTIQUES OU ASSIMILÉS, LE SERMENT DE LIBERTÉ-ÉGALITÉ REMPLAÇA-T-IL LE SERMENT A LA CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ?.....	146
--	-----

Pie VI demande à M. de Salamon de le fixer sur la portée du serment de Liberté-Égalité.....	146
Peut-on dire qu'après le 10 août, il remplaça pour les ecclésiastiques publics le serment à la Constitution civile du Clergé?.....	147

	Pages.
Avant le 10 août, deux serments sont en vigueur, portant tous les deux promesse de fidélité au roi.....	148
La chute du roi les rend caducs l'un et l'autre.....	148
L'Assemblée ne corrige pas le texte des deux serments imposés précédemment, elle en crée un nouveau.....	149
Les différentes formules du serment de Liberté-Égalité n'établissent plus de distinction entre ecclésiastiques et non ecclésiastiques.....	149
Scène émouvante à l'Abbaye où la prestation du serment de Liberté-Égalité sauve deux victimes des massacres.....	150
Le serment de Liberté-Égalité imposé à Chambéry au clergé constitutionnel, à la place du serment à la Constitution civile du clergé....	150
La sentence de mort de Nicolas Bodin, prêtre de la Mission.....	151
La loi de déportation du 26 août 1792 chasse de France les insermentés et n'autorise la prestation d'aucun serment ; — la demande du directoire du département de l'Ardèche, la réponse du ministre Rolland.....	151
En Anjou et à Nantes le serment de Liberté-Égalité préserve de la déportation.....	153
La portée du serment de Liberté-Égalité venait surtout de l'intention de celui qui l'imposait.....	153
Dans la prestation du serment de Liberté-Égalité Pie VI distingue plusieurs catégories.....	155
Quelques auteurs ont écrit que le serment du 27 novembre 1790 avait été exigé des prêtres jusqu'à la fin de la Révolution : c'est une grave erreur.....	158
Victor Pierre n'a jamais soutenu cette erreur.....	158
Aucun procès-verbal d'arrestation ne relate qu'on ait déféré, à qui que ce soit, après le 10 août, le serment de fidélité à la Constitution civile du Clergé.....	167
Plusieurs procès-verbaux constatent que les prêtres arrêtés sont suspects pour n'avoir pas prêté le serment dans le temps fixé par la loi ou pour l'avoir rétracté.....	167
Aucune relation des victimes de septembre n'autorise cet anachronisme.	168
Pour les fonctionnaires publics ecclésiastiques ou assimilés, le serment de Liberté-Égalité remplaça le serment de fidélité à la Constitution civile du Clergé.....	170

APPENDICES

SAINT-LAZARE ET LE SERMENT DE LIBERTÉ-ÉGALITÉ.

But de cette Étude.....	173
I. — Les textes de loi.....	175

TABLE DES MATIÈRES.

197

	Pages.
II. — M. Cayla et ses confrères expulsés de Saint-Lazare.....	176
III. — La question de pension et d'indemnité soulève celle du serment.	178
IV. — Après les six étudiants révoltés, huit prêtres et quarante-huit frères coadjuteurs prêtent le serment.....	180
V. — Graves paroles de M. Émery.....	182
VI. — Le serment des membres de Saint-Lazare.....	186
VII. — M. Hanon contre le Serment.....	187
VIII. — Conclusion.....	191

INSTITUT
CATHOLIQUE
DE PARIS


~~~~~  
TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET C<sup>ie</sup>. — PARIS.  
~~~~~


LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CHICAGO



